

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

**Les personnes qui ont droit à réparation
dans les cas d'accidents mortels**

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Christian TALAIRACH

Avocat à la Cour d'Appel de Montpellier

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MEMBRES DU JURY

MM. BECQUÉ, professeur, président.

MORIN, doyen, professeur.

BOSC, professeur.

} *Assesseurs.*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages, 1

1934

**LES PERSONNES QUI ONT DROIT A REPARATION
DANS LES CAS D'ACCIDENTS MORTELS**

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

**Les personnes qui ont droit à réparation
dans les cas d'accidents mortels**

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Christian TALAIRACH

Avocat à la Cour d'Appel de Montpellier

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MEMBRES DU JURY

MM. BECQUÉ, professeur, président.

MORIN, doyen, professeur.

BOSC, professeur.

} *Assesseurs*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages, 1

1934

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTES, professeur de Droit Commercial.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

PETRAU-GAY, Chargé de Cours d'Histoire du Droit.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.

JURY

MM. BECQUÉ, professeur, *Président*.

MORIN, Doyen, professeur.

BOSC, professeur

} *Assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES PERSONNES QUI ONT DROIT A REPARATION DANS LES CAS D'ACCIDENTS MORTELS

INTRODUCTION

Il n'est pas de sujet juridique plus souvent traité que celui de la responsabilité civile. Chaque étude qui le concerne apporte un élément nouveau, mais combien éphémère, complétant, pour peu de temps, l'analyse d'une jurisprudence sans cesse mouvante et à laquelle un arrêt de la Cour de Cassation peut imprimer une orientation nouvelle et inattendue.

La jurisprudence sur l'article 1384, premier alinéa, a été suivie par de telles études. Pendant longtemps en évolution, elle s'est enfin fixée, dans l'arrêt du 13 février 1930. Mais cette décision n'apporte pas une solution suffisamment nette. Elle a attiré l'attention de toute la Doctrine, mais chacun des auteurs l'interprète à son idée ; tel d'entre eux la considère comme la reconnaissance d'une présomption de faute, tel autre salue en elle l'adoption par la Jurisprudence de la notion de risque, dont il souhaitait l'avènement. Mais, en réalité, la Cour de Cassation laisse planer le doute en créant une « présomption de responsabilité », que chacun peut interpréter à sa guise, et ne résout pas maintes difficultés qui renaîtront à chaque litige.

Ce rôle fascinateur de l'art. 1384 a éclipsé pour quelque temps les difficultés graves que contient l'article 1382. Il nous a paru que beaucoup de questions qu'il suscite sont restées sans réponse, et nous avons pensé pouvoir les grouper sous ce titre, qui unifie leur diversité apparente : « Les personnes qui ont droit à réparation dans les cas d'accidents mortels ».

C'est, en somme, l'interprétation, dans des cas très nombreux, du seul article 1382, considéré du point de vue du dommage plutôt que de celui de la faute. Peut-on invoquer comme dommage le décès accidentel d'un tiers ? Quelles qualités faut-il présenter pour cela ?

Aucune difficulté ne serait apparue si la concubine n'avait invoqué le dommage que lui cause la mort de son concubin. Il sembla indispensable de rechercher un critérium qui englobât ce cas ou l'exclût, et qui permit de limiter le nombre sans cesse croissant des ayants droit.

Les difficultés augmentent encore s'il s'agit, non plus d'un dommage matériel mais d'un dommage moral. Car, à celle de savoir *qui a subi un dommage* s'ajoute celle de rechercher *si véritablement un dommage a été subi*. N'est-il pas très délicat de contester à quiconque la douleur morale qu'il invoque, c'est mettre en doute la sincérité des sentiments qu'il avait pour le de cujus, mesurer leur intensité, juger de leur légitimité.

Si l'on considère la loi du 9 avril 1898, ces difficultés disparaissent puisque sont déterminés les ayants droit et que se trouve fixée par avance la mesure de la réparation qui leur sera allouée.

Mais, aux discussions sur les principes, se substituent des discussions sur l'interprétation des textes

qui nous amèneront à envisager des situations très diverses.

Enfin, il arrive que les demandeurs en dommages-intérêts prétendent tenir leurs droits de la victime elle-même, en leur attribuant une cause autre que le délit ou quasi-délit dont ils auraient eux-mêmes subi l'atteinte ; soit qu'ils se présentent comme héritiers et munis d'une action transmise dans le patrimoine de la victime ; soit qu'ils se prétendent bénéficiaires de clauses contenues réellement, ou ainsi présumées, dans le contrat de transport dont le décès accidentel de la victime a constitué l'inexécution.

C'est là le problème où règne dans la jurisprudence la plus grande confusion, et c'est de beaucoup le plus délicat.

Telles sont les questions qui feront l'objet de cette étude.

PREMIERE PARTIE

**PERSONNES POUVANT DEMANDER
PAR VOIE
D'ACTION DIRECTE DELICTUELLE
REPARATION D'UN DOMMAGE
PERSONNEL**

Le demandeur dans une action en dommages-intérêts doit justifier d'un dommage, prouver d'autre part qu'une faute a été commise par celui qui le lui a causé. L'un des éléments de la notion de responsabilité, *la faute*, est donc l'acte de celui contre lequel le droit à des dommages-intérêts est invoqué ; la notion de *dommage* concerne l'ayant droit, celui sur lequel portera cette étude.

Le dommage est qualifié « matériel » ou « moral » : matériel, il consiste soit dans une atteinte à la personne physique soit dans une atteinte au patrimoine. C'est ce dommage pécuniaire que nous aurons à envisager seulement, puisque cette étude ne concerne pas le préjudice subi par la victime elle-même.

S'il est moral, le dommage lèse toujours des droits extra-patrimoniaux, mais il se présente sous des for-

mes très diverses. On peut citer, comme exemples, l'atteinte portée à la réputation d'un individu, la rupture injustifiée d'une promesse de mariage. Il désigne aussi la douleur ressentie par des personnes qu'unissent à la victime des liens d'affection. C'est dans ce dernier sens que nous entendrons ici l'expression « dommage moral ».

**

Le fait dommageable peut porter atteinte à une simple *situation de fait* ; plus restrictivement, il peut porter atteinte à une *situation légale*.

Cette distinction est la clef de voûte de l'œuvre jurisprudentielle. Suivant que la définition du dommage répond à l'atteinte à une situation de fait, ou à l'atteinte à une situation légale, on augmente ou diminue, sur une échelle d'ailleurs très étendue, le nombre des ayants droits. Dans le premier cas, le demandeur devra prouver un simple préjudice ; si, au contraire, on adopte la seconde définition, on exigera de lui la preuve que le préjudice invoqué a porté atteinte à un droit dont il jouissait.

Procède de cette distinction, cette opinion de M. Josserand : « il ne suffirait au demandeur d'alléguer que l'acte ou l'omission dont il se plaint a lésé ses intérêts ; si respectables que soient ceux-ci, ils ne sont pris en considération qu'autant qu'ils sont juridiquement protégés... En effet, ajoute-t-il, dans notre système modernes, les actions ne sont plus que des droits produits en justice, des droits en action » (1).

En pratique, il s'ensuivrait qu'une concubine ne pourrait prétendre à des dommages-intérêts de la part de l'auteur d'un accident qui aurait entraîné la

(1) Cours de Drt. civ. positif français 2^e édit. T. II, n^o 424.

mort de son concubin. Elle subit, il est vrai, un préjudice, mais elle ne peut établir l'existence d'un droit lésé.

Or la jurisprudence de la Cour de Cassation a évolué de plus en plus de la notion de droit lésé vers celle de simple préjudice.

D'ailleurs, il faut bien l'avouer, la notion de droit lésé ne se présente pas toujours de façon nette « le titre de la demande en réparation d'un préjudice sera, pour une atteinte à la personne le droit à la vie et à l'intégrité corporelle, pour une atteinte aux biens le droit à la propriété, etc... » (2) — Enfin si l'on envisage le préjudice moral et si l'on prétend le rattacher à un droit lésé, la détermination de ce droit sera chose bien délicate.

L'évolution de la Jurisprudence commence timidement parmi les membres de la famille et s'étend peu à peu vers des confins insaisissables. Car peut-on imposer des bornes au principe énoncé par l'art. 1382 ? Telle est la question qui se pose à propos du dommage matériel et du dommage moral. Il y a lieu de suivre l'évolution de la jurisprudence et de rechercher ensuite quelle définition juridique de l'ayant-droit nous permettra de limiter le nombre, toujours croissant, des demandeurs dans les actions en dommages-intérêts.

(2) Le fondement de la responsabilité extracontractuelle, J. Rutsaert.

CHAPITRE PREMIER

DOMMAGE MATERIEL

SECTION I

JURISPRUDENCE

§ I. — *PARENTS LEGITIMES*

Tout d'abord la Jurisprudence a qualifié d'ayants droit les membres de la famille qui, en vertu de la loi, pouvaient exiger de la victime des aliments, et qui en fait recevaient d'elle les ressources nécessaires à leur subsistance. Ils bénéficiaient jusqu'à ce jour, d'un droit qu'ils ne pourront plus exercer par la faute de l'auteur de l'accident. Ils seront admis à demander réparation de ce préjudice.

Mais la victime a pu suppléer à l'insuffisance de la loi qui n'accorde d'aliments qu'à un nombre de parents très limité. N'est-il pas équitable de comparer à celle qui résulte d'une disposition légale, cette situation créée dans le but de suppléer à une lacune de la loi tout en respectant son principe ? Aussi un arrêt de

1863 (1) admettait déjà que tous ceux qui ont souffert d'un préjudice direct de quelque nature, peuvent prétendre à des dommages-intérêts.

Désormais, il n'est plus nécessaire que des obligations légales rattachent à la victime celui qui a intenté l'action. On accorde à une jeune fille réparation du préjudice que lui cause la mort accidentelle de son frère avec lequel elle vivait.

Cette extension de la notion d'ayant-droit devait conduire la jurisprudence, beaucoup plus loin, hors des limites de la famille, vers le concubinage. Pendant longtemps, la question a été discutée et nous ne croyons pas que l'on soit arrivé à une solution satisfaisante. Le problème se complique d'un intérêt moral, social qui a eu sur la jurisprudence une forte répercussion.

§ II. — CONCUBINE

Si, en 1923, un arrêt de la Cour de Paris accorde à la concubine réparation du préjudice matériel qu'elle a subi (2), nombreuses sont les Cours d'Appel qui le lui refusent. Parmi celles-ci, la Cour d'Amiens pose nettement ces deux principes : il n'est pas dû de dommages-intérêts parce que « le concubinage ne crée aucun lien juridique entre ceux qui vivent dans cette situation » et que, d'autre part, il constitue un état de fait contraire aux bonnes mœurs, l'action reposant par suite sur une cause illicite.

Ajoutons que des auteurs ont mis aussi en évidence ce fait que, généralement, l'union libre s'explique par

(1) Crim. 20 Fév. 1863 - S. 63, 1, 321 ; DP. 64, 1, 99.

(2) DP. 1924, 2, 33.

l'intention de ne faire naître aucune obligation ; les concubins ne sauraient être admis, dès lors, à se prévaloir à l'égard des tiers de liens qu'ils ont entendu jusque-là éviter. Enfin, si l'on admet l'action de la concubine dans les cas d'accidents mortels, devra-t-on considérer, de façon plus générale, le fait d'interrompre une union libre par un moyen quelconque comme justifiant des dommages-intérêts ?

Le Conseil d'Etat a fait siens ces arguments et sa jurisprudence n'a pas varié. Ayant eu à se prononcer récemment dans une espèce où la requête de la concubine se présentait sous un jour particulièrement favorable (3) (celle-ci vivait depuis treize ans avec son concubin, avait eu de lui deux enfants, en élevait deux autres qu'il avait eus d'une liaison antérieure, enfin aux yeux de tous vivait maritalement avec lui), le Conseil d'Etat refuse d'accorder des dommages-intérêts. Il qualifie d'ayants-droit seulement ceux pour lesquels la loi crée un lien avec la victime en établissant entre eux des obligations (conjointes, ascendants, descendants, enfants légitimes, enfants naturels) (4).

Mais en 1926 (5) la Cour de Cassation est saisie du problème ; elle se prononce en faveur de la concubine et, cassant l'arrêt de la Cour d'Angers qui lui était soumis, décide que l'on ne saurait rejeter la demande de la concubine « pour ce motif que le lien existant entre elle et la victime était dépourvu de caractère

(3) 11 mai 1928 - DP. 1929, 3, 6 ; S. 1928, 3, 97 et note de M. Hauriou.

(4) Voir de même DP. 1930, 3, 71 : Tante et neveu : les dommages-intérêts sont refusés parce qu'il n'existe pas entre eux d'obligation alimentaire.

(5) Ch. Crim. 26 Nov. 1926 - DP. 1927, 1, 73.

juridique et qu'aucune atteinte n'a été portée à un droit acquis. » Il faut au contraire retenir qu'en fait l'existence d'un préjudice direct et actuel est établie et qu'en droit l'article 1382 ne comporte pas une telle restriction.

Encore faut-il établir que les subsides présentaient un caractère de stabilité. A l'égard de la concubine sur le point d'être abandonnée, la mort de son concubin ne saurait causer aucun dommage.

**

Retenant le principe posé par l'arrêt du 26 novembre 1926, ne serait-il pas possible néanmoins, de revenir aux solutions antérieures par un moyen nouveau ? Ne pourrait-on pas juger que la situation de la concubine est, par sa nature (et sans qu'il soit besoin d'envisager chaque situation particulière) *essentiellement précaire et instable* ?

C'est ce que décide un arrêt de Cassation du 9 novembre 1928 (6) qui, le fait est remarquable, émane de la Chambre Criminelle comme celui du 26 novembre 1926 et concerne la même espèce.

Comment expliquer qu'une action ait été tour à tour admise et rejetée par la même juridiction ? — Cette contradiction provient sans doute de ce que la Cour d'Appel de Rennes, saisie sur renvoi de la Cour de Cassation, n'a pas contesté qu'un *lien juridique* entre l'ayant droit et la victime n'était pas nécessaire (ce que n'admettait pas l'arrêt de la Cour d'Angers cassé le 26 novembre 1926) mais qu'il a qualifié « d'essentiellement instable et précaire » la situation de la concubine, ce qui n'est pas contraire au principe nouvelle-

(6) DP. 1929, 1, 23.

ment adopté. Par un détour habile une Cour d'Appel avait fait admettre par la Cour de Cassation une solution que celle-ci avait tout d'abord repoussée.

**

Affermissant de plus en plus la jurisprudence dans son nouveau principe, un arrêt de Cassation du 28 Février 1930 (7) a fondé le droit à des dommages-intérêts sur la « communauté de vie ». Ici se situe l'apogée de l'évolution jurisprudentielle de la Cour de Cassation favorable à la concubine.

En application de cette formule le tribunal de la Seine a admis que si la victime vivait maritalement avec une concubine, alors que son épouse légitime avait abandonné le domicile conjugal pour se créer une existence nouvelle, la concubine doit obtenir des dommages-intérêts, non l'épouse légitime (8).

La formule de la communauté de vie est une réponse aux doutes que certaines juridictions pouvaient avoir sur la « stabilité » du concubinage dans sa nature même. La stabilité ou la précarité d'une union libre sera désormais question d'espèce.

(7) DP. 1930, 1, 49.

(8) Trib. civ. Seine - 12 fév. 1931 (D. P. 1931, 2, 57). Ce jugement a été réformé par la Cour d'Appel de Paris (18 mars 1932), v. plus loin.

Antérieurement, en sens contraire : Rennes 26 Mai 1926 - S. 1926, 2, 120.

V. Paris, 18 nov. 1932 (D. H. 1933, somm. p. 23) accordant réparation du préjudice matériel à deux concubines.

§ III. — *ENFANT ADULTERIN*

Quelques jours après l'arrêt du 26 Novembre 1926, la jurisprudence admettait pour les enfants naturels la solution qu'elle venait d'adopter pour la concubine.

Sans doute aucune difficulté ne se présente si l'enfant naturel est reconnu puisqu'il existe alors un lien de droit entre lui et son auteur. Seuls sont intéressants les cas où l'action est introduite par des enfants naturels non reconnus en fait ou qui en droit ne peuvent l'être (incestueux ou adultérins).

Le 14 Décembre 1926, le Tribunal de la Seine tranche la question. On opposait à la demande que la preuve de sa filiation était interdite à l'enfant adultérin ; que celui-ci, ne pouvant invoquer un lien de parenté ne pouvait prétendre à une réparation. Le Tribunal de la Seine répond que ce lien de parenté dont la preuve ne peut être faite, n'est pas nécessaire à la recevabilité de la demande.

Ce jugement est confirmé par la Cour d'Appel de Paris (9) puis par la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation le 10 janvier 1929 (10).

Il suffit à l'enfant adultérin de prouver un dommage et de justifier que les libéralités reçues par lui présentaient un caractère de stabilité telle, qu'il y a lieu de penser qu'elles n'auraient pas été interrompues si l'accident ne s'était pas produit. C'est comme un étranger à la famille que l'enfant adultérin présente sa demande.

La Cour de Cassation, par une suite de déductions logiques, prétendra-t-elle accorder ainsi des dommages-intérêts à tous les individus qui se trouveraient à la charge de la victime au moment de l'accident ?

(9) 7 Mars 1928.

(10) D. P. 1929, 1, 40 - Gaz. Pal. 1929, 1, 290.

§ IV. — *REACTION POSSIBLE*
DE LA JURISPRUDENCE

Bien que la Cour de Cassation n'ait pas eu à se prononcer depuis quelques années sur le principe qu'elle a admis en 1926, on peut se demander si la jurisprudence, des conséquences extrêmes auxquelles son attitude l'a entraînée, ne retournera pas vers des principes plus rigoureux et si, bouclant le cycle d'une dangereuse aventure, elle ne reviendra pas vers ses conceptions anciennes.

Un arrêt de la Cour de Paris du 18 mars 1932 (11), reformant un jugement que nous avons cité plus haut (12), pourrait, en effet, être annonciateur de ce revirement. Ici, le cas était typique, il posait un problème aux conséquences extrêmes : une épouse légitime qui se souciait peu de son époux et prétendait se faire une nouvelle existence plus brillante que la première, d'autre part une concubine dont la situation pouvait être considérée comme « stable ». Toutes deux avaient introduit une action, et le tribunal avait dû choisir : faire droit à la demande de l'épouse, c'était, il est vrai, reconnaître au mariage l'importance du lien juridique qu'il constitue, mais c'était méconnaître l'équité. Le tribunal débouta l'épouse légitime et lui préféra « l'épouse de fait ». Mais n'était-ce pas là accorder à l'union libre des effets qu'il avait refusés au mariage ? Plus encore, n'était-ce pas prendre en considération une situation prohibée par la loi ?

La Cour d'Appel n'a pas statué sur la demande de l'épouse, celle-ci n'ayant pas interjeté régulièrement appel. En ce qui concerne la concubine, le problème

(11) DP. 1932, 2, 88.

(12) 12 Fév. 1931 - DP. 1931, 2, 57.

se présentait, néanmoins, en tous ses éléments. Or, la Cour de Paris, reformant le jugement, rejette la demande de la concubine... « considérant que s'il est » établi que H., bien que marié, vivait en concubine » nage avec la demoiselle L. depuis une dizaine d'années et fournissait à celle-ci des subsides lui permettant de vivre, *ce préjudice invoqué et même constaté ne suffit pas à fonder la demande en dommages-intérêts* ; qu'en effet, l'action en réparation des conséquences d'un accident doit avoir pour base *une situation juridique* ; qu'elle ne peut être intentée que par les ayants droit de la victime, c'est-à-dire par ceux qui ont avec elle des liens leur permettant de compter sur son aide et *créant entre eux des obligations réciproques*. Considérant que l'état de mariage dans lequel se trouvait H. au moment de son décès met un obstacle absolu à l'admission de l'action en dommages-intérêts intentée par la demoiselle L. contre l'auteur de l'accident ; que la situation de pur fait, par elle invoquée, n'est génératrice d'aucun droit susceptible d'être lésé ; *qu'elle est non seulement extra légale, mais encore immorale et réprimée par la loi* ; que la longue durée et la persistance d'une telle situation ne sauraient en faire disparaître le caractère nettement délictueux et permettre à la concubine de l'invoquer en précisant que les époux H. vivaient séparément et qu'ils avaient l'intention de divorcer ; que reconnaître les prétentions de la demoiselle L. aurait pour résultat de consacrer par une décision de justice un état de choses à la fois contraire à notre droit, à la loi morale, au respect du mariage et à la protection de la famille. »

Quel est le motif déterminant de cette décision ? Il

est bien difficile de le découvrir. Nettement se dégage cette impression que la Cour de Paris a entendu, avant tout, repousser la demande de la concubine, quitte à découvrir ensuite les motifs propres à légitimer cette décision. Or les motifs invoqués sont multiples ; lequel pourrait déterminer à lui seul le rejet de l'action ?

L'article 1332, indique l'arrêt, ne peut que viser un préjudice consistant dans la lésion d'un droit, dans la rupture d'une « situation juridique ». Mais quel est ce droit ? Et pourquoi l'arrêt ne précise-t-il pas ? S'il s'agit d'un droit à une pension alimentaire, les ayants droit seront bien peu nombreux.

La Cour de Paris a-t-elle entendu repousser l'action pour ce que, dans l'espèce qui lui était soumise, le concubinage était un adultère ? Faut-il penser plutôt qu'elle aurait rejeté l'action alors même qu'il n'y aurait pas eu d'épouse légitime, l'action ne pouvant être exercée que « par ceux qui ont avec la victime des liens leur permettant de compter sur son aide et créant entre eux des obligations réciproques. »

Nous pensons à nouveau au critérium du « droit lésé ». Mais quel contenu la Cour de Paris a-t-elle entendu donner à cette expression d'une imprécision sans doute voulue : « obligations réciproques » ? D'après M. Voirin (13), deux interprétations sont possibles. Comme nous l'avons déjà exprimé, il peut s'agir d'obligations à des aliments. On peut penser que cette formule est trop étroite et que par son imprécision l'arrêt a voulu l'éviter. Il pourrait s'agir alors des devoirs moraux réciproques qui existent entre tous les membres de la famille ? Ainsi la réparation du préjudice matériel dépasserait d'étendue

(13) Note sous Paris 18 Mars 1932 - DP. 1932, 2, 88.

l'obligation alimentaire ; par ailleurs, elle serait plus étroite que la notion de simple préjudice, elle aurait pour cadre la famille.

Cette dernière interprétation permettrait de rapprocher la décision d'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 février 1931 (14), que nous examinerons dans un autre chapitre, et qui subordonne la réparation du préjudice moral à la lésion d'un « intérêt d'affection né du lien de parenté ou d'alliance qui unissait la victime du fait dommageable à celui de ses ayants droit qui en demande réparation ». On peut penser, alors, que si la Cour de Cassation adoptait le point de vue de la Cour de Paris, la jurisprudence arriverait peut-être à une unification des modes de réparation du dommage matériel et du dommage moral en limitant celle-ci au cadre de la famille.

SECTION II

CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE

§ I. — *LES DEUX SENS POSSIBLES DU MOT « DOMMAGE »*

La difficulté que l'on éprouve à déterminer les ayants droit dans les cas d'accidents mortels réside, somme toute, dans l'interprétation qu'il convient de donner au mot « dommage » employé par le législateur dans l'article 1382 du Code Civil.

(14) DP. 1931, 1, 38.

Deux sens sont possibles :

1° Certains auteurs entendent le mot « dommage » dans un sens très large ; d'après eux, il désigne tout préjudice ; on peut dire ainsi que la formule de l'article 1382 ne comporte pas de limites et qu'elle est calquée sur une règle de morale. En posant ce principe que personne ne peut porter tort à autrui, le législateur a visé un but d'équité par le moyen d'une formule très générale.

On pourra accorder à la concubine des dommages-intérêts pour le préjudice que lui cause la mort accidentelle de son concubin, bien que la situation bouleversée ait été une situation de fait sans aucun caractère juridique, bien que les concubins aient entendu ne créer entre eux aucun lien de droit, qu'ils aient repoussé la stabilité que le mariage aurait pu donner à leur situation.

Il en sera de même pour la jeune fille dont le fiancé a été victime d'un homicide volontaire ou par imprudence. Cette situation, comme la précédente, a été pendant longtemps ignorée du législateur. La première fois qu'elle paraît dans le Code c'est, comme le concubinage, avec la loi du 16 novembre 1912 (article 340 du Code Civil) ; et, comme au concubinage, la jurisprudence lui fait assez tard produire des effets (1). Enfin, dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'une simple situation de fait (2).

(1) Rupture abusive de promesse de mariage. V. Trib. civ. Seine, 30 avril 1909 ; Gaz. Trib., 1909, 2^e semest., 2, 274 ; Civ. 2 mars 1926, DP. 1927, 1, 67.

(2) La rupture abusive d'une promesse de mariage a, nous semble-t-il un caractère délictuel. Dans ce sens, Lalou sous Cour d'Assises Dordogne, 24 mai 1930 - D. P., 2, 133. Josserand D. H. 1927. Chr., p. 21, lui reconnaît un caractère contractuel.

Peut-être objectera-t-on à cette première interprétation que, bien qu'ayant employé une formule très générale, le législateur n'a pas entendu donner à l'article 1382 une portée qu'il ne pouvait prévoir et, par exemple, englober la concubine parmi les ayants droit. Mais, alors même qu'il en serait ainsi, on peut facilement répondre que le législateur a employé une formule suffisamment souple pour permettre une adaptation du droit au mouvement des faits et au courant des opinions ; qu'il revient à la jurisprudence d'assurer une adaptation que le législateur a permise.

2° D'autres auteurs ont traduit le terme « dommage » par l'expression « lésion d'un droit ». Quiconque avait un droit et en a perdu la jouissance par la faute d'un tiers, peut exiger de celui-ci réparation du préjudice qu'il a subi. Dès lors le dommage n'est pas un préjudice quelconque, il ne constitue jamais la lésion d'un simple intérêt, mais la lésion d'un droit.

Sans doute la concubine a subi un préjudice du fait de la cessation des subsides que lui versait la victime, mais ceux-ci constituaient pour elle une simple libéralité. La concubine n'a jamais prétendu créer des droits à son profit, désirant éviter les obligations correspondantes. Ainsi le concubinage est d'essence précaire, il nie toute obligation réciproque. Non seulement il s'est soustrait au formalisme mais encore, comme le fait remarquer M. Josserand (3), il lui manque « la volonté nuptiale ». Les concubins ont entendu demeurer des tiers l'un à l'égard de l'autre, il ne faut pas leur imposer la qualité de contractants en reconnaissant un effet à leur situation.

(3) « L'avènement du concubinat », D. H. 1932, Chr. p. 45.

§ II. — LES TENDANCES SOCIALES

Entre ces deux interprétations principales, le choix n'est pas aisé. Il faut se garder de juger a priori et sous l'impulsion d'un préjugé social ou d'une déduction juridique trop rigide. Il ne faut pas refuser d'examiner la demande de la concubine sous l'unique prétexte que sa situation est une simple situation de fait : une situation de fait mérite qu'on s'en occupe, lui refuser toute considération est un déni de justice.

Il semble, nous l'avons dit, que le législateur, sans avoir prévu chacun des cas qui nous occupent, a établi une formule qui, dans la généralité de ses termes, ne semble souffrir aucune restriction. La jurisprudence doit faire œuvre créatrice, c'est-à-dire suivre le cours, sans cesse mouvant, des faits sociaux et des idées. Sans nous attacher au mouvement des faits, ce qui déborderait du cadre de cette étude, nous remarquons qu'il semble, de prime abord, que la jurisprudence et le législateur même, ont reconnu dans d'autres domaines la situation de la concubine et lui ont fait produire des effets.

Le Code de 1804 ne contenait pas, en effet, de dispositions concernant le concubinage. Il faut attendre, sur le terrain législatif la loi du 16 novembre 1912, et sur le terrain jurisprudentiel la naissance de la théorie de la séduction considérée comme ressortissant du principe de l'article 1382.

Plus tard, le législateur n'a pas craint, dans certains cas, d'assimiler la concubine à l'épouse légitime. Sans vouloir parler des lois de guerre que, par suite de leur caractère exceptionnel et provisoire, nous laisserons de côté, il y a lieu d'indiquer que l'article 3, al. 1^{er}, de la loi du 1^{er} avril 1926 procède à cette assimilation : « le bénéfice de la prorogation, dit ce tex-

te, restera acquis, en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire ou de l'occupant aux personnes vivant habituellement avec lui, *membres de sa famille ou à sa chargé* » (4 et 5).

Quant à la jurisprudence, elle semble avoir reconnu d'autres effets au concubinage. Dans le cas où l'article 1382 ne peut pas recevoir application pour sanctionner une rupture entre concubins, c'est-à-dire dans le cas où le concubinage n'a pas eu pour origine une séduction, la jurisprudence a admis cependant que la concubine subit un préjudice du fait qu'elle est désormais compromise et que, par suite, il y a lieu de considérer comme l'exécution d'une obligation naturelle, le fait pour le concubin de pourvoir à son avenir (6). Mais il faut bien remarquer que *durant le con-*

(4) Le texte a été appliqué même dans un cas d'adultère : Trib. de paix - Lyon 11 Fev. 1933, DH. 1933, 295.

(5) On a cru voir dans un arrêt de la Ch. civ. du 13 Déc. 1927 (DP. 1928, 1, 99) qui fait application de l'art. 1735 C. civ. à un individu qui avait loué un appartement et y avait installé sa maîtresse, la reconnaissance d'un effet au concubinage. Il n'en est rien ; il suffit pour s'en convaincre de considérer la généralité des termes de cet article : « le preneur est tenu des dégradations et des pertes *qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires* ».

(6) On peut citer à titre d'exemple : Rennes 7 mars 1904 - DP. 1905, 2, 305 note Planiol ; S. 1907, 2, 241 note Hénard. Les décisions antérieures invoquaient un devoir moral, celle-ci une obligation naturelle ; mais il faut noter que généralement la Jurisprudence ne distingue guère entre ces deux notions).

Rennes, 20 Oct. 1924 - Gaz. Pal. 22 Nov. 1924.

Lyon, 23 Oc. 1929. DP. 1929, 2, 169 : « Quel que soit le jugement, dit cet arrêt, que l'on puisse porter sur le concubinage que la loi ne reconnaît pas, on ne saurait contester les *obligations naturelles*, qui, dans certains cas, en découlent, en raison de la longue continuité, au cours de laquelle l'homme et la femme ont observé les devoirs d'assistance réciproque et de protection que la loi impose aux unions régulières, entouré de

cubinage il n'existe pas d'obligation ni de droit que le tiers auteur de l'accident serait susceptible de léser (7). La jurisprudence admet ensuite qu'une société de fait peut s'établir entre concubins. Dès lors une liquidation devient nécessaire au moment de la rupture (8).

N'a-t-elle pas admis enfin, que, parallèlement à celui de la femme légitime, il existe un mandat tacite de la concubine ? Tout au moins a-t-elle jugé la question dans des sens divers. On peut soutenir raisonnablement que le mandat tacite n'existe pas exclusivement entre époux, qu'il repose sur une situation de fait. Dès lors qu'une personne se révèle aux yeux des tiers comme mandataire d'une autre, on peut admettre qu'il existe un mandat tacite.

C'est pour ce motif que le Tribunal d'Alger, par jugement du 20 juin 1906 (9) a reconnu le concubin comme engagé par les achats de sa compagne qui était en possession d'état de femme légitime. Cette décision et les raisons qui l'ont déterminée sont en accord avec un jugement du tribunal de la Seine du 6 mars 1923 (10), qui, reconnaissant l'existence d'un

soins communs les enfants rassemblés au même foyer, et pris des dispositions comme si l'union devait durer autant que la vie... »

(7) Au contraire dans le cas où le concubinage a pour origine une séduction dolosive, le séducteur pourra être poursuivi durant l'union de fait : ici l'obligation résulte de la séduction (art. 1382) et non du concubinage lui-même.

(8) Paris 13 juin 1872 - DP. 73, 2, 169.

Req. 11 Novembre 1907 — DP. 1908, 1, 63 ;

Lyon 31 Mars 1930 - DP. 1930, 2, 64.

(9) Journ. trib. algériens 20 oct. 1907 - Gaz. Pal. Tables 1907-1912 « Fournitures ». Voir aussi Trib. de Paix, Nogent-sur-Marne, 28 janv. 1910 - Gaz. Pal. 1910, 1, 397.

(10) Gaz. Trib. du 8 juin 1923.

mandat domestique, décide qu'un fournisseur (en l'espèce un boucher) a une action contre le maître de la cuisinière et qu'il n'a commis aucune faute en faisant à cette dernière un crédit de trois mois.

Cependant, il semble bien que, plus généralement, la jurisprudence a refusé d'admettre la thèse du mandat tacite dans le cas de concubinage et qu'elle s'applique exclusivement au mariage. Le tribunal de la Seine, le 10 mars 1924 (11) a décidé qu'un couturier ne pouvait pas poursuivre en paiement un individu dont la concubine s'était fait passer pour l'épouse légitime, alors qu'il n'accompagnait pas celle-ci au moment de la commande et qu'il n'avait pas payé des fournitures antérieures.

Cela ne veut pas dire que le concubin ne soit jamais responsable et que le tiers reste lésé. Repoussée la thèse du mandat tacite, il subsiste celle de la faute : la jurisprudence considère qu'il y a faute à faire passer une concubine pour épouse légitime ; c'est une sorte de délit commun dont les concubins sont solidairement responsables au regard du tiers lésé (12). Portant cette idée sur un plan plus général, on peut dire que tous ceux qui créent une apparence trompeuse doivent réparer le dommage qui en dérive à l'égard des tiers (13).

**

Quel est le sens de cette jurisprudence ? Il est certain qu'elle reconnaît des effets au concubinage et qu'à ce titre elle concerne cette étude. Cependant, il convient de noter que nous avons en vue

(11) Gaz. Trib. 10 Sept. 1924.

(12) Dans ce sens : Trib. civ. de Nice, 27 oct. 1909 - D. P. 1912, 2, 216.

(13) Savatier, Note sous Req., 20 fév. 1922 - D. P. 1922, 1, 201.

des cas où la concubine invoquait sa situation à l'encontre d'un tiers et qu'ici, au contraire, *c'est le tiers qui se prévaut du concubinage à l'encontre des concubins*. Ceci nous permettra de distinguer soigneusement les décisions qui ont pour but de protéger les tiers contre une apparence trompeuse de celles qui sont favorables à la concubine.

Les premières, incontestablement sont raisonnables ; des effets doivent être reconnus au concubinage chaque fois qu'il a porté préjudice à un tiers par l'apparence qu'il créait. Quant aux dernières, qui concernent plus particulièrement cette étude, il convient d'en examiner la portée.

En réalité les principaux effets reconnus au concubinage se produisent au profit des enfants issus de l'union illégitime, afin que ne soient pas victimes de cette situation des êtres qui n'en sont pas responsables (C. Civ. 340).

§ III. — ELABORATION D'UNE SOLUTION

Reconnaître des effets au concubinage au profit des concubins eux-mêmes, c'est de plus en plus l'assimiler au mariage. Pour certains, c'est peut-être suivre le courant des faits et des idées ; il nous paraît que c'est le précéder ou l'interpréter, tenter de le diriger. C'est avec raison que M. Josserand s'élève contre l'avènement d'un « concubinat », et toute tentative d'organisation d'un « mariage en seconde zone ».

La doctrine est presque unanimement hostile aux prétentions de la concubine dans le cas d'accidents mortels, mais pour des raisons diverses (14). Toutefois

(14) Par exemple : M. Josserand : « L'avènement du concubinat » ;

la plupart des auteurs, considérant la question d'un point de vue juridique, montrent que les concubins ont entendu ne créer entre eux aucun lien de droit, qu'ils ont voulu l'instabilité de leur situation. Leur union se différencie du mariage, non seulement par le manque de formalisme, mais aussi par le manque de « volonté nuptiale ». Juridiquement, ce serait trahir leur volonté que de les considérer comme des contractants, alors qu'ils ont voulu rester des tiers l'un envers l'autre.

Pendant, est-il nécessaire de considérer comme un contractant la concubine, pour lui reconnaître un droit à des dommages-intérêts, et ne suffit-il pas qu'elle ait éprouvé un préjudice certain dont un tiers ait été la cause ? Il est vrai qu'elle ne peut invoquer aucun lien de droit. Mais précisément, ce qu'il faudrait établir, c'est si un lien juridique contractuel ou légal est nécessaire et si on ne peut pas être lésé sans justifier d'un droit : telle est en réalité toute la difficulté.

**

Quelle est donc la raison de cette obligation de justifier d'un droit lésé ? On peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une construction juridique sans aucun fondement. Les rédacteurs du Code Civil ont employé, pour désigner le préjudice dont il est dû réparation, un terme particulièrement compréhensif : « le dommage ». S'ils avaient entendu limiter l'article 1382 à la protection d'une situation juridique, ne se seraient-ils pas exprimés différemment ?

M. Lalou : « La responsabilité civile », 2^e éd., n° 159 et s. ;

M. Voiron : sous DP. 1929, 2, 169 - et DP. 1930, 1, 49 ;

M. Marty : sous S. 1931, 1, 150.

M. M. Mazeaud : « Traité théorique et pratique de la responsabilité délictuelle et contractuelle » - T. 1, n° 278 et s.

Cette obligation repose, nous semble-t-il, sur la nécessité de prouver l'existence d'un *préjudice certain*. Or, un préjudice peut-il être plus certain que s'il porte atteinte à un droit. En l'espèce, l'ayant droit subit un préjudice incontestable si, avant la mort de la victime, il bénéficiait ou pouvait bénéficier d'une pension alimentaire accordée par la loi. Exiger la preuve de la lésion d'un droit, c'est, par suite, considérer qu'il n'y a dommage certain que dans le cas où ce dommage porte atteinte à un droit (15).

Pour ceux qui entendent par dommage l'atteinte à une situation de fait, le trouble apporté à une vie commune, il faudra, pour que le préjudice soit certain, que la situation de fait, la communauté de vie, ait présenté un caractère de fixité, de permanence.

Entre les deux définitions, « lésion d'un droit » ou « atteinte à une situation de fait stable », il faut alors choisir. Et choisir c'est rechercher laquelle de ses deux formules permettra de délimiter la notion d'ayant droit, de limiter le nombre de ceux qui peuvent invoquer, à fin de réparation, un préjudice qu'ils ont subi. La première formule établit dès l'abord, une limitation ; les auteurs qui ont adopté la seconde ont cependant tenté d'atteindre le même résultat.

1° *L'atteinte à une situation de fait*

Si l'on repousse, provisoirement, la formule de « droit lésé », il semble dès l'abord que seront ayants-droit tous ceux qui ont subi un préjudice, pourvu tou-

(15) M. Josserand rattache la nécessité de prouver la lésion d'un droit, non pas à la définition du dommage, mais à celle du délit ou quasi-délit ; il n'y a faute que lorsqu'un droit a été lésé.

tefois que celui-ci soit certain, c'est-à-dire qu'il consiste dans une atteinte portée à une situation d'apparence stable.

Cependant beaucoup ont cru devoir repousser la demande de la concubine, parfois même celle des enfants incestueux ou adultérins. Le dommage, a-t-on dit, doit être certain, mais, de plus, l'intérêt lésé doit être *légitime* (16).

Ces deux conditions ne font pas obstacle à l'action de l'enfant adultérin ou incestueux. Il est des cas où sa filiation peut être exceptionnellement établie (17), il a alors un droit à des aliments et le préjudice subi est incontestable. En dehors même de ces cas exceptionnels, on doit considérer cet enfant comme étranger à la famille de la victime. Il ne peut invoquer sa filiation, mais à l'inverse, on ne peut l'invoquer contre lui et contester la légitimité de son action. Le vice de sa situation ne peut être révélé ; au surplus, il ne lui est pas imputable, et la règle « *nemo auditur...* » ne saurait lui être opposée.

À la concubine ne pourra-t-on pas objecter que, sans exiger d'elle la preuve d'un droit dont la lésion constituerait le dommage, on doit exiger celle que le préjudice est certain. Les dommages-intérêts ont une valeur de remplacement, ils constituent une équivalence. Or, la situation de la concubine n'est-elle pas instable ? N'est-elle pas essentiellement précaire ? Et ne peut-on pas dire, pour employer les propres termes de M. Voirin (18), que « les juges par des dommages-intérêts, stabiliseraient un état essentiellement pré-

(16) G. Marty sous Cass. 28 Fév. 1930 - S. 1931, 1, 145.

(17) Colin et Capitant, 5^e éd. T. I, p. 353.

(18) Sous Lyon, 30 Oct. 1929, D. P. 1929, 2, 169.

caire » et que ces dommages-intérêts constitueraient non plus une équivalence mais un véritable bénéfice.

Il est préférable d'admettre que la stabilité du concubinage est une question d'espèce. Sa durée, la présence d'enfants, par exemple, sont des éléments qui peuvent garantir de sa stabilité (19).

C'est surtout la légitimité de son intérêt que s'est vu contester la concubine. On oppose à son action l'exception « *nemo auditur propriam turpitudinem allegans* ». Invoquant la perte d'avantages matériels, elle fait état, en réalité, de son espoir déçu de continuer le concubinage qui lui procurait ces avantages. Son intérêt est immoral, voire même illicite s'il s'agit d'un adultère. Qu'importe, alors, de rechercher si la situation de la concubine présente suivant les espèces un caractère de stabilité ou de précarité ; c'est chose vaine puisque la demande sera repoussée comme reposant sur un intérêt immoral.

On s'est fait pourtant scrupule de rechercher s'il n'y avait pas lieu de distinguer, à ce dernier point de vue, plusieurs sortes de concubinages.

a) La concubine recevait-elle des subsides qui constituaient uniquement un *pretium stupri* ? L'exception fondée sur l'immoralité de la cause est évidemment recevable.

b) S'agissait-il de ce que l'on nomme couramment l'union libre. Certainement la solution à adopter dérive de l'opinion de chacun sur cette situation, et cette opinion ne dépend pas que de considérations juridiques. Tout au moins concluons-nous qu'il n'y a pas lieu de souhaiter l'établissement d'un « mariage en seconde zone ».

(19) Les frais d'inhumation déboursés par la concubine constituent un préjudice certain.

Certains ont cru résoudre la difficulté en distinguant deux éléments qui constitueraient cette situation : « la communauté de vie » et « la communauté de lit » ; le premier étant seul invoqué par la concubine et servant de base à son action (20). Mais on conçoit facilement combien cette distinction est artificielle et arbitraire.

c) On peut enfin considérer comme plus digne d'attention le concubinage qui a trouvé son origine dans une séduction dolosive. Ayant subi un dommage du fait de cette séduction, la concubine n'a pourtant pas encore demandé réparation, alors que cela lui était juridiquement possible. Le concubinage a, en fait, constitué pour elle une sorte de compensation. Ne faut-il pas lui reconnaître le droit d'agir contre le

(20) La Cour d'Appel de Lyon (31 Mars 1930, D. P. 1930, 2, 64) a décidé qu'il faut en effet considérer dans cet état, lorsqu'il est suffisamment prolongé, deux éléments bien distincts : d'abord la communauté de lit, qui, par elle-même n'est susceptible d'engager aucun droit, et ensuite la communauté d'existence, comportant, outre le lien d'affection réciproque, une association d'intérêts matériels qui, à ce titre, ouvrent droit à des actions diverses ; qu'il est permis en effet à deux êtres humains, abstraction faite de leur sexe, de réunir leurs existences pour s'entr'aider, vivre sous le même toit, partager la bonne et mauvaise fortune, confondre leurs intérêts et leurs biens ; que si cette association de fait vient à être rompue par la mort accidentelle d'un des communistes, on ne saurait refuser au survivant, s'il justifie d'un préjudice actuel et certain, de réclamer à l'auteur responsable de l'accident, en vertu des principes posés par l'art. 1382, la réparation du préjudice, attendu que ces droits accordés à un associé de fait ne peuvent être refusés à une femme sous le seul prétexte qu'elle vivait en concubinage avec la victime, parce que l'action qu'elle intente n'est pas basée uniquement sur la communauté de lit, mais surtout sur l'association d'intérêts et l'affection réciproque qui unissait ces deux communistes depuis de longues années. »

tiers auteur de l'accident qui lui enlève ces avantages compensatoires et aussi la possibilité qu'elle avait d'exercer son action contre le concubin dans le cas où celui-ci l'aurait abandonnée.

Ce serait la perte d'un droit plutôt que le désir de prolonger une situation immorale que la concubine invoquerait.

On voit très vite le point faible de ce système : la preuve de la séduction est très difficile à rapporter (21) ; un commencement de preuve par écrit est même exigé lorsqu'il s'agit d'une séduction par promesse de mariage. Aussi, puisqu'il faut que la concubine établisse à l'égard du tiers sa qualité de fille séduite, devant la difficulté d'une telle preuve, le plus souvent, elle renoncera à son action.

**

La légitimité de l'intérêt lésé n'est pas une notion qui puisse limiter nettement le nombre des ayants droit. Nous venons de voir les distinctions peut-être justifiables, mais combien délicates auxquelles il conduit.

Au surplus, même si l'on parvient à repousser l'action de la concubine, beaucoup d'ayants droit, dont la situation, bien que dépourvue du vice d'immoralité, n'est pas digne d'intérêt, pourront invoquer un préjudice qui sera souvent pour eux une source de profits.

Nous pensons donc qu'il faut se montrer plus rigide sur le caractère certain du dommage et ne le reconnaître que dans la lésion d'un droit.

(21) Capitaint « Le permis de séduire », D. H. 1933, Chr. p. 1.

2° La lésion d'un droit

Si l'on revient à la première définition du dommage, il apparaît que le nombre des ayants-droit se restreint de façon surprenante. Beaucoup d'actions sont repoussées qui étaient dignes d'intérêt, en particulier celle de parents à qui la loi n'accorde pas un droit à pension alimentaire.

Néanmoins, on arrive à une solution pratiquement satisfaisante, et à laquelle nous croyons devoir nous rallier, si, toutefois, on joint aux personnes auxquelles la loi accorde des aliments, celles qui, en fait, recevaient des secours par suite de l'exécution d'une obligation naturelle.

Ainsi la jurisprudence a une faculté d'évolution suffisante, dépendant de l'étendue qu'elle donnera à la notion d'obligation naturelle (22). Celle-ci s'adaptera parfaitement au courant des idées et des faits.

(22) Planiol et Ripert : *Traité de Droit civil*, T. 7, n° 983 (Les obligations par P. Esmein) « Les tribunaux ont entendu de façon large la notion d'obligation naturelle et n'ont cessé d'en faire des applications de plus en plus extensives. De l'ensemble de leurs décisions, il ressort que les caractéristiques de l'obligation naturelle apparaissent chaque fois qu'une considération de moralité leur paraît mériter de recevoir satisfaction, alors que le droit ne l'a pas consacrée. Les arrêts ne sont pas rares qui marquent d'assimilation de l'obligation naturelle et de l'obligation morale ou de conscience, ou du devoir de délicatesse et d'honneur. On pourrait donc dire, pour exprimer le système de la jurisprudence moderne, restée fidèle aux idées du XVIII^e siècle, que l'obligation naturelle comprend tout ce qui n'est ni obligation civile munie d'action ni une pure libéralité ; toutes les fois que ce qui est promis ou donné en dehors de toute obligation civile ne peut pas être considéré comme donation inspirée par une idée de bienfaisance ou de gratification, la jurisprudence admet une obligation naturelle ».

Quelques auteurs ont prétendu, à tort, nous semble-t-il, admettre, même sur ce terrain, l'action de la concubine. M. Marty (23) considère d'une part que la jurisprudence admet la validité des libéralités entre concubins lorsqu'elles ne visent pas la formation ou la continuation des relations immorales, mais lorsqu'elles ont pour but, le concubinage ayant cessé, d'assurer la subsistance de la concubine ; d'autre part, que certaines décisions invoquent l'obligation morale du concubin à ne pas laisser sans ressources la concubine. Il conclut : « ...Dans les hypothèses où les tribunaux se sont montrés favorables à l'action de la concubine (concubinage de longue durée, vie digne, éducation des enfants communs), on peut estimer qu'il y avait, à la charge du concubin, ce devoir de ne pas laisser la concubine sans ressources, et que les subsides que cette dernière recevait, étaient (sous une forme imparfaite puisqu'il y avait continuation du concubinage), au moins pour partie, l'exécution de ce devoir. Lorsque la mort du concubin met fin au concubinage, et que la concubine invoque à l'appui de sa demande, non l'espoir légitime qu'elle pouvait avoir de continuer une vie commune irrégulière, mais celui qu'elle pouvait légitimement concevoir de n'être pas abandonnée sans ressources, il semble qu'il n'y ait aucune raison d'écarter l'action. »

Cette opinion est critiquable : la distinction entre l'espoir de continuer le concubinage et celui de ne pas être abandonnée constituent le plus souvent une seule et même chose. Il est artificiel de les séparer autant que de distinguer, comme l'ont fait d'autres auteurs, la « communauté de lit » et la « communauté de vie ». Ensuite l'existence d'une obligation naturelle

(23) Note sous Cass. 28 Fév. 1930 - S. 1931 - 1 - 145.

entre concubins durant le concubinage est discutable, et les tribunaux ne l'admettent, en réalité, que lorsque le concubinage a cessé. Enfin, on ne voit pas comment cette obligation naturelle pourrait être transformée en obligation civile par la mort accidentelle du concubin.

Au moyen de ce critérium que nous avons cru devoir adopter la jurisprudence ne courrait plus le risque de se voir entraîner inéluctablement, et malgré elle, vers des conséquences fâcheuses du principe qu'elle a imprudemment admis. C'est peut-être vers ce critérium que tend la formule, beaucoup trop imprécise, il est vrai, qu'a employée la Cour d'Appel de Paris dans son arrêt du 18 mars 1932 cité plus haut : l'action ne peut être intentée que « par ceux qui ont avec la victime des liens leur permettant de compter sur son aide et créant entre eux des obligations réciproques. »

CHAPITRE II

DOMMAGE MORAL

SECTION I

JURISPRUDENCE

Depuis très longtemps déjà, la Cour de Cassation admet la réparation du préjudice moral (1). Mais il convient de remarquer que, pendant longtemps, elle n'a pas eu à juger le cas, assez fréquent aujourd'hui, où sont présentées des demandes en dommages-intérêts pour réparation de la douleur morale causée par la mort accidentelle d'une personne.

Parmi les Cours d'Appel qui avaient eu à juger cette question, certaines avaient admis la réparation de ce dommage (2), d'autres avaient décidé que le seul préjudice moral ne peut justifier des dommages-intérêts (3).

(1) A titre d'exemple : Req. 24 mai 1842 - S. 1842, 1, 920.

(2) Nîmes 11 nov. 1897 - S. 1898, 2, 176 ;

Nancy, 4 juin 1910 - S. 1911, 2, 206.

(3) Rouen 24 Fév. 1894 - S. 1897, 2, 25.

La principale difficulté qui se présente lorsque l'on veut faire une analyse de la jurisprudence relative à cette question, c'est que le plus grand nombre des décisions ne distinguent pas la réparation du préjudice matériel d'une part, et celle du préjudice moral d'autre part, accordant généralement réparation globale du « préjudice matériel et moral ». Si parfois une personne, qui n'était pas à la charge de la victime, prétend obtenir réparation de préjudice purement moral, la question paraît alors toute différente, et les tribunaux semblent y voir des difficultés particulières. Dès lors, il nous paraît prudent de nous attacher de préférence aux décisions qui concernent seulement la réparation du préjudice moral.

§ I. — *EVOLUTION.*

La jurisprudence dont nous nous proposons de suivre l'évolution trouve son origine dans un arrêt de la Chambre Criminelle du 20 février 1863 (4) qui pose en principe que l'article 1382 « ne limite en rien ni la nature du fait dommageable, ni la nature du dommage éprouvé, ni la nature du lien qui doit unir, au cas de décès, la victime du fait dommageable avec celui de ses ayants droit qui en demande réparation ». Formule dangereuse, et qui dépasse sans aucun doute la pensée des rédacteurs de l'arrêt. Il semble, en effet, que ceux-ci, malgré les termes qu'ils ont employés, n'ont pas entendu reconnaître qu'un simple préjudice moral, invoqué par quiconque, devait entraîner l'allocation de dommages-intérêts.

Il faut attendre une date relativement récente pour

(4) S. 1863, 1, 321 — DP. 1864, 1, 99.

rencontrer des solutions qui concernent de façon nette la réparation exclusive d'un préjudice moral.

Le 13 février 1923 (5), un arrêt de la Chambre Civile accorde aux enfants réparation de la douleur morale que leur cause la mort accidentelle de leur père. Elle déduit de la formule employée par l'arrêt du 20 février 1863, que l'article 1382 « s'applique par la généralité de ses termes aussi bien au dommage moral qu'au dommage matériel ». Plus tard, la Chambre Criminelle, par arrêt du 15 décembre 1923 (6), précise que la seule rupture du lien d'affection permettra à la sœur de la victime de demander une réparation à l'auteur de l'accident mortel. La réparation du dommage moral est dès lors admise par la Cour de Cassation (7) au profit des parents de la victime.



Pourquoi n'assimilerait-on pas à ces cas, celui où la parenté, bien que fictive, paraît réelle aux yeux de tous ? Un enfant d'un premier lit peut trouver chez la seconde femme de son père une affection quasi maternelle. Pourquoi la justice traiterait-elle comme une étrangère celle que l'enfant considérerait comme sa mère ? — Dans ce sens, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 10 avril 1922 (8) a admis que, même

(5) DP. 1923, 1, 52 — S. 1926-1-325.

(6) DP. 1924-1-69.

(7) Au contraire le Conseil d'Etat n'admet pas la réparation de la douleur causée par la mort accidentelle d'une personne à laquelle on est lié par des liens d'affection, parce que cette douleur « ne constitue pas en elle-même un élément de préjudice susceptible d'être évalué en argent » 25 juillet 1919 DP. 1920-3-1 (10^e espèce) ; De même : 18 juillet 1919 - DP. 1920-3-1 (9^e esp.). — Voir cependant Cons. d'Etat 20 Déc. 1911 DP. 1914-3-2.

(8) DP. 1923 - 1 - 55.

à défaut de lien du sang, un « intérêt légitime d'affection » justifie des dommages-intérêts.

« Attendu, dit cet arrêt, que Mme Veuve Marchand, » épouse en secondes noccs du père de la veuve Sanson, l'a élevée comme sa propre fille depuis l'âge » de 4 ans ; que les deux femmes ont vécu ensemble » pendant 47 ans dans les liens d'une intimité si » étroite que la veuve Marchand passait pour la véritable mère de la veuve Sanson et qu'elle l'a instituée légataire universelle.

» Attendu qu'en présence de la généralité des termes de l'article 1382, la Cour d'Appel a pu, dans les » circonstances, souverainement déduire *que même à défaut d'un lien du sang, la demande de la veuve Sanson était fondée sur un intérêt légitime d'affection, et juger que le décès de la veuve Marchand avait fait subir à la veuve Sanson un préjudice dont la réparation lui était due...* ».

Tels étaient les motifs invoqués dans cette solution équitable en l'espèce, mais combien dangereuse dans son principe. Il n'est plus nécessaire de justifier de l'existence d'un lien de parenté. Tout préjudice causé par la faute d'autrui nécessiterait une réparation s'il ne subsistait encore cette restriction : la justification d'un intérêt légitime d'affection » dont il est bien difficile pourtant de dire en quoi elle consiste.

Il paraît donc qu'un simple dommage moral suffit à légitimer une action. Mais on ne fait pas la preuve d'un préjudice moral comme d'un préjudice matériel ; c'est faire injure à celui qui l'invoque que de ne point l'admettre, c'est permettre à beaucoup de monnayer une prétendue affection.

Et pourtant ne doit-on pas s'attendre à voir bientôt les amis de la victime invoquer leur douleur morale (9). Entraînée par une logique rigoureuse jusqu'à l'absurde, la jurisprudence va-t-elle admettre des solutions semblables à celle adoptée par le tribunal de Carcassonne le 4 janvier 1923, qui, pour son originalité, mérite qu'on le cite :

« Le département, dit ce jugement (heureusement réformé par la Cour d'Appel de Montpellier), a subi un dommage moral résultant du déboire que lui cause l'inutilité des soins sans profit donnés durant vingt ans à un enfant dont il avait fait un homme, résultant aussi de la douleur éprouvée par les représentants du service, à la suite de l'accident qui ravit au département un pupille particulièrement doué de qualités précieuses — ... et cette douleur n'est point comparable à celle d'un père qui pleure son enfant, elle n'en est pas moins réelle. »

C'est là donner une conséquence vraiment inattendue à la notion de personnalité juridique ; et on a pu dire avec ironie que le préfet qui exerçait ici l'action « ressentait une douleur ès-qualité ».

Sans parvenir à des conséquences aussi extrêmes, on pourrait admettre la concubine à demander réparation du préjudice moral, en ayant soin toutefois d'éviter, sur le sens de cette dernière expression, une confusion que certains auteurs se sont plu à susciter.

(9) Il convient de noter un arrêt de la Cour d'Assises de la Dordogne en date du 24 mai 1930 (DP. 1930-2-133) qui accorde à une fiancée réparation du préjudice moral et matériel. Cet arrêt semble être le premier concernant le cas, qui depuis longtemps est discuté par la jurisprudence Belge (V. Trib. corr. de Liège, 8 déc. 1925 cité par J. Van Rynn dans la Belgique judiciaire 1929 p. 102 - et Bruxelles 14 nov. 1928 S. 1929-4-16).

Mais, s'il existe des décisions accordant à la concubine réparation du préjudice matériel et moral (10), nous croyons que doivent être très rares celles qui cernent uniquement le préjudice moral (10 bis).

§ II. — *FIXATION DE LA JURISPRUDENCE.*

Cette jurisprudence, d'une certaine hardiesse, paraît être entraînée avec un élan beaucoup plus rapide que celui qui anime celle relative au dommage matériel. Ici, il n'est même pas possible d'exiger une certaine stabilité de situation. Les éléments de fait sont beaucoup plus fuyants encore ; on ne peut exiger, d'autre part, la preuve d'un droit. La formule de l'arrêt du 20 février 1863 permet à tout le monde de se qualifier d'ayant droit : l'art. 1382 « ne limite en rien ni la nature du fait dommageable, ni la nature du dommage éprouvé, ni la nature du lien qui doit unir, en cas de décès, la victime du fait avec celui de ses ayants droit qui en demande réparation ». L'affection constitue toujours un droit.

Pourtant, si l'on examine les décisions, on remarque que les espèces qui sont sanctionnées au nom de ce large principe, concernent toujours, en fait, des parents de la victime (11). Sans doute, l'arrêt de la

(10) Montpellier DP. 1924-2-145. Il faut remarquer qu'au moment où cet arrêt est rendu, la Cour de Cass. n'a pas encore admis la réparation du préjudice matériel au profit de la concubine.

(10 bis) Nous ne pouvons citer qu'un arrêt de la Cour d'Appel Angers (4 avril 1933 - D. H. 1933-356), qui refuse des dommages-intérêts pour réparation du préjudice moral à un individu dont la maîtresse a été victime d'un accident mortel.

(11) Nous faisons volontairement abstraction des décisions concernant à la fois le préjudice matériel et moral.

Chambre des Requêtes du 10 avril 1922 accorde des dommages-intérêts à un ayant droit, qui ne faisait pas partie de la famille de la victime, mais, précisément, il y parvient en ayant recours à une assimilation ; suivant en cela ces tendances sociales, qui étendent la notion de parenté : « La veuve Marchand, dit cet arrêt, *passait pour la véritable mère* de la veuve Sanson ».

Quel est donc le sens de la formule trop générale de l'arrêt du 20 février 1863, reprise d'ailleurs par de nombreuses décisions postérieures ?

Elle paraît avoir eu pour but de réagir contre certaines restrictions qui tendaient de s'implanter : Par exemple, on avait voulu n'admettre l'existence de l'intérêt d'affection que chez ceux entre qui existe l'obligation alimentaire (12), la nouvelle formule a permis d'accorder les mêmes droits aux collatéraux (13) — ou bien, on a voulu limiter au cadre de la famille l'intérêt d'affection ; la nouvelle formule admet une conception plus large de la famille (14).

Il n'y a pas lieu, par suite, de considérer comme marquant un revirement véritable de la jurisprudence un arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 février 1931 (15), mais plutôt comme un ajustement de la formule de l'arrêt du 20 février 1863, qui menaçait de devenir dangereuse.

(12) Douai 7 juillet 1892, 28 déc. 1892, 23 janv. 1892 : S. 1899-2-296.

(13) Arrêt cité plus haut : Ch. Crim. 15 déc. 1923 - D. P. 1924-1-69.

(14) Arrêt cité plus haut : Req. 10 avril 1922 - D. P. 1923-1-55.

(15) DP. 1931-1-38 — Gaz. Pal. 1931-1-529.

Dans le même sens : Cour d'Appel d'Angers 4 avril 1933 - DH. 1933-356 (concubin).

En l'espèce, un enfant naturel était mort dans un accident. Cet enfant avait été élevé par sa grand'mère, qui demandait réparation du dommage moral que cette mort lui causait. « Si l'art. 1382, répond l'arrêt, par la généralité de ses termes, s'applique aussi si bien au dommage moral qu'au dommage matériel, encore faut-il que l'action en indemnité soit fondée sur un intérêt d'affection, né du lien de parenté ou d'alliance qui unissait la victime du fait dommageable à celui de ses ayants droit, qui en demande réparation. ».

C'est à cette définition du dommage moral que la Jurisprudence semble devoir se fixer. La réparation exige l'atteinte à un « intérêt légitime d'affection » (16), c'est-à-dire un intérêt d'affection digne de protection juridique, que l'arrêt du 2 février 1931 place au sein de la famille.

SECTION II

CRITIQUE

§ I. — *DIFFICULTES*

L'étude de la réparation du dommage moral que peut entraîner un accident mortel, présente des difficultés particulières et qui n'ont pas été rencontrées à propos du dommage matériel. Ces difficultés nouvelles sont relatives à la preuve du dommage et à la limitation du nombre des ayants droit.

(16) Formule employée par l'arrêt de la Ch. de Req. du 10 avril 1922.

Etant plus imprécis dans sa définition que le dommage matériel, le dommage moral n'en sera que plus souvent invoqué. C'est en quelque sorte l'ayant droit qui s'est créé son titre, à tel point, que M. Ripert a pu écrire que « le nombre des victimes dans le dommage moral est illimité ; chacun se crée victime » (1).

S'il est vrai que le dommage moral dépend non seulement des rapports qui existaient entre la victime et l'ayant droit, mais aussi de la sensibilité de ce dernier, comment en apprécier le degré et même simplement s'assurer de son existence ? C'est là, chose toujours fort délicate et les débats judiciaires qu'entraînent ces recherches peuvent présenter un caractère parfois scandaleux. On peut bien rarement s'en remettre à la délicatesse morale de l'ayant droit ; faut-il alors se montrer très rigide par prudence excessive et crainte d'une affection hypocritement simulée ? En fait, les tribunaux devront rechercher dans la vie de la victime et celle de l'ayant droit les preuves du lien d'affection invoqué : la communauté de vie, les échanges de cadeaux, etc... Tout sera discuté : l'ayant droit fera montre de ses actes de générosité à l'égard de la victime ; on recherchera si tels époux, qui paraissaient unis, n'avaient pas songé quelque jour à mener séparément une existence plus heureuse.

Aussi pensons-nous que la preuve est trop grossière au regard de la chose à prouver.

A propos du préjudice matériel, nous avons écrit qu'il devait être *certain*, c'est-à-dire porter atteinte à une situation stable. La notion devant laquelle nous nous trouvons maintenant est trop fluide : de même que l'on ne peut affirmer l'existence d'un préjudice

(1) La règle morale des obligations civiles - 2^e éd. - n° 182.

moral, on ne peut non plus garantir la stabilité de l'affection atteinte.

**

Si, par hypothèse, on admet que la preuve est faite, il sera impossible cependant de limiter le nombre des ayants droit ; leur liste se trouvera beaucoup plus longue que lorsqu'il s'agissait du dommage matériel. Demanderont une réparation, les amis, le maître qui a perdu un vieux serviteur, la concubine, etc. En ce qui concerne le concubinage, l'objection tirée de son instabilité ne disparaît-elle pas ? en effet, peut-on parler jamais de la stabilité d'un intérêt d'affection ? Et puisqu'il ne s'agit plus ici de subsides, d'un intérêt égoïste à prolonger une existence immorale qui entraîne des avantages pécuniaires, mais d'une douleur dont le caractère peut ne pas paraître illicite ou immoral, on peut se demander s'il y aura lieu de méconnaître le préjudice invoqué par la concubine (2).

§ II. — CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION

Nous avons vu que la Cour de Cassation n'a eu véritablement conscience de la difficulté de cette question que récemment (Arrêt de la Ch. des Req. du 2 février 1931). En vue d'endiguer l'extension de la notion du préjudice moral, le Conseiller Pilon, dans son rapport, aurait pu demander l'abandon, pour l'avenir, du principe trop général formulé par l'arrêt du 20 février 1863, et qui avait servi de point de départ à l'évo-

(2) On ne peut rien opposer aux enfants adultérins ou incestueux. V. plus haut à propos du dommage matériel.

lution jurisprudentielle. Mais sa méthode est plus souple : il recherche non pas ce qu'expriment les termes de ce dernier arrêt, mais le sens que les rédacteurs ont cru leur donner ; en d'autres termes, de cet arrêt, considéré jusque-là comme une décision de principe, il fait une simple décision d'espèce. Aussi l'arrêt du 2 février 1931 prétend constituer, dans le cours de l'évolution de la jurisprudence, non pas une réaction, mais une stabilisation.

L'arrêt du 2 février 1931 décide, nous l'avons vu, qu'il y a lieu de reconnaître l'existence d'un préjudice moral seulement dans le cas où est lésé « un intérêt d'affection né du lien de parenté ou d'alliance qui unissait la victime du fait dommageable à celui de ses ayants droit qui en demande réparation ». Mais c'est là une simple affirmation ; se justifie-t-elle juridiquement ?

Si l'on se réfère au rapport du Conseiller Pilon, on lit que « le préjudice moral doit porter atteinte à un droit acquis ». C'est là une formule dont on s'est déjà servi à propos du dommage matériel ; mais on ne peut s'empêcher de trouver contestable l'utilité de sa transposition sur le terrain du dommage moral et douter de la possibilité de son acclimatation.

Quel est ici le « droit acquis », le « droit lésé » ? C'est dit-on généralement « le droit à l'affection ». On ne peut guère s'estimer satisfait et s'en tenir là : si le mot « droit » est ici employé dans son sens juridique, l'expression « droit à l'affection » ne veut rien dire ; s'il est employé dans un sens moral, il apparaît que le droit à l'affection appartient à tout le monde et qu'il n'y a aucune raison de le contester à quiconque.

Dès lors, reconnaître l'existence d'un droit à l'affection, c'est déterminer *arbitrairement*, le cadre à

l'intérieur duquel l'affection sera juridiquement protégée. Et c'est pourquoi nous considérons comme prétorienne la solution de la Ch. des Req. qui, somme toute, crée une sanction à un droit inexistant. La Cour de Cassation n'a pas résolu le problème, elle a tranché le nœud gordien. Mais peut-être le problème était-il insoluble !

§ III. — AUTRES SOLUTIONS

Sans doute est-ce la nécessité pratique de limiter le nombre des ayants droit qui a entraîné la Jurisprudence à cette décision énergique mais insuffisamment motivée. D'autres solutions peuvent être envisagées.

1° Fondée sur l'art. 1382 comme l'action en réparation du préjudice matériel, celle relative au préjudice moral est une action en indemnité. Le préjudice, pour légitimer cette indemnité, doit être certain (3), par ailleurs, il doit être digne de protection juridique, comme portant atteinte à une situation qui n'est ni immorale ni illicite.

S'il est difficile de rapporter la preuve d'un dommage certain, on sait néanmoins qu'une telle affection se rencontre le plus souvent entre les membres de la famille. Et on peut, pour leur faciliter la preuve, présumer l'existence de cette affection. Mais cette présomption doit pouvoir être détruite par la preuve contraire (4). Pour les demandeurs étrangers à la famille, la

(3) Sur le caractère de stabilité du lien d'affection, voir à titre d'exemple 31 oct. 1930 - S. 1931-1-145.

(4) Système présenté par M. Mazeaud comme l'une des solutions possibles D. H. 1932 - Chr. 77.

présomption n'existant pas, la preuve sera très difficile à faire, souvent même impossible.

De plus, la parenté constitue une garantie du caractère stable et durable du lien d'affection, comme l'était l'existence d'un droit pour la situation du demandeur dans le cas du préjudice matériel.

Ce système mène à ces deux conséquences :

a) Il faut faire la preuve d'un préjudice certain (qui se présume lorsque l'ayant droit est un parent de la victime) ; et le sentiment lésé doit être moral et licite (5).

b) Toutes les personnes lésées pourront être admises cumulativement à invoquer le préjudice qu'elles ont subi et en obtiendront réparation.

Ce système, à première vue, semble satisfaisant ; il présente cet avantage de permettre la limitation du nombre des ayants droit, sans que soient heurtés les principes de la responsabilité délictuelle. Enfin, la notion du dommage sera la même qu'il s'agisse du dommage moral ou matériel.

Cependant on remarque bientôt qu'il est insuffisant. Les limites que nous avons fixées ne sont plus assez étroites lorsqu'il s'agit du préjudice moral. Ici les actions se présentent en plus grand nombre, et, par ailleurs, la nécessité de créer une présomption en faveur des membres de la famille, révèle en réalité l'impossibilité de faire la preuve rigoureuse d'un préjudice certain, telle qu'on l'entendait pour le dommage matériel. Dans ce dernier cas : « le préjudice certain » était matériellement contrôlable ; ici, faute de

(5) Dans ce sens, Marty, note sous 28 fév. et 31 oct. 1930 - S. 1931-1-151.

pouvoir le prouver, on le présume dans les cas où l'on veut le réparer.

Et même ce système de présomption limitée aux membres de la famille et laissant aux autres ayants droit la charge d'une preuve presque impossible, ne constitue pas un critérium assez étroit ; car les parents qui sont tous des ayants droit (il n'en était pas ainsi pour le dommage matériel), accableront l'auteur de l'accident du montant énorme de leurs demandes cumulées. A titre d'exemple, on peut indiquer que seize personnes ont obtenu devant la Cour d'Amiens réparation au préjudice moral qu'elles prétendaient avoir subi ; elles étaient toutes proches parentes de la victime (6).



2° On peut penser, au contraire, que l'action n'a pas un caractère indemnitaire. Une interprétation nouvelle du but de cette action aura des conséquences sur la détermination du nombre des ayants droit.

M. Ripert (7) critique, à juste titre, cette attitude qui consiste à soutenir « que le préjudice moral doit être réparé comme le pécuniaire, en affectant de croire que dans les deux cas le préjudice est de même nature et que la réparation a le même caractère ». Dans le cas d'accident mortel, le préjudice moral est irréparable. Il ne peut exister une compensation pécuniaire du dommage subi ; les dommages-intérêts ne peuvent plus jouer le rôle de remplacement auquel ils sont généralement destinés.

Il y a lieu de s'élever aussi contre le rôle « hédonistique » que d'autres auteurs ont prétendu recon-

(6) 17 nov. 1931 - arrêt non publié.

(7) La règle morale dans les obligations civiles, 2^e éd., n° 181 et s.

naître aux dommages-intérêts (8). Cette interprétation est pourtant préférable à la précédente, en ce qu'elle ne vise pas, comme elle, l'impossible (compensation d'une valeur morale par une valeur matérielle), mais qu'elle a pour but la compensation d'une valeur morale (la douleur) par une autre valeur morale (le plaisir). Signalons toutefois la difficulté d'évaluer la douleur qu'il y a lieu de compenser : faudra-t-il présumer non seulement l'existence de cette douleur, mais encore son intensité ? Dans tous les cas nous croyons devoir adopter l'opinion de M. Ripert : « il suffirait de dire, écrit-il, que la victime a été satisfaite quand elle a touché l'indemnité, pour la rendre aussi odieuse que l'auteur ».

Ne résulte-t-il pas d'une analyse plus subtile du caractère de l'action « que ce que vise avant tout la condamnation, ce n'est pas la satisfaction de la victime mais la punition de l'auteur ». C'est une pensée de vengeance qui anime l'ayant-droit. Son action ne poursuit pas une indemnité, mais une peine privée infligée à l'auteur du dommage.

Dès lors, que cette peine aura été prononcée à la demande d'un seul d'entre eux, tous les ayants droit auront obtenu satisfaction (9).

(8) « Faute de mieux l'argent sert dans la vie à panser bien des blessures, bien des souffrances... des dommages-intérêts répareront d'une manière approximative et sans doute imparfaite. L'atteinte portée à l'affection et aux sentiments intimes du demandeur » (Colin et Capitant, Cours élémentaire de droit civil français 5^e édition T. II p. 373).

(9) M. Ripert pense que peut-être le Conseil d'Etat refuse de réparer le dommage moral à cause du caractère pénal de l'action « L'action répressive dirigée contre l'Etat n'aurait aucun sens » dit-il (La règle morale dans les obligations civiles - n° 183, 4^e). Il suffit de lire les arrêts qui rejettent l'action basée sur le préjudice moral pour se rendre compte que le

Mais il faut reconnaître que cette action civile à caractère pénal est incompatible avec l'article 1382, qui tend à une simple réparation du dommage. L'action fondée sur un dommage moral a été admise par la Doctrine et par la Jurisprudence, parce que l'une et l'autre estimaient que l'art. 1382 ne comporte aucune limite concernant la nature du dommage et qu'elles ont considéré qu'il était équitable de réparer le dommage moral aussi bien que le dommage matériel.

On peut se demander où cette action envisagée comme une vengeance privée, peut trouver sa source dans notre Code ; à moins que l'on ne considère comme une réparation adéquate au préjudice moral la satisfaction même de savoir qu'un châtiment a été infligé à l'auteur du dommage.

**

3° Bien que repoussant, pour la raison que nous venons d'indiquer (9 bis), le caractère pénal de l'action, certains auteurs ont cru pouvoir cependant limiter à un seul degré de parenté le nombre des ayants droit. « L'action, écrit M. P. Esmein, sera ouverte aux parents dans l'ordre de préférence ou de concurrence déterminé par la loi successorale ; on ne peut, sans risque d'aboutir à un total exagéré ou sans réduire chaque indemnité individuelle à peu de chose, allouer une indemnité à la fois à tous les parents qui souffrent dans leur affection » (10).

Conseil d'Etat considère ce préjudice comme irréparable (Arrêt du 25 juillet 1919 : « La douleur éprouvée par les père et mère de la victime ne constitue pas en elle-même un élément de préjudice susceptible d'être évalué en argent ».

(9 bis) Marty : Note sous S. 1931-1-151.

(10) P. Esmein : Traité de MM. Planiol et Ripert, T. IV, n° 549. Dans le même sens, Mazeaud, D. H. 1932, Chr. p. 77.

En vérité, si une telle détermination des ayants droit répond à un intérêt pratique, nous ne concevons pas quelle raison juridique on prétend lui donner. Pour arriver à un résultat semblable, il serait indispensable d'obtenir une intervention du législateur, afin qu'il détermine lui-même les ayants droit (11) ; encore arriverait-on ainsi à une solution bien artificielle.

§ IV. — CRITIQUE DU PRINCIPE DE LA REPARATION DU DOMMAGE MORAL

Ainsi posé, le problème nous paraît insoluble. La difficulté de limiter le nombre des ayants droit n'est pas la seule qui concerne le dommage moral ; la preuve de l'existence même du préjudice est réellement trop difficile à faire, à tel point qu'on en est venu à le présumer ; il est impossible d'en évaluer le degré. Enfin, la réparation ne peut pas être adéquate au préjudice, l'argent ne peut jouer le rôle d'équivalent qui lui est ordinairement assigné.

Les théories qui concernent le dommage moral tendent toutes, il est vrai, à la condamnation de l'auteur, mais elles procèdent de principes si différents qu'on peut se demander de prime abord s'il existe entre elles un rapport quelconque.

On part toujours d'une idée d'équivalence : une indemnité pécuniaire, pense-t-on, réparera, de façon

(11) Comparer : Art. 47 du Code suisse des obligations, « Le juge peut, en tenant compte de circonstances particulières, allouer à la victime de lésions corporelles ou, en cas de mort d'homme, à la famille, une indemnité équitable à titre de réparation morale ». — Nous avons dit qu'une limitation semblable serait insuffisante.

plus ou moins parfaite, l'atteinte morale. Mais aussitôt, il faut bien se convaincre que l'équivalence ne peut se faire en aucune manière entre ces deux éléments, tout à fait différents ; l'indemnité proposée n'est pas de même nature que le dommage à réparer.

Une analyse plus poussée permet de voir que l'allocation de l'indemnité peut avoir un effet moral (le plaisir) et que celui-ci pourra compenser cet autre élément moral qu'est la douleur.

Pourtant cette théorie a un caractère révoltant que M. Ripert a mis en lumière. Celle qu'il présente est d'une valeur psychologique et morale supérieure.

Ainsi l'idée commune à tous les partisans de la réparation du dommage moral est la suivante : l'impossibilité de réparer de façon adéquate le dommage moral n'est pas une raison valable pour laisser échapper à la condamnation, qu'il mérite, celui qui a causé ce dommage. C'est, somme toute, l'idée de M. Ripert qui transparaît.

Nous pensons qu'il faudrait d'abord justifier de la nécessité de cette condamnation : l'art. 1382 n'a jamais visé que la réparation du dommage et non le châtiement de celui qui en est l'auteur. Il semble bien, au contraire, que le principe que nous avons examiné tend, en réalité, à invoquer contre l'auteur de l'accident mortel un dommage moral, quand on ne peut invoquer contre lui un dommage matériel, afin d'aboutir dans tous les cas à sa condamnation.

M. Ripert et les auteurs qui soutiennent que celui qui a causé un dommage ne doit pas échapper à une condamnation, se heurtent aux termes de l'art. 1382, qui ne prévoient pas l'action civile à effet pénal. Nous nous demandons, au surplus, ce que deviendrait cette nouvelle action dans les cas où s'applique la présomp-

tion de l'article 1384 en matière d'accidents d'automobiles. Ici, il semble bien que la notion de faute n'intervient pas, et que, aux termes de l'arrêt du 13 février 1930 (12), il s'agit ici non d'une présomption de faute mais d'une *présomption de responsabilité*, incombant au gardien de la chose (ce qui se rapproche beaucoup de la notion de risque). Dès lors, on ne peut pas concevoir l'action de M. Ripert si une faute n'est pas établie à l'encontre du responsable.

Enfin, il serait vain de vouloir combiner la conception indemnitaire et la conception répressive de l'action fondée sur le dommage moral en disant que la peine infligée à l'auteur de l'accident répare le préjudice subi par la victime ; car il n'existe presque jamais de comparaison possible entre la situation pécuniaire de la victime et celle de l'auteur, de telle sorte que la peine infligée à celui-ci puisse réparer exactement le préjudice subi par celui-là.



Nous renonçons aussi à la conception répressive de l'action civile en dommages-intérêts.

On a soutenu que l'action civile à reflet pénal est exercée quand l'acte délictuel n'intéresse pas la société et que pourtant l'équité commande une réparation. Mais il faut remarquer que, dans le cas d'hom-

(12) Cass. Ch. Réun., 13 fév. 1930, D. P. 1930-1-57, S. 1930-1-121. « Attendu que la *présomption de responsabilité* établie par cet article à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé un dommage à autrui ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ; qu'il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du fait dommageable est demeurée inconnue... ».

cide par imprudence, des poursuites pénales sont exercées en vertu de l'article 319 du Code pénal et peuvent, en tous cas, être provoquées par une constitution de partie civile. Quel est alors le rôle de l'action civile à reflet pénal ?

Ainsi, chaque fois qu'un faute d'une certaine gravité sera retenue à l'encontre de l'auteur d'un accident, elle entraînera une condamnation pénale qui répondra parfaitement au but visé par l'action civile tendant à une peine privée. Elle aura l'avantage d'être proportionnée à la situation de fortune de l'auteur de l'accident, sans constituer pour la victime un enrichissement.

Il y a lieu, à ce sujet, de s'élever contre la Jurisprudence récente de la Cour de Cassation (13), qui assimile la faute pénale à la faute civile en matière d'accidents d'automobiles. Cette confusion de deux notions différentes entraîne pratiquement cette conséquence, qu'en prévision de l'effet de l'autorité de la chose jugée, les tribunaux correctionnels sont souvent contraints de prononcer une condamnation pénale de principe pour sauvegarder les intérêts civils, puisqu'un jugement de relaxe enlèverait à la victime l'action fondée sur l'article 1382.

Nous concluons que, dans les cas d'homicides volontaires ou involontaires, le caractère répressif de l'action civile ne peut être retenu puisque cette action fait double emploi avec l'action pénale. Quant à la théorie indemnitaire, elle se heurte à l'impossibilité d'appli-

(13) Ch. Civ. 30 Déc. 1929. D. P. 1930-1-41 ; Gaz Pal 1930-1-317.

Req. 18 fév. 1930 - Gaz. Pal., 1930-1-757.

quer une réparation adéquate au dommage subi (14), celui-ci consistant dans la lésion d'éléments étrangers au domaine juridique et qui n'ont pas d'équivalence pécuniaire.

Seule une équivalence morale pourrait être admise ; mais il serait regrettable et honteux, à notre avis, qu'elle consiste dans le bonheur causé à l'ayant droit par le versement d'une somme d'argent, qui constituerait le prix des sentiments lésés. Mais on pourrait admettre que cette douleur morale soit compensée par la satisfaction morale que justice a été faite, lorsqu'une condamnation pénale a été prononcée ; cette condamnation pénale intervenant lorsqu'il y a une faute pénale, c'est-à-dire faute suffisamment grave pour mériter un châtiment à son auteur.

(14) Nous tenons à spécifier que nous envisageons uniquement le dommage moral résultant de la mort d'un individu auquel l'ayant droit était uni par des liens d'affection. Il faut admettre la distinction de M. Josserand (Cours de droit civil, 2^e an. T 2, n^o 741), entre le « patrimoine moral » (honneur, réputation, considération de la victime), pour lequel « l'intérêt moral » est juridiquement protégé (exemp. L. du 29 juillet 1881 sur la presse : diffamation et injure) et l'intérêt d'affection dont nous nous occupons ici.

DEUXIEME PARTIE

**LES AYANTS DROIT
EN MATIERE D'ACCIDENTS
DU TRAVAIL**

CHAPITRE PREMIER

CHOIX DE L'ACTION

Dans son article premier, la loi du 9 avril 1898, définit l'accident du travail, pour lequel elle crée un régime spécial de responsabilité ; dans son article 3, elle détermine les personnes appelées à bénéficier de ses dispositions. Contrairement à ce qui se passe dans le droit commun, les ayants droit sont limitativement désignés.

Disposition exorbitante du droit commun, la loi du 9 avril 1898 pouvait laisser supposer la possibilité d'un choix en faveur des ayants droit ; elle aurait institué ainsi un régime de faveur, auquel les bénéficiaires auraient pu renoncer. Elle pouvait, d'autre part,, laisser subsister, au profit de ceux qui sont victimes d'un accident du travail, mais auxquels elle refuse le bénéfice de ses dispositions, le régime du droit commun. Elle pouvait enfin permettre que, par une clause du contrat de travail, il fut possible de renoncer à son application.

Ces questions sont réglées par l'article 2 qui, en reconnaissant à la loi un caractère d'ordre public, décide que « les ouvriers et employés désignés par l'article qui précède, ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi ».

Incontestablement, il résulte de ce texte que la loi s'impose aux victimes d'accidents du travail et aux autres ayants droit, et qu'il leur est interdit d'invoquer les règles du droit commun. Mais on ne saurait déduire obligatoirement de ce texte que les personnes non protégées par la loi se verront refuser toute action. La loi s'impose-t-elle à tout demandeur lorsque l'accident est qualifié accident du travail, refusant ainsi toute action à ceux qu'elle ne reconnaît pas comme ayants droit (l'article premier semblerait l'indiquer) ? S'impose-t-elle seulement à la victime et autres ayants droit protégés, ignorant les autres et leur laissant la possibilité d'invoquer l'article 1382, auquel elle fait exception (solution peut-être logique et à laquelle les termes de l'article 2 ne semblent nullement s'opposer).

On s'accorde à reconnaître que la première interprétation est conforme à l'esprit de la loi. Et l'on doit dire que l'interdiction de l'art. 2 vise le fond de droit et non les personnes; elle a pour objet essentiel d'écarter l'application de l'article 1382, chaque fois que le dommage a été causé par un « accident du travail » (1).

Par suite, il y aura lieu, en pratique, de se demander dès l'abord si l'accident envisagé doit être qualifié accident du travail. C'est seulement après, que l'on pourra connaître les personnes susceptibles d'obtenir une réparation.

(1) R. P. Dalloz acc. du trav. n° 394 et 398.

On peut dire, par exemple, que dans un cas d'accident du travail, les ascendants qui n'étaient pas à la charge de la victime ne sauraient prétendre, même en prouvant la faute du chef d'entreprise, à la réparation du préjudice qu'ils ont subi.

La Chambre Civile, dans un arrêt du 19 novembre 1919 (2) reconnaît ce principe que toute action autre que celle de la loi du 9 avril 1898, est interdite, « à cause du caractère forfaitaire de cette loi, même aux personnes lésées par l'accident, autres que les ouvriers ou employés ou leurs représentants, tels que l'article 3 les énumère ».

De même, la Chambre des Requêtes (3) avait déjà refusé toute action à la mère d'un ouvrier étranger tué dans un accident du travail. Celle-ci avait intenté l'action de droit commun, se voyant exclue du bénéfice de la loi de 1898, comme résidant à l'étranger au moment de l'accident (4).

(2) D. P. 1920-1-89 (13^e esp.) - En sens contraire Trêt, corr. de Marseille, 23 mai 1929 - Sem. Jur., 1929, p. 1035 (décision isolée).

(3) D. P. 1904-1-132 - Ds le même sens Paris 16 Mars 1901, D. P. 1904-2-92.

(4) Ce caractère exclusif de la loi de 1898 ne s'opposerait pas cependant à l'application du droit commun dans le cas d'accident du travail survenu dans une colonie où cette loi n'a pas encore reçu application. Ainsi un arrêt de la Ch. civ. du 27 fév. 1929 (D. P. 1929-1-129) fait application du droit commun à un manœuvre au service d'un industriel de Dakar, victime d'un accident du travail (la loi de 1898 ne s'appliquant pas aux accidents du travail survenus au Sénégal).

CHAPITRE II

LES “ REPRESENTANTS ” DE LA VICTIME

Le nombre des ayants droit dans le cas d'un accident du travail mortel est très restreint. Seuls ont droit à une rente : le conjoint, les enfants, les ascendants et descendants à défaut des précédents.

Cette liste est limitative.

Devant le progrès rapide de la Jurisprudence vers la concession de droits à la concubine lésée par un accident de droit commun, un projet de loi, en date du 20 décembre 1927 (1), a tenté de faire reconnaître à celle-ci, sous certaines conditions, des droits identiques à ceux que la loi du 9 avril 1898 reconnaît à l'épouse :

(1) Antérieurement : M. Pastre 25 mars 1905-J. O., Doc. Parl. Ch. des Dép. 1910 p. 429, annexe n° 3293.

MM. Ecoffier et autres 27 mai 1920 - J. O., Doc. Parl., Ch. des Dép. 1920 p. 1521, annexe n° 938.

MM. Couteaux et autres 6 fév. 1923-J. O., Doc. Parl., Ch. des Dép., 1923, p. 297, annexe n° 5534.

« *L'épouse de fait*, c'est-à-dire, la compagne vivant maritalement avec le décédé au moment de l'accident, aura les mêmes droits que le conjoint survivant quand elle sera mère d'un enfant reconnu par la victime ou quand elle pourra établir qu'elle vivait maritalement depuis au moins trois ans avec lui *si toutefois il n'y a pas d'épouse légitime.* »

Nous avons vu, à propos des accidents de droit commun que le concours d'une épouse légitime avec une concubine avait arrêté dans son évolution la jurisprudence. Le projet de loi que nous venons de citer prévoyait la difficulté. L'expression « épouse de fait » (qui en réalité a pour but d'exiger une situation d'une certaine stabilité) aura pu paraître audacieuse. En tout cas ce projet a été repoussé et la concubine ne se voit reconnaître, encore aujourd'hui, aucun droit lorsqu'elle subit un préjudice du fait d'un accident de travail.

L'atteinte portée à la famille par une modification de la loi de 1898 qui reconnaîtrait des droits à la concubine serait beaucoup plus grave que les tendances jurisprudentielles dans le droit commun. Car dans le droit commun, la jurisprudence a la possibilité, à défaut de texte, d'envisager les conditions particulières, et de faire une discrimination entre les différentes « épouses de fait ». Dans la loi de 1898 un droit serait reconnu à la concubine qui serait aussi ferme que celui des autres ayant droits. L'atteinte portée à la famille serait aussi d'autant plus grande que la liste des ayants droits de la loi de 1898 est plus restreinte (2).

(2) Nous laisserons de côté dans cette étude les frais funéraires. Cette question ne soulève aucune difficulté, ces frais revenant toujours au chef d'entreprise jusqu'à concurrence de 200 francs.

SECTION I

LE CONJOINT SURVIVANT

L'article 3 de la loi de 1898 accorde « une rente viagère égale à 20 pour cent du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident ».

Cette formule détermine à la fois le montant de la rente et les conditions exigées de l'ayant droit.



Il est remarquable que la loi ne fasse aucune distinction entre les époux : le mari peut prétendre à une rente dans le cas d'accident mortel survenu à son épouse. Dans ces conditions, il est bien surprenant que le Législateur n'ait pas exigé du mari la preuve qu'il se trouve dans l'impossibilité de gagner sa vie par suite d'un état de santé trop précaire ; sans doute le cas du décès accidentel de l'épouse a-t-il échappé à son attention. Notons un jugement du Tribunal de Valenciennes (3) qui semble avoir voulu redresser cet oubli, et qui décide que les termes de « conjoint survivant » ne doivent s'entendre que de la femme et non pas du mari. On peut se demander sur quel argument de texte repose cette décision ; et M. Rouast souligne « qu'il est à peine besoin de faire remarquer que cette interprétation fantaisiste n'avait jamais été donnée ».

(3) 30 novembre 1922 - D. P. 1924-2-113.

1° La première condition exigée est que les deux époux ne soient ni divorcés ni séparés de corps (3 bis).

Sans doute eut-il été plus logique de ne pas assimiler au divorce la séparation de corps, puisque celle-ci laisse subsister l'obligation alimentaire.

Mais cette assimilation étant faite par la loi, il faut remarquer que, dans le cas où une conciliation aurait eu lieu entre les époux séparés de corps, la rente serait due au conjoint survivant. On ne saurait d'ailleurs lui opposer l'omission de la publicité prescrite par l'article 311, 4^e alinéa du Code civil ; car, ainsi que le confirme un arrêt de la Ch. civile (4), cassant un arrêt de la Cour d'Angers (5), le Législateur n'a prévu cette « publicité spéciale et d'ailleurs facultative qu'en vue de régler, pour l'avenir, *la capacité de la femme* réconciliée, dans ses rapports contractuels avec les tiers ». Il suffit à l'époux survivant de prouver que la séparation de corps avait cessé par une réconciliation.

2°. La loi exige en second lieu que le mariage soit antérieur à l'accident. La concubine n'ayant aucun droit, il convient d'éviter cette fraude qui consisterait en un mariage in extremis.

La rente accordée au conjoint survivant ayant un caractère alimentaire, elle disparaîtra dans le cas où

(3 bis) On peut se demander pourquoi le législateur a adopté une solution différente en matière de retraites des veuves de fonctionnaires. L. du 14 avril 1924, art. 26 : « La femme séparée de corps ou divorcée, lorsque le jugement a été prononcé contre elle, ne peut prétendre à la pension de veuve... »

(4) 13 avril 1929 - D. H. 1929-2-98.

(5) D. H. 1925, 106.

le conjoint viendrait à se remarier. Cependant, celui-ci recevra une somme égale au triple de la rente, à titre d'indemnité totale (art. 3, al. a, par. 2).

On a voulu voir dans cette disposition une prime au concubinage et on a proposé de supprimer le texte qui prévoit ce cas (6), en invoquant que la veuve « trouvera d'autant plus facilement un époux qu'elle apportera à celui-ci, en même temps que des charges, quelques ressources durables ».

Il ne faudrait pas pourtant que l'on transforme la rente versée à la veuve en une dot destinée à lui faciliter un nouveau mariage, et que l'on oublie par trop le caractère alimentaire de cette allocation !

D'autres projets de loi proposent de renverser sur la tête des enfants une partie de la rente que le conjoint remarié cesse de toucher. Sans doute une disposition semblable ne constituerait pas un accroissement notable des charges incombant aux Compagnies d'Assurances. Mais on ne comprend guère la raison d'une semblable modification de la loi, puisque par ailleurs les enfants bénéficient déjà d'une rente.



Un cas particulier, rare dans la pratique, est prévu par l'article 9. La victime d'un accident du travail peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de la rente lui soit attribué en espèces. La mort de cet ouvrier ne laissera pas totalement sans ressources ceux qui sont à sa charge. C'est dans le même but que la loi autorise la victime à demander que le capital, ou le capital réduit au

(6) Proposition de loi de MM. Couteaux et autres, 6 fév. 1923, J. O. Doc. Parl., Ch. des Dép. 1923, p. 297, annexe n° 5534.

tiers, qui lui sera versé, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Mais il ne doit résulter de cette opération aucune charge supplémentaire pour le patron, cette rente dut-elle être diminuée.

SECTION II

LES ENFANTS

Sans préjudice de celle versée au conjoint survivant, une rente revient aux enfants de la victime ; elle varie selon leur nombre.

Le caractère particulier de cette rente est de n'être que temporaire ; elle n'est pas due dès que les enfants sont en âge de subvenir à leurs besoins. Contrairement à ce qui se passe pour les ascendants, la loi fixe arbitrairement le temps pendant lequel les enfants sont réputés être à la charge de la victime ; jusqu'à 16 ans ils sont censés répondre à cette condition.

La rente devant être fixée au moment du décès de la victime, une difficulté apparaît dans le cas où un enfant vient à naître par la suite, qui était conçu au moment du décès : quel sera le point de départ de la rente, de la naissance de l'enfant ou de la mort de son père. Cette question qui, jusque là, était controversée a été résolue par la Chambre civile qui tenant compte de l'adage « *infans conceptus pro nato habetur* » fait remonter le paiement des arrérages de la rente au jour du décès de la victime (7).

(7) D. H. 1929, 298.

L'article 3, alinéa b, assimile expressément aux enfants légitimes les enfants naturels : ceux-ci comme ceux-là ont besoin d'une assistance que d'ailleurs la loi leur accorde dans la même mesure. Mais cette assimilation n'a lieu qu'à la condition que l'enfant naturel ait été reconnu avant l'accident. Cette disposition est à rapprocher de celle qui concerne le mariage entre concubins postérieur à l'accident.

Par suite de son caractère alimentaire la rente doit être accordée aux enfants adoptifs, et aussi aux enfants incestueux et adultérins dans les cas rares où leur filiation aura pu être valablement établie (8).



MONTANT DE LA RENTE

L'article 3, alinéa b, accorde aux enfants « une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 pour cent du salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 pour cent s'il y en a deux, de 35 pour cent s'il y en a trois, et de 40 pour cent s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à

(8) Sur ces cas : Colin et Capitant, cours élémentaire de droit civil français ; 5^e éd. T. I-p. 353.

Voir jugement du tribunal civil du Havre (6 déc. 1924-Gaz. du Pal.-1925-1-188) qui décide : « qu'à la vérité aux termes de l'article 762 c. civ. les enfants adultérins ont droit à des aliments ce qui par voie d'assimilation semblerait devoir s'appliquer aux rentes allouées en vertu de la loi du 9 avril 1898 ; mais que la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider que le dit article 762 ne peut être invoqué qu'autant que la filiation adultérine se trouve légalement établie par la force même des choses et ne peut recevoir son application quand au contraire elle résulte uniquement d'une reconnaissance volontaire frappée par la loi d'une nullité absolue ».

20 pour cent du salaire. L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 pour cent du salaire; ni 60 pour cent dans le second ».

Ce texte qui dès l'abord semble très clair, laisse cependant subsister des difficultés :

1°. *Ces rentes ont-elles un caractère global ou individuel ?*

De là en effet dépend la solution à adopter si l'un des enfants, laissés par la victime, vient à mourir ou atteint l'âge de 16 ans postérieurement à la fixation de la rente. Les autres enfants bénéficieront-ils d'une augmentation de leurs rentes respectives ?

L'analyse du texte conduit à des conclusions contradictoires :

Accordant une rente « de 15 pour cent du salaire s'il y a un enfant, de 25 pour cent s'il y en a deux, etc... », l'article 3, alinéa b, premier par. semble reconnaître à cette rente un caractère global. Mais le paragraphe suivant porte dans un cas déterminé cette rente à 20 pour cent pour *chacun* des enfants, et le 3^e paragraphe considère « l'ensemble de *ces rentes* » ; ces dernières expressions sembleraient attribuer à la rente un caractère individuel.

Il semble malgré l'opposition inconciliable de ces textes que le législateur a entendu établir une rente non réversible, au profit de chacun des autres ayants droit (9). Par suite, dans le cas de décès de l'un d'eux ou du fait qu'il a atteint l'âge de 16 ans, les autres enfants ne sauraient bénéficier d'une augmentation de pension.

(9) Cf. art. 3, al. C, 2^e par. : « *Chacune* des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement ».

Cependant un arrêt de la Chambre civile du 12 juillet 1926 (10) considère la rente allouée aux enfants comme présentant un caractère familial et par suite global ; elle serait fixée en principe à 20 pour cent et serait réduite au cas de la présence d'un conjoint ou d'autres enfants.

Nous objectons que l'on ne saurait parler de diminution de la rente au cas de la présence d'un conjoint ; il est plus exact de dire que le législateur a voulu accorder une *augmentation* (11) du taux dans le cas où, avant le décès de la victime, le conjoint de celle-ci était déjà mort, parce que dans ce cas les enfants n'ont plus aucunes ressources.

On peut considérer différemment le cas où, plus de quatre enfants s'étant trouvés en présence lors du décès de la victime, l'un d'eux vient à mourir ou atteint l'âge de 16 ans. Il y a eu ici une réduction de la rente ; chacun des enfants n'a pu toucher l'intégralité du taux fixé par la loi. Aussi pourra-t-on admettre plus facilement qu'ils doivent profiter de la pension de celui qui est décédé ou a perdu ses droits,

(10) D. H. 1926, 446 - « Attendu que le décès de la victime fait naître au profit de chaque orphelin, le droit à une rente de 20 pour cent mais que l'exercice de ce droit est limité, suivant le cas par l'existence d'autres membres de la famille ayant des droits égaux (conjoint survivant ou autres enfants) que dès lors toutes les fois que l'un des ayants droit vient à disparaître, il y a lieu de procéder à une concurrence du tarif réglementaire à une nouvelle répartition de l'indemnité au profit de ceux qui subsistent tant que le chiffre de la rente n'a pas atteint pour chacun son taux intégral ».

(11) « Pour les enfants orphelins de père et de mère - dit le texte - la rente est portée pour chacun d'eux à 20 pour cent ».

Cependant sont conformes à l'arrêt des 12 juillet 1926 :
Civ. 3 janv. 1927 - Recueil spécial des acc. du trav. 1927-7.
Civ. 27 juin 1927 - Recueil spéc. des acc. du travail 1927-175.

dans la mesure où la leur avait été réduite au taux limite de 40 pour cent ou de 60 pour cent imposé par la loi.

*
**

2° Il peut arriver que des enfants d'un premier lit se trouvent en présence du conjoint survivant.

Cette difficulté non prévue par la loi, peut être résolue de trois manières.

On peut considérer les enfants comme orphelins de père et de mère ; accorder par suite à chacun d'eux une rente de 20 pour cent limitée par le taux maximum de 60 pour cent ; accorder au conjoint une rente de 20 pour cent (12).

Mais surpris par l'importance du taux global qu'on peut atteindre, on peut penser que le législateur a voulu qu'il ne dépassât pas 60 pour cent ; et, par suite, on considérera les enfants comme orphelins seulement de père ou de mère et l'on ne dépassera pas à leur profit le taux limite de 40 pour cent.

On peut enfin (13), tout en considérant les enfants comme orphelins de père et de mère, leur accorder une rente individuelle de 20 pour cent mais en limitant le total de ces rentes à 40 pour cent, le législateur ayant voulu que le taux de 60 pour cent ne fût jamais dépassé.

De ces trois solutions, il faut semble-t-il rejeter les deux dernières : l'une comme ne tenant pas compte de la situation réelle des enfants, l'autre comme leur imposant un taux maximum de 40 pour cent que la loi n'a pas établi.

(12) Solution adoptée par M. Sachet.

(13) Solution adoptée par M. Cabouat.

3°. Dans la situation que nous venons d'envisager la difficulté semble s'accroître encore s'il se trouve de plus comme ayants droit des enfants du second lit. Il n'en est pourtant rien et les solutions à envisager sont les mêmes.

On pourra proposer d'accorder aux enfants des rentes dont le total ne dépassera pas 40 pour cent et au conjoint une rente de 20 pour cent.

Nous pensons que le taux maximum des rentes à accorder aux enfants est de 60 pour cent.

M. Cabouat, qui soutient l'opinion précédente, objecte que la situation la plus précaire étant celle de l'ouvrier frappé d'une incapacité permanente totale, qui peut avoir des enfants à sa charge, et auquel est allouée une rente des deux tiers du salaire, on ne saurait dans aucun cas dépasser ce taux. Mais il faut répondre que la comparaison est impossible puisque la rente accordée aux enfants n'est que temporaire.

Il faut tenir compte de ce que les rentes accordées aux enfants du second lit sont inférieures à celles des enfants du premier lit. Lorsque le total des rentes accordées aux enfants dépassera 60 pour cent, il y aura lieu de procéder à la réduction *proportionnelle* de leurs rentes respectives.

SECTION III

LES ASCENDANTS ET LES DESCENDANTS

« Si la victime n'a ni conjoint ni enfants dans les termes des paragraphes a et b, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente, viagère pour les ascendants, et payable jusqu'à 16 ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 pour cent du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 pour cent » (article 3, paragraphe c).

Ce texte détermine à la fois le montant de la rente et les conditions exigées des ascendants et descendants.

§ I. — *CONDITIONS D'OBTENTION D'UNE RENTE (14)*

La loi exige que les ascendants et les descendants aient été à la charge de la victime ; elle exige, de plus, que la victime n'ait laissé ni conjoint, ni enfants.

1^o Aucune remarque très importante ne s'impose au sujet de la première condition. On peut cependant indiquer que l'existence d'un enfant de plus de 16 ans ou d'un conjoint divorcé ou séparé de corps, ne fait pas obstacle au paiement de la rente « si la victime,

(14) Bien que la loi n'ait rien disposé sur ce point, il semble que c'est respecter son esprit que d'admettre, dans la famille naturelle, les père et mère à obtenir une rente, puisque le droit à des aliments leur est reconnu.

dit le texte n'a ni conjoint ni enfant, *aux termes des paragraphes a et b... »*.

D'autre part, l'absence de conjoint et d'enfant est requise au jour du décès, de telle sorte que si cette condition vient à se produire seulement après, l'action des ascendants et des descendants ne sera pas recevable (15).

2° La loi exige ensuite que les ascendants ou descendants aient été à la charge de la victime. Cette seconde condition est sujette à interprétation.

Qu'entend-on pas ascendants et descendants à la charge de la victime ?

Des divers projets présentés lors de la préparation de la loi de 1898 (16) et de l'interprétation donnée par la Jurisprudence, on peut tirer les conclusions suivantes :

Tout d'abord, il n'y a pas lieu d'exiger que la victime ait été l'unique soutien des ascendants et descendants. Ainsi, un ascendant ne pourrait se voir refuser la rente, ou la voir diminuer, pour ce motif qu'il aurait d'autres enfants susceptibles de lui venir en aide (17).

D'un point de vue juridique, l'expression « être à la charge » doit être interprétée dans un sens large. Il suffit que les parents aient le droit d'exiger une pension alimentaire et qu'ils aient manifesté l'intention de l'obtenir. L'ascendant qui aura fait une demande de

(15) Cela semble résulter du rejet d'un amendement présenté par le sénateur Grivart le 15 Mars 1898.

(16) Un projet du Sénat en 1890 prend en considération seulement les ayants droit dont la victime était l'unique soutien. D'autres projets en 1895 et 1896 considèrent ceux qui avaient droit d'obtenir de la victime une pension alimentaire.

Le texte de la loi est constitué d'un projet de 1893.

(17) V. Nancy 27 juillet 1922 - D. P. 1922-2-144. Plus récemment Cour d'Angers 15 mars 1933 - D. H. 1933-291.

pension alimentaire aura droit à la rente qu'accorde la loi de 1898, même si la victime était morte avant l'exécution du jugement et même si les poursuites étaient seulement commencées au moment du décès. L'essentiel est que l'intention d'obtenir des secours ait été manifestée. Il suffirait même, d'après M. Sachet, que l'accident se soit produit dans la période des pourparlers engagés pour l'obtention d'une pension alimentaire (18).

Au contraire, sur le terrain des faits la Jurisprudence se montre très rigoureuse. Elle exige que l'ayant droit se soit trouvé réellement dans le besoin ; elle ne se contente pas de ce qu'il ait reçu des secours de la victime, elle exige, de plus, qu'il établisse que sa situation était précaire et qu'il n'était pas en état de subvenir à ses besoins (19).

Rigoureusement fidèle à ce principe, la Jurisprudence, considère séparément la situation du père de la victime et celle de la mère, alors même qu'ils vivent ensemble, et que leurs moyens de subsistance sont communs. Dans chaque espèce, il y aura lieu d'envisager, d'une part la situation du père, et celle de la mère d'autre part, pour conclure à l'allocation d'une ou deux rentes d'ascendants.

Cette solution, sans doute logique et conforme au texte, a pourtant le grave défaut de méconnaître la situation la plus générale : la vie en commun des parents. Citons, à titre d'exemple, un arrêt de la Cour de Paris, du 20 juillet 1925 (20), qui refuse au père

(18) Dans ce sens : Trib. civ. de Lyon Gaz. du Pal. 1900-1-577 - S. 1900-2-177 (5^e esp.).

(19) Req. 24 avril 1903 - D. P. 1904-1-326.

Req. 23, 29 oct. 1901 et 10 avril 1902 - Gaz. Pal. 1901-2-544. DP. 1902-1-382.

(20) Cour de Paris 20 juillet 1925 - D. P. 1926-2-119.

une rente et l'accorde à la mère ; de même, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 28 mai 1927, accorde une pension au père âgé et infirme, la refusant à la mère qui « ne justifiait pas qu'elle fût dans l'impossibilité de subvenir par son propre travail à ses besoins » (21).

Il est certain que l'art. 3 par. c, crée un droit au profit de « chacun des ascendants », mais il nous paraît opportun qu'une légère retouche du texte fasse reconnaître un droit unique au père et à la mère de la victime, puisque, dans la généralité des cas, leur situation pécuniaire est commune.

Par adoucissement du principe qui nous occupe, la Chambre Civile, dans un arrêt du 16 février 1927 (22) admet l'action des parents lorsque la privation des subsides qu'ils recevaient de la victime les empêche, non pas de subsister eux-mêmes, mais de pourvoir aux charges de famille qui leur incombent de par la loi. Dans cette espèce, un arrêt de la Cour d'Amiens avait décidé qu'on ne saurait « assimiler les besoins de » famille auxquels devaient subvenir les ascendants » chargés d'autres enfants, aux besoins nécessaires à » leur existence personnelle, qui seuls doivent être » considérés comme susceptibles d'avoir pu fonder, » vis-à-vis de la victime... une créance alimentaire aux » termes de l'article 205 Code Civil ».

L'arrêt de la Chambre Civile constitue un élargissement notable du principe. Il ne s'agit pas là d'une décision isolée : un arrêt de la Chambre des Requêtes du 21 mai 1919, avait admis implicitement cette solution. L'unité de la jurisprudence de la Cour de

(21) Req. 28 Mars 1927 - Gaz. Pal. 1927-2-181. .

(22) Gaz. Pal. 1927-1-743 - S. 1927-1-187 - D. P. 1927-1-156.

Cassation, permet, sans envisager quelques décisions en sens contraire (23), de considérer cette question comme définitivement résolue (24).

Pour déterminer à quel moment doit être envisagée la situation pécuniaire des ascendants et descendants, il faut s'attacher étroitement aux termes de l'art. 3, par. c. La rente étant accordée à ceux *qui étaient* à la charge de la victime, une fortune meilleure ou pire survenue après l'allocation de cette rente, ne pourrait en entraîner l'augmentation, ou la réduction, ou la suppression, ou enfin l'admission dans le cas où d'abord elle aurait été refusée. C'est au moment du décès qu'est fixée une fois pour toutes la rente de l'art. 3, par. c.

On doit même décider que, si un ascendant veuf se remariait, il ne perdrait pas la rente qui lui a été allouée.

3° Enfin, la loi exige une condition supplémentaire, en ce qui concerne les descendants : ceux-ci n'ont droit à la rente que jusqu'à l'âge de 16 ans, comme les enfants de la victime.



Deux sortes de critiques ont été formulées au sujet du droit des ascendants. On a d'abord critiqué que l'on exige de ces derniers la preuve qu'ils étaient à la charge de la victime au moment de l'accident, et de nombreuses propositions de lois ont visé à la suppression de cette restriction ou à la modération de ses

(23) Cour de Paris 20 juillet 1925. D. P. 1926-2-119 et note qui adopte la solution de la Cour de Cass.

(24) V. aussi Paris 3 Mai 1926 - D. H. 1926-370.

effets (25). On a discuté, d'autre part, l'exclusion des ascendants et descendants à la charge de la victime, lorsqu'il existe des conjoints ou des enfants (26). Les critiques portées sur ce dernier point nous paraissent plus justifiées.

§ II. — MONTANT DE LA RENTE

S'ils répondent à ces conditions, les ayants droit de l'art. 3, par. c, se verront allouer une rente individuelle égale à 10 % du salaire de la victime. Sans doute cette rente ne sera pas toujours calculée sur le salaire intégral et on appliquera la disposition de l'ar-

(25) Elles sont très nombreuses. Parmi les plus importantes on peut citer : Proposition de loi de MM. Defontaine et Pascal du 9 juin 1910 (J. O. 1910, Doc. Parl. - Ch. des Dép., p. 464, annexe n° 14) ; elle ne concerne que le père et la mère de la victime.

Proposition de MM. Basly et autres, 7 juillet 1910, qui concerne tous les ascendants et les dispense de la preuve qu'ils étaient à la charge de la victime (J. O. 1910 - Doc. Parl. - Ch. des Dép. - p. 650, ann. n° 278).

Proposition de MM. Paul Boncour et autres, 17 Février 1920 ; elle avait pour but de créer une présomption en faveur de ascendants infirmes ou atteints d'une maladie incurable et qui n'étaient pas inscrits au rôle de l'impôt sur le revenu (J. O. 1920 - Doc. Parl. - Ch. des Dép. - p. 269 annexe n° 346).

Ces dernières dispositions ont été reprises par un projet de loi déposé par le gouvernement le 15 janv. 1925 (J. O. 1925 Doc. Parl. - Ch. des Dép. ann. n° 1042) et par un projet Des Retours du 23 janvier 1925 (J. O. 1925 - Doc. Parl. - Ch. des Dép. ann. n° 1111) ; mas elles ne s'appliquaient plus qu'aux ascendants du premier degré.

(26) La proposition de la loi présentée par M. des Retours le 23 janvier 1925 tend à la suppression dans l'art. 3., par. c, de l'expression « si la victime n'a ni conjoint, ni enfant dans les termes des paragraphes a et b ».

ticle 2, 2^e alinéa (27), qui vise aussi la rente allouée à l'ouvrier victime d'une incapacité permanente partielle (28).

Afin de ne pas trop alourdir les charges de l'exploitation, le Législateur décide que le total des rentes ne pourra dépasser 30 % du salaire, de telle sorte que si les ascendants ou descendants, ayants droit à une pension, sont supérieurs à trois, la rente de chacun sera réduite proportionnellement.

On peut enfin se demander si la mort de l'un des bénéficiaires des pensions proportionnellement réduites, entraîne l'augmentation de la part des autres. M. Loubat et M. Sachet la dénie, s'attachant à l'intérêt que présente la fixation définitive des rentes au moment de l'accident. Nous croyons cependant devoir adopter une solution identique à celle que nous avons admise pour les enfants.

(27) Civ. 4 Mars 1926 - D. H. 1926, 250.

(28) Il en est de même en ce qui concerne la rente des enfants et celle du conjoint survivant.

CHAPITRE III

PREUVE INCOMBANT AUX AYANTS DROIT

La loi de 1898 nécessite un système de preuve tout à fait spécial. Des difficultés particulières naîtront souvent dans le cas d'accidents du travail mortels. En fait, il arrive que l'on découvre le corps d'un ouvrier décédé sur le lieu de son travail. Il s'agit de rechercher à qui revient la charge de prouver que l'ouvrier est mort d'un accident du travail ou de toute autre cause.

S'il est vrai que le Législateur de 1898, en reconnaissant le risque professionnel, a entendu exonérer la victime et ses représentants de la charge de la preuve d'une faute que le patron aurait commise, il n'a pas créé, semble-t-il, contre ce dernier, d'autre présomption de responsabilité. Et s'il en est ainsi, la preuve de l'accident lui-même doit revenir, semble-t-il a priori, à l'ouvrier ou aux autres ayants droit.

Rappelons que la loi qualifie « accident du travail », celui survenu « par le fait du travail » ou « à l'occasion du travail ». L'imprécision de cette dernière for-

mule a fait naître les difficultés que nous envisageons ici. Mais la recherche du sens qu'il convient de lui donner dépasse le cadre de cette étude ; constatons aussitôt, et sans discuter la valeur d'une telle interprétation, que la jurisprudence entend aujourd'hui par accident survenu « à l'occasion du travail », celui qui s'est produit « sur le lieu et pendant le temps du travail » (1).

Or, il arrive parfois qu'un ouvrier soit trouvé mort sur le lieu du travail et que le décès paraisse remonter au temps du travail, sans que l'on puisse déterminer la cause du décès ; qu'un ouvrier fasse d'un échafaudage, sur lequel il travaille, une chute mortelle, sans que pourtant il soit possible d'établir si la chute est la cause du décès, ou si, frappé de mort subite, l'ouvrier n'est pas tombé à terre aussitôt après, de telle sorte qu'il n'y aurait eu, dans ce dernier cas, que la chute d'un cadavre et que l'hypothèse d'un accident devrait être écartée.

Il apparaît donc qu'au décès d'un ouvrier sur le lieu et pendant le temps du travail se rattachent plusieurs faits constitutifs de l'accident du travail et dont la preuve peut revenir soit aux ayants droit, soit au chef d'entreprise.

(1) A moins qu'il ne soit établi que l'accident est manifestement étranger au travail : exemple : un ouvrier a fait le pari de sauter d'un échafaudage : D. H. 1927-413 - Req. 1er août 1927.

SECTION I

CAS DE CHUTE MORTELLE

On peut supposer que le fait matériel de l'accident est évident, soit que des témoins en aient rapporté les circonstances, soit que celles-ci soient révélées par la disposition des lieux. Par exemple, on a découvert, étendu sur la route près de sa bicyclette, le corps d'un ouvrier qui se rendait à son chantier sur l'ordre de son patron, ou au bas d'un échafaudage sur lequel il travaillait.

Il nous paraît utile, afin de décomposer les divers éléments qui définissent l'accident du travail, d'examiner d'abord un cas où cet accident n'a pas entraîné la mort de l'ouvrier, mais une incapacité permanente. Un ouvrier est tombé d'un échafaudage, le patron conteste que les blessures aient eu pour cause le travail, c'est-à-dire conteste l'existence d'un rapport de causalité entre l'accident et le travail, et, par suite, refuse le paiement d'une pension à l'ouvrier. La Chambre Civile s'est prononcée sur ce cas, dans un arrêt du 8 février 1911 (2). Elle a décidé que l'ouvrier qui se prétend victime d'un accident du travail, doit prouver l'accident et sa relation tant avec le travail qu'avec l'incapacité dont il se plaint.

La matérialité de l'accident n'étant pas contestée, il y a lieu de préciser cette expression : « sa relation, tant avec le travail qu'avec l'incapacité ». Sur ce point l'arrêt décide qu'il faut qu'il existe un rapport entre

(2) D. P. 1911-5-61.

l'accident et le travail, mais qu'il ne s'agit pas nécessairement d'un rapport de causalité, puisque l'accident survenu sur le lieu et pendant le temps du travail est présumé être un accident du travail (3).

La relation entre l'accident et le dommage est différente ; il revient au demandeur d'établir l'existence d'un rapport de cause à effet, entre ces deux éléments.

Dans l'espèce considérée, la Cour de Cassation décide que, lorsqu'il n'est pas contesté qu'un ouvrier soit tombé de l'échafaudage sur lequel il travaillait, et que, dans cette chute, il se soit fait une blessure qui l'a laissé atteint d'incapacité partielle et permanente, le juge ne peut refuser de lui allouer une pension viagère pour ce motif qu'une chute ne constituerait un accident que lorsqu'elle serait due à une cause extérieure et violente, qu'en fait la chute de l'ouvrier demandeur peut être attribuée à un état de faiblesse, suite d'une maladie antérieure, et que cet ouvrier ne fait pas la preuve contraire (4).

Il était nécessaire de citer cette décision, qui ne concerne pas, il est vrai, un cas d'accident mortel, mais qui permet de distinguer nettement les rapports existants entre les différents éléments d'un accident du travail : le rapport *entre le dommage et l'accident* qui doit être nécessairement un rapport de causalité ; le rapport beaucoup plus lâche *entre l'accident et le travail* (« accident survenu à l'occasion du travail »).

(3) Voir aussi dans ce sens : Civ. 24 janv. 1933 - D. H. 1933, 147.

(4) Il y a lieu de remarquer qu'on présume de même (la preuve contraire restant possible) que des lésions corporelles de la victime ont pour cause l'accident. Dans ce sens, Civ. 10 mai 1932 - D. H. 1932-381.



Si la chute est mortelle, une difficulté nouvelle apparaît. Jusqu'ici, il y avait lieu de réparer une incapacité occasionnée par une chute, dont on ne connaissait pas l'origine ; et il est certain, d'autre part que la chute avait causé ou aggravé l'incapacité. Mais ici le deuxième rapport de causalité ne peut pas être établi, alors qu'en fait, le plus souvent, il existe. La chute a-t-elle entraîné la mort ? N'a-t-elle fait que la suivre ? Telle est la question.

L'importance de ce problème ne saurait être contestée, il a mis souvent dans l'embarras les tribunaux. La preuve testimoniale disparaît, à elle se substitue la preuve par présomptions graves, précises et concordantes. La plupart des décisions sont des cas d'espèce et il est difficile de retrouver les principes généraux qui ont guidé les juridictions. Il y a lieu de tenter cependant de les dégager.

Le 18 janvier 1910, un employé qui se tenait sur la plate-forme de la remorque d'un tramway allant de Tourcoing à Roubaix, tomba sur le sol, fut relevé et mourut presque aussitôt. Saisie de l'action intentée par la veuve de la victime, la Cour de Douai, juge « que pour avoir droit aux indemnités que la loi prévoit, il faut que la demanderesse établisse que la mort est la conséquence de la chute et des lésions subséquentes, autrement dit, que la mort a été la suite de l'accident et qu'elle n'a pas précédé la chute » (5).

On peut se demander comment pourrait être faite une preuve semblable !

(5) 11 juillet 1911 - D. P. 1913-2-172.

L'arrêt ayant été cassé, la Cour d'Amiens (6), sur renvoi de la Cour de Cassation, reprend la position de la Cour de Douai. Le 7 avril 1921, la Cour de Cassation statuant toutes chambres réunies, rend un arrêt dans lequel elle pose le principe suivant : « toute lésion qui se produit *dans un accident* survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, doit être considérée, sauf preuve contraire, comme résultant de cet accident... » (7).

Ce principe est nouveau.

Nous avons noté plus haut que l'arrêt de la Chambre Civile du 8 février 1911 avait décidé que, s'il n'était pas nécessaire de justifier de l'existence d'un rapport de cause à effet entre l'accident et le travail, *ce rapport de causalité était nécessaire entre l'accident et le dommage*. Or, dans le cas de la chute mortelle, l'arrêt du 7 avril 1921 n'exige pas que le rapport de causalité soit établi par les ayants droit ; il le considère comme toujours nécessaire, mais il présume son existence : tout décès concomitant à un accident doit être présumé comme étant la conséquence de cet accident ; la preuve contraire reste admise.

Cette jurisprudence paraît bien établie (8). Se justifie-t-elle ?

Dans son traité des accidents du travail, M. Sachet écrit : « Un ouvrier tombe d'un échafaudage où il tra-

(6) 27 mai 1914 - Gaz. du Pal. 1921-2-122.

(7) Gaz. Pal. 1921-2-122.

(8) La formule de l'arrêt du 7 avril 1921 est empruntée par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 21 juin 1926 (Gaz. Pal., 1926-2-405). - Rapprocher Civ. 12 déc. 1932 - D. H. 1933-100.

vaillie et se tue. Il y a accident du travail. La cause de la chute (hormis le suicide) importe peu ; que ce soit maladresse de la victime, crise d'épilepsie, étourdissement, poussée d'un camarade ou rupture d'une corde, l'accident n'en est pas moins garanti par la loi de 1898 ; car si le travail n'a pas causé la chute, on ne saurait nier qu'il en a aggravé les effets, occasionné le décès ou l'incapacité de travail de la victime » (9).

C'est là une affirmation qui ne saurait être retenue. Sans doute, lorsqu'il s'agit d'une incapacité permanente, il est certain que la chute a causé cette incapacité. Mais on ne peut jamais affirmer, comme le fait M. Sachet, que la chute a entraîné le décès et que le décès n'est pas antérieur à la chute (dans ce dernier cas il n'y aurait pas d'accident du travail).

Malgré cette remarque nous pensons que la décision de la Cour de Cassation est parfaitement justifiée, car si l'on admettait une solution contraire, on arriverait à ce résultat que les ayants droit ne pourraient jamais prétendre à une rente dans le cas de chute mortelle. En effet, le chef d'entreprise ou son assureur contesterait toujours la relation de cause à effet entre la chute et le décès, et exigerait toujours que la preuve en soit faite par les ayants droit. Or cette preuve est impossible, étant une preuve négative. Il ne s'agit pas tant d'établir que la mort est la conséquence de la chute, *mais que la mort ne peut avoir d'autre cause que la chute.*

Puisque, en fait, un décès concomitant à une chute, en est le plus souvent la conséquence, il est rationnel que cet état de fait se traduise en droit par une présomption qui, d'ailleurs, pourra être détruite par la preuve contraire qu'apporterait le chef d'entreprise.

(9). Sachet 6^e éd. n° 440 et s.

A ce dernier reviendra la charge d'établir que la victime est décédée, non de la chute, mais d'une maladie, ou que l'accident a pour cause un suicide (en ce cas il y aurait exonération complète), ou une faute inexcusable de la victime (ce qui entraînerait une exonération partielle).

SECTION II

PREUVE DE L'ACCIDENT

Plus complexe est le cas où le corps d'un ouvrier est découvert sur le lieu du travail, que la mort paraît remonter à l'heure du travail sans qu'aucun témoin puisse décrire la scène et sans qu'il résulte nettement de l'examen des lieux et du cadavre qu'il y a eu un accident ou que la mort a été naturelle. Dans les espèces que nous venons d'examiner, un échafaudage sur lequel la victime travaillait, une bicyclette auprès de laquelle gisait le corps, peut-être même les dépositions des témoins, constitueraient des éléments de preuve qui permettraient d'établir qu'un accident s'est produit (sans que l'on ait pu dire, il est vrai, si cet accident était antérieur ou postérieur au décès).

Ici, il ne s'agit pas seulement d'établir qu'il existe un rapport de causalité entre l'accident et le décès, mais encore de prouver qu'un accident s'est produit.

Semble tout à fait justifié cet avis de M. Sachet : « toutes les fois qu'il y a doute, réel sur le point de savoir si la mort de la victime a une cause naturelle ou traumatique, ou bien si elle est survenue sur le lieu

et pendant le temps du travail, la demande des représentants doit être rejetée. Tel est le cas d'un ouvrier qui a succombé dans son travail, d'une lésion interne dont la nature est demeurée inconnue et sans qu'il ait été établi que cette lésion ait eu un rapport quelconque avec le travail ».

Il ne suffit pas aux ayants droit d'établir que l'accident s'est produit sur le lieu et pendant le temps du travail, mais il faut tout d'abord qu'ils prouvent qu'un accident a eu lieu (10) ; l'arrêt du 7 avril 1921 présume une relation de cause à effet entre l'accident et le décès, mais ne dispense pas de la preuve de l'accident lui-même (11).

Cette preuve résultera, faute de témoins, des constatations faites sur le lieu du décès. Celles-ci sont laissées à l'interprétation souveraine des juges du fond. (12).

(10) Un arrêt de la Cour d'Appel de Lyon 10 juin 1930 (D. H. 1930-421) résout la question de façon très nette et rejette la demande des ayants droits en notant « que pour obtenir les rentes forfaitaires de la loi du 9 avril 1898, les ayants causes de l'ouvrier doivent établir que le décès de celui-ci *est le résultat d'un accident survenu au cours du travail*, que dans l'espèce cette preuve n'a pas été rapportée ; qu'en effet aucun des témoins entendus n'a vu les circonstances dans lesquelles l'accident se serait produit... ; que le Dr P. qui a aussitôt examiné le corps n'a relevé aucune trace de traumatisme et n'a pu se prononcer sur les causes du décès ; qu'aucune autopsie n'ayant eu lieu, M. de Docteur M. expert commis, conclut dans son rapport qu'il est impossible de dire si ce décès est dû à un accident du travail au sens de la loi du 9 avril 1898... »

(11) V. Req. 1er fév. 1932 - D. H. 1932-130.

(12) Cette preuve peut résulter de présomptions graves précises et concordantes dit un arrêt de la Cour de Besançon 5 oct. 1929 - D. H. 1931 somm. p. 8.

Un arrêt de la Chambre Civile du 10 mars 1924 illustre cette question par un exemple (13) :

« Attendu que le 30 juin 1914, Lesage, ouvrier au » service de la Société des Etablissements Duval, a » été trouvé mort, ses outils à la main, dans le sous- » sol de la salle des appareils frigorifiques, lieu de » son travail. — Attendu que l'arrêt constate, après » expertise, que la mort subite de Lesage aurait pu » être attribuée à un coup de froid, si le 30 juin 1914 » il avait été exposé à une température inférieure à » celle à laquelle il travaillait habituellement, mais » que cette circonstance n'était pas établie, que, tout » au contraire, les lésions graves cardio-hépatoréna- » les, relevées au cours de l'autopsie, étaient de nature, » en dehors d'aucun fait anormal, à entraîner une » mort subite. — Attendu que... des faits, souveraine- » ment constatés, l'arrêt attaqué a pu déduire qu'on » n'y trouvait pas les éléments constitutifs d'un acci- » dent du travail..., que, par suite, la veuve n'était pas » recevable à invoquer les dispositions de la loi du » 9 avril 1898. *Attendu, en effet, que, si la mort subite » de Lesage est survenue au lieu et au temps du tra- » vail, il n'est pas établi qu'elle résulte d'un accident » ni même qu'elle ait eu lieu dans un accident ; que, » par contre, elle trouve son explication dans un état » pathologique de Lesage, abstraction faite de toute » cause extérieure.* »

Une espèce semblable a fait l'objet d'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 13 décembre 1927 (14) ; il s'agissait d'un ouvrier déménageur qui, au cours de son travail, s'était affaissé et était mort aussitôt.

(13) Gaz. Pal. 1924-1-680.

(14) Gaz. Pal. 1928-1-254.

Citons aussi le cas d'un ouvrier qui, assis sur un tabouret et lisant son journal, surveille un tableau de chaudières; il tombe brusquement; on le relève; mais on s'aperçoit que, bien qu'il ne porte que des contusions légères, il a cessé de vivre. La Chambre des Requêtes refuse à la veuve la rente qu'elle demande : « Attendu que si la mort subite... est survenue au lieu » et au temps du travail, *il n'est pas établi qu'elle résulte d'un accident, ni même qu'elle ait eu lieu dans un accident* » (15 et 16).

Au contraire, il peut résulter des circonstances qu'un accident s'est produit. Ainsi la Cour d'Appel de Montpellier (17) a jugé qu'on peut tenir pour causé par un accident, le décès d'un mulattier dont le corps a été trouvé sur un sentier de montagne, la tête blessée étant en contact avec un rocher, alors que l'état de santé de cet ouvrier n'autorise pas à supposer une mort subite naturelle.

En résumé, on peut dire que les ayans droit ont à rapporter la preuve d'un accident survenu sur le lieu et pendant le temps du travail. Le rapport de causalité entre cet accident et le travail est présumé à leur profit.

(15) Gaz. Pal. 1927-2-339.

(16) V. aussi Lyon 10 juin 1930 - D. H. 1930-421.

(17) Arrêt cité au Rec. spécial des acc. du trav. année 1927 p. 219.



CHAPITRE IV

LE CAS D'ACCIDENT DU A UNE FAUTE INEXCUSABLE OU INTENTIONNELLE

Le législateur a compris que la réparation forfaitaire créée par la loi du 9 avril 1898 ne pouvait, dans certains cas, être appliquée sans quelques retouches. L'article 20 de la loi a pour but d'assouplir ce mode de réparation, sans toutefois rétablir celui du droit commun.

SECTION I

LA FAUTE INEXCUSABLE

Il s'agit d'une faute très grave émanant soit de l'ouvrier soit du chef d'entreprise.

Dans le premier cas, il sera possible au juge de réduire la rente allouée par la loi à la victime, dans la mesure où il jugera que le mérite la gravité de la

faute. S'il s'agit d'un accident mortel, les ayants droit se verront réduire les rentes qui, normalement, devraient leur être accordées.

La faute inexcusable peut être le fait du patron. Elle consiste dans la volonté consciente et réfléchie de faire subir à l'ouvrier un risque particulièrement grand et résultant des circonstances défectueuses dans lesquelles il travaille. Elle constitue pour le chef d'entreprise une négligence très grave.

Aussi la loi décide-t-elle que « l'indemnité pourra être majorée mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel ». Ainsi s'il s'agit d'un accident mortel, les rentes des ayants-droit pourront varier entre les taux accordés par la loi et l'intégralité du salaire.

Encore faut-il se demander si par « montant du salaire annuel », la loi entend l'intégralité du salaire, ou s'il faut considérer le salaire de base et ainsi réduire le salaire intégral lorsqu'il dépasse 8.000 fr. et 18.500 fr., suivant les proportions prévues à l'article 2, 2^e alinéa. La Cour de Cassation a admis qu'il n'y a pas lieu de réduire le salaire lorsqu'il dépasse 8.000. (1).

Lorsque la victime laisse plusieurs catégories d'ayants droit, par exemple un conjoint et des enfants, le juge n'ayant un pouvoir d'appréciation qu'en ce qui concerne le total des rentes, il devra répartir, proportionnellement à l'importance des rentes reçues par chaque catégorie, le complément dont l'article 20 lui permet de disposer.

(1) Req. 28 avril 1933 — D. H. 1933-332.

SECTION II

ACCIDENT PROVOQUE INTENTIONNELLEMENT

Si l'ouvrier s'est volontairement blessé, aucune indemnité ne lui est due. Il n'est rien dû aux ayants droit quand l'ouvrier s'est donné volontairement la mort (2).

Des difficultés naissent si l'accident a été causé volontairement par le patron ou ses préposés. La faute peut se révéler comme une véritable intention de nuire, elle peut constituer un délit ou un crime. On peut supposer par exemple qu'un chef d'entreprise provoque volontairement la chute d'un échafaudage sur lequel un ouvrier accomplit son travail ; qu'un ouvrier mécontent frappe son contremaître ; qu'une rixe naisse dans un groupe d'ouvriers.

Quels seront les ayants droit dans le cas où l'acte criminel aura causé la mort de la victime ? Quelle sera leur action ? Car nous avons vu que, pour connaître les ayants droit, il faut d'abord rechercher quelle est l'action qui doit être accordée. On en vient ainsi à qualifier l'acte qui fait naître l'action ? Il faut choisir de la réparation intégrale ou de la réparation forfaitaire, de l'application de la loi de 1898 ou de l'article 1382, C. civ.

(2) Lorsqu'un ouvrier, au cours d'une crise de démence, s'est donné volontairement la mort en provoquant un accident, une rente n'est due à l'ayant droit que si l'état de démence avait lui-même pour origine un accident du travail. Dans ce sens : Sachet 6^e éd. T. II n^o 1385. - Trib. civ. Seine 17 mars 1900 - D. P. 1901-2-11.

§ 1. — *ELEMENTS DU PROBLEME*

Trois attitudes sont possibles devant le silence du législateur.

1° On peut tout d'abord prétendre qu'ayant substitué au principe de la réparation intégrale celui de la réparation forfaitaire, le législateur de 1898 a aussitôt compris que cette nouvelle réparation n'est plus suffisante lorsqu'une « faute inexcusable » a fait naître le dommage ; qu'elle est trop rigide. Pensant qu'il y avait lieu d'attacher de l'importance à une faute qui présente une gravité particulière, il a restitué au juge ses pouvoirs et lui a permis de majorer l'indemnité, faisant ainsi un compromis entre la loi de 1898 et le droit commun.

Dès lors qu'advient-il de la faute intentionnelle ? Plus grave encore que la faute inexcusable, n'écartera-t-elle pas l'application trop clémentine de la loi de 1898 ? Ce serait peut-être interpréter ainsi fidèlement la volonté du législateur.

Mais d'autres diront que le législateur n'ayant pas établi de disposition comparable à celle de l'article 20, 3^e alinéa, il a manifesté ainsi son intention de ne créer ici aucun système spécial de réparation : qu'il y a lieu, par suite, de s'en remettre à l'application rigoureuse de l'article 2 : « les ouvriers et employés... ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi. »

2° La discussion peut porter sur un autre texte. l'article 20, 1^{er} alinéa ainsi libellé : « Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peuvent être attribuées à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident. » Le cas qui nous intéresse est

l'inverse de celui-là ; et on peut dire que la réparation forfaitaire doit être écartée lorsque l'accident a pour cause la volonté du chef d'entreprise, comme elle l'est lorsqu'il a pour cause la volonté de l'ouvrier.

Mais, par raisonnement a contrario, on peut arriver à une conclusion inverse de la précédente.

3° Il ne résulte de cet examen aucune solution certaine ; d'un même texte peuvent être déduites des conclusions opposées.

Placé sur le terrain de l'équité, on considérera que la loi de 1898 établit entre le chef d'entreprise et l'ouvrier une réparation forfaitaire du dommage qui résulte de la faute du patron ou du salarié, parce que cette faute, le plus souvent légère, ne peut pas toujours être distinguée du cas fortuit et ne se détache pas nettement des risques normaux de l'entreprise. Mais il devient illogique et injuste de croire à la possibilité d'un forfait lorsque le lien de droit s'établit, non plus entre un patron auteur d'une faute légère et un ouvrier victime de cette faute, mais en réalité entre un criminel et sa victime.

Cette idée a été exprimée par un arrêt de la Cour d'Appel de Dijon en date du 31 mars 1927 (3) : « Il » serait difficilement admissible de supposer que le » législateur aurait voulu consacrer une sorte de com- » promis entre la victime et son assassin ... ; il appa- » rait comme souverainement immoral et révoltant » pour la conscience publique que l'auteur conscient » d'un crime ou d'un délit puisse s'abriter, même oc- » casionnellement, derrière le texte, et ne pas être » contraint à la réparation intégrale du préjudice » qu'il a causé. » On la retrouve aussi dans un arrêt

(3) Dijon Sem. jur. 1927 p. 858.

de la Cour d'Aix : « Nul ne peut s'exonérer par avan-
» ce des conséquences de son délit volontaire ou de
» son crime. »

§ II. — SOLUTIONS DE LA JURISPRUDENCE

Cet argument d'équité a généralement guidé les Cours d'Appel dans le sens de l'application du droit commun. Nous avons déjà cité un arrêt de la Cour d'Appel de Dijon qui adopte cette solution.

Les ayants droit, dans le cas où la victime sera morte, essaieront de se constituer partie civile devant la juridiction répressive ; or, cette procédure est incompatible avec la loi du 9 avril 1898.

Dans un arrêt du 5 février 1926, la Cour d'Alger reconnaissait à la victime le droit de se constituer partie civile. Cet arrêt fut l'objet d'un pourvoi. Cour de renvoi après cassation, la Cour d'Appel d'Aix, le 24 février 1927 adopta la solution de la Cour d'Alger. C'est alors que la Cour de Cassation, toutes Chambres réunies, rendit le 8 juin 1928, un arrêt ainsi motivé :
(4)

« ...Attendu qu'en déclarant N. recevable en sa demande de constitution de partie civile et en condamnant S. à lui payer une somme de 20.000 fr. à titre de dommages-intérêts par ce motif que l'accident était l'effet d'un acte intentionnel du préposé du patron et que la loi de 1898 avait laissé en dehors de ses prévisions l'attentat criminel du pa-

(4) D. P. 1929-1-57.

» tron (5) et de ses préposés, la Cour d'Aix a violé les
» textes visés au moyen... » (5 bis).

Il apparaît ainsi que la Cour de Cassation a une notion singulièrement large de l'accident du travail ; à tel point qu'elle ne fait aucune distinction entre l'acte criminel du patron et celui du préposé, repoussant dans tous les cas l'action intentée sur le terrain du droit commun. Seuls pourront obtenir des dommages-intérêts les ayants droit reconnus par la loi de 1898 et suivant les règles établies par cette loi.

Pourtant il est difficile d'admettre que le législateur aurait entendu accorder une situation plus favorable à l'auteur d'un délit ou d'un crime pour cette seule raison que la victime serait liée à son agresseur par un contrat de travail.

§ III. — OPINION DES AUTEURS

Les auteurs ont émis des avis très divers.

« Les ouvriers et employés protégés par la loi, écrit
» vent MM. Capitant et Cuche, ne peuvent se préva-
» loir, à raison des accidents dont ils sont victimes
» dans le travail, d'aucunes dispositions autres que
» celles de la loi. En outre, l'article 20 n'écarte l'ap-

(5) Dans cette espèce il s'agissait d'un attentat commis par un préposé ; mais il semble résulter des termes de l'arrêt que la Cour de Cassation aurait rendu une décision identique s'il s'était agi d'un attentat commis par le patron lui-même.

(5 bis) Dans le même sens : Trib. Corr. du Rhône 25 juin 1927 et Trib. de paix de Vanves 27 mars 1929 — D. P. 1930 2-150.

Civ. 25 mars 1931 - D. H. 1931-265.

Cour d'Ass. du Loiret 11 juillet 1932 - D. H. 1932-484.

» plication de la loi que dans le cas où il y a eu dol
 » de la victime elle-même, et ne fait pas allusion au
 » dol commis par le patron. Le rapprochement de
 » ces deux textes prouve, nous semble-t-il, que le lé-
 » gislateur n'a pas cru nécessaire de faire exception
 » aux règles qu'il édictait, pour l'hypothèse, d'ailleurs
 » fort rare, d'attentat criminel commis par le pa-
 » tron. » (6).

Cette opinion, en accord avec la jurisprudence, est isolée en doctrine.

M. Rouast tire du même texte des conclusions inverses : « L'article 20, écrit-il, doit être interprété rationnellement en sous-entendant, au cas de faute intentionnelle du patron, une disposition symétrique à celle qui concerne la faute intentionnelle de l'ouvrier » (7).

M. Pic soutient une opinion semblable, repoussant l'application de la loi de 1898 dans le cas de faute intentionnelle émanant soit du patron, soit de son préposé. (8).

Enfin d'autres auteurs distinguent selon les cas : « Les seules violences dont les patrons puissent être rendus responsables du chef de leurs préposés, » écrit M. Cabouat, sont celles qui se produisent à l'occasion du travail industriel et se rattachent ainsi à l'accomplissement de leurs fonctions » (9).

Une querelle entre contremaître et ouvrier peut avoir pris naissance dans une discussion relative au

(6) Précis de législation industrielle n° 329.

(7) Note sous arrêt Cass. Ch. réunies 8 juin 1928 - D. P. 1929-1-57.

(8) Législation industrielle n° 1109 note 1 - 5^e éd.
 Note sous jugement du Trib. Corr. du Rhône 25 juin 1927 - D. P. 1930-2-150.

(9) Traité des accidents du travail T. I - n° 171 et s.

travail ou bien, s'étant produite sur le lieu et pendant le temps du travail, elle peut n'avoir aucun rapport avec ce dernier.

Lorsqu'il s'agit d'un accident volontairement causé par le patron, « malgré les dispositions restrictives de » l'article 2, 1^{er} alinéa continue M. Cabouat, nous inclinons à penser qu'ici la victime doit être admise » à user contre le chef de l'entreprise de tous les » moyens que la loi met à la disposition de la victime d'un crime ou d'un délit pour obtenir satisfaction intégrale. En soi, le forfait inclus dans l'idée » générale de risque professionnel ne vaut que pour » les accidents proprement industriels, et il nous semble que ce serait abuser de cette idée nouvelle que » de la faire servir à un amoindrissement inadmissible d'une responsabilité délibérément encourue et » recherchée par l'auteur même de l'accident » (10).

M. Sachet a recours, lui aussi, à des distinctions. Dans le cas où l'accident a été causé volontairement par le patron, il y a lieu de repousser l'application de la loi de 1898. Mais dans le cas où il a été causé par un préposé, une sous-distinction est nécessaire.

Si les violences « ont eu pour mobile une pure animosité personnelle sans lien avec l'exploitation », en d'autres termes si l'acte de violence a une cause étrangère au travail, les règles de droit commun doivent recevoir application. — Mais s'il en est autrement, « si l'animosité impulsive de l'acte de violence » se rattache à l'exécution du travail professionnel, » ou réside uniquement dans le mauvais caractère de » l'agresseur dont les nécessités de l'exploitation ont

(10) id. T. I n° 182.

» imposé le voisinage à la victime », la loi de 1898 doit recevoir application (11).

§ IV. — ELABORATION D'UNE SOLUTION

De prime abord, ces conclusions paraissent logiques. Mais ne sont-elles pas, en réalité, inutilisables ? Nous pensons qu'il ne convient pas de retenir la sous-distinction de M. Sachet (12), elle ferait naître des difficultés inextricables. Le bien-fondé d'une action dépendra-t-il de faits aussi impalpables que la cause psychologique de l'acte de violence, ou que le caractère complaisant ou hargneux de l'agresseur ? Ce serait mettre les ayants droit dans une situation bien indécise !

Nous croyons déduire une solution préférable de la définition de l'accident du travail actuellement admise par la Cour de Cassation. Sans doute est un accident du travail celui survenu par le fait du travail (13), mais aussi celui qui s'est produit sur le lieu et pendant le temps du travail, alors même qu'il ne serait

(11) Dans le sens d'une distinction semblable, des arrêts déjà anciens : Douai 7 août 1900 - D. P. 1901-2-85.

Nancy 11 juin 1902 D. P. 1903-2-429.

Paris 24 juillet 1903 D. P. 1905-2-477.

(12) Dans ce sens arrêt précité de la Ch. Civ. 25 mars 1931 aux termes duquel « il importe peu que l'agression ait été motivée par un fait étranger au travail. »

(13) Le lien d'ailleurs peut être assez lâche : un arrêt de la Ch. des Req. en date du 2 juin 1913 (D. P. 1915-1-44) considère même comme se rattachant au risque professionnel l'attentat commis, même en dehors de l'atelier, par un ouvrier sur son contremaître, par suite d'une discussion où le meurtrier aurait reproché à sa victime un zèle excessif pour les intérêts du patron.

pas possible d'établir qu'il aurait pour origine un fait inhérent au travail (14).

Ainsi la sous-distinction de M. Sachet ne se justifie guère. En réalité, le risque professionnel est ici constitué par la vie commune, le travail commun imposé à la victime comme à l'agresseur.

On peut noter que la motion de faute inexcusable pourrait intervenir dans le cas où il serait prouvé que la rixe serait issue des provocations conscientes de la victime.

La distinction entre l'acte criminel du patron et celui du préposé se justifie beaucoup mieux : l'accident causé par le préposé peut fort bien être considéré comme un accident du travail, puisqu'il est en quelque mesure la conséquence du choix du patron et de la présence dans l'entreprise d'un élément perturbateur. Mais lorsque l'accident est provoqué par le patron lui-même, l'application de la loi de 1898 constituerait pour lui un moyen de protection qui répugne à l'équité et qui est contraire certainement à la volonté du législateur.

On considérera d'ailleurs qu'au point de vue pratique cette solution serait favorable aux ayants droit dont l'action atteindrait dans les deux cas une personne plus généralement solvable. Elle leur permettrait d'obtenir dans le cas de l'acte criminel du patron une réparation plus complète.

(14) V. Ch. Civ. 24 janv. 1933 (D. H. 1933-147) sur la définition de l'accident du travail.

Voir de même Cass. 29 oct. 1930 (D. H. 1930-606).

CHAPITRE V

LES AYANTS DROIT POUVANT AGIR CONTRE LE TIERS AUTEUR DE L'ACCIDENT

(Article 7 de la Loi de 1898)

Des dispositions aussi rigides que celles que nous venons d'envisager devaient rendre nécessaire un texte rétablissant l'application du droit commun dans un cas où l'accident est qualifié par la loi accident du travail, mais où il présente aussi les caractères d'un accident de droit commun comme ayant été causé par une personne étrangère à l'entreprise. Les ayants droit protégés par la loi de 1898 conservent leur action contre le chef d'entreprise ; mais indépendamment de cette action, « la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun » (1).

(1) Loi du 9 avril 1898, art. 7.

Ici apparaît une difficulté relative aux accidents mortels : Qu'entend-on par « représentants » de la victime ? Deux interprétations sont possibles : on peut entendre par représentants de la victime les ayants droit protégés par la loi de 1893, ou bien tous ceux du droit commun, c'est-à-dire toutes les personnes qui peuvent invoquer un préjudice, même un purement moral.

L'intérêt du choix entre ces deux explications possibles est d'autant plus grand que l'article 7 de la loi 1898 prescrit que l'indemnité allouée exonérera le chef d'entreprise à due concurrence et qu'elle sera fixée sous forme de rente. Cette dernière disposition est la conséquence de celle qui précède ; l'exonération du chef d'entreprise n'est, en effet, possible, que si l'indemnité allouée par lui et celle allouée par le tiers responsable sont calculées avec une commune mesure.

Si on admet à l'exercice de l'action prévue par l'article 7 des personnes que ne protège pas la loi de 1898, il ne peut plus être question d'exonération, et, par suite, la fixation sous forme de rente de l'allocation versée par le tiers ne présente plus d'intérêt.

Il faut remarquer que l'article 7, 1^{er} alinéa, admet une action exercée « conformément aux règles du droit commun ». Il constitue un retour aux règles normales pour chaque fois que le dommage est causé par une personne étrangère à l'entreprise.

Par suite il semble que l'on doive admettre cette opinion de M. Sachet (2) : « Par représentants de la

(2) Sachet « Les acc. du trav. » 7^e éd. T. I n° 535.

victime il faut entendre, non seulement les ayants droit spécifiés par l'article 3, mais encore les autres parents survivants, et, d'une façon plus générale encore, toutes personnes, même non parentes à qui le décès de la victime a causé un préjudice, ce préjudice ne fut-il que moral » (3).

Cependant, M. Loubat dans son traité sur le risque professionnel (4), explique ainsi la portée de l'article 7 : « L'article 7 ne s'occupe que des personnes auxquelles s'applique la loi de 1898, la victime de l'accident ou ses représentants et le chef d'entreprise. Il laisse de côté, bien entendu, tous ceux auxquels le risque professionnel est étranger. Ceux-là, uniquement réglés par le droit commun, n'ont pas besoin d'une disposition spéciale de notre loi pour demander la réparation d'un dommage. Ainsi les frères et sœurs et tous les autres parents ne bénéficiant pas de la loi de 1898 peuvent toujours demander à l'auteur de l'accident autre que le patron ou ses ouvriers et préposés, la réparation du préjudice qu'ils ont subi par suite de l'accident. »

Mais cette explication de l'article 7 est à repousser car les ayants droit non protégés par l'article 3 ont besoin d'un texte spécial pour recouvrer l'action du droit commun, puisque celle-ci est écartée par l'article 2 de la loi de 1898 chaque fois que l'accident envisagé est un accident du travail.

**

Quel que soit le sens à donner à l'expression « représentants de la victime », la Doctrine admet géné-

(3) Une solution semblable est adoptée par M. P. Garraud : « De la responsabilité du tiers auteur d'un accident du travail » p. 32.

(4) T. I - n° 1693.

ralement que les ayants droit qui peuvent exercer l'action de l'article 7 sont tous ceux du droit commun.

La jurisprudence a rarement adopté une thèse contraire. Il est vrai qu'un arrêt de la Cour de Paris du 14 novembre 1924 (5), a décidé que les frères et sœurs ne sont pas parmi les « représentants » de l'ouvrier victime d'un accident du travail mortel qui peuvent agir contre le tiers auteur de l'accident.

Mais la Cour de Cassation, Chambre des Requêtes, d'accord avec la doctrine, admet (6) « que l'action en responsabilité contre le tiers auteur d'un accident mortel causé au cours du travail est ouverte non seulement aux ayants droit de la victime énumérés par l'article 3 de la loi de 1898, lesquels ne peuvent obtenir que des indemnités sous forme de rentes servies par la Caisse Nationale des Retraites, et sur lesquelles le chef d'entreprise peut exercer son droit d'exonération, mais encore, conformément au droit commun, à toutes autres personnes auxquelles l'accident a causé un préjudice même moral, sans que le chef d'entreprise ait aucun droit sur les indemnités qui peuvent leur être allouées sous quelque forme que ce soit » (7).

La Chambre Criminelle (8) a rendu, dans les mêmes termes, une décision semblable au profit de la victime qui avait intenté une action contre le tiers auteur de l'accident malgré la présence d'un conjoint (9).

(5) Gaz. Pal. 1925, 2, 243.

(6) Req. 19 nov. 1930 ; Gaz. Pal. 1930-2-984.

(7) Il s'agissait en l'espèce de la fille de la victime âgée de plus de 16 ans.

(8) Ch. Crim. 29 Oct. 1931 - Gaz. Pal. 1931-2-958.

(9) En vertu du même principe un jugt. du trib. correctionnel de Marseille (23 mai 1929 - Gaz. Pal. 1929-2-146) a repous-

De ce principe que l'action de l'article 7 n'est autre que celle de droit commun, la Cour d'Appel de Toulouse a déduit cette conséquence que l'article 9 de la loi, qui autorise la reversibilité de la rente sur la tête du conjoint de l'accidenté du travail, est inapplicable (10).

sé l'action de la concubine contre le chef d'entreprise et a admis celle qu'elle avait intentée contre le tiers auteur de l'accident.

La Cour de Dijon (D. H. 1924-167) a reconnu à l'enfant agé de plus de 16 ans le droit d'intenter l'action de l'art. 7.

(10) 11 oct. 1911 - D. P. 1912-2-45.

CHAPITRE VI

LES REPRESENTANTS DES OUVRIERS ETRANGERS

(Article 3 in fine)

Si la loi de 1898 protège les accidentés étrangers aussi bien que les nationaux, pourvu toutefois qu'ils ne quittent pas la France (1), il n'en est pas toujours de même pour les ayants droit lorsque l'accident a été mortel.

« ...Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger, lit-on dans l'article 3 de la loi, ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

On considérera toute la portée de cette disposition si l'on songe au nombre important d'ouvriers étran-

(1) Art. 3, par c. al. 6 de la loi du 9 avril 1898 : « Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée ».

gers qui travaillent en France. Le législateur, pour en atténuer la rigueur, a prévu la possibilité de déroger au principe qu'elle établissait :

« Les dispositions des trois alinéas précédents pour-
» ront toutefois être modifiées par des traités dans la
» limite des indemnités prévues au présent article,
» pour les étrangers dont les pays d'origine garanti-
» raient à nos nationaux des avantages équivalents. »

SECTION I

LES TRAITES BILATERAUX ET LE PROJET DE CONVENTION ADOPTE PAR LA CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL DANS SA 7^e SESSION (1925)

Il ne semble pas qu'il faille attacher à ce dernier alinéa une bien grande importance, car elle constitue seulement une application du principe général établi par l'article 11 du Code Civil :

« L'étranger jouira en France des mêmes droits ci-
» vils que ceux qui sont accordés aux Français par
» les traités de la nation à laquelle cet étranger ap-
» partiendra. »

En d'autres termes pour que soient accordés en France des avantages semblables aux étrangers et aux nationaux, il est exigé une double réciprocité : législative et diplomatique.

Plusieurs traités furent signés entre la France et divers pays. Mais on ne pouvait arriver par un moyen aussi lent à l'unification des diverses législations ou-

rières qu'exigeait pourtant l'intérêt social. On ne pouvait non plus penser sérieusement à atteindre le même but en modifiant les lois nationales.

C'est seulement après la guerre que fut mis à la disposition des Etats un système vraiment utile. Le Traité de Versailles créait, en effet, dans ses articles 387 et suivants la Conférence Internationale du Travail et le Bureau International du Travail, deux organismes qui devaient permettre de résoudre la difficulté.

Dans sa 7^e session (2), la C. I. T. adoptait un projet de convention qui créait l'assimilation des étrangers aux nationaux en matière d'accidents du travail.

L'article premier énonce le principe de cet accord :

« Tout membre de l'organisation internationale du
 » travail qui ratifie la présente convention s'engage à
 » accorder aux ressortissants de tout autre membre
 » ayant ratifié ladite convention, qui seront victimes
 » d'accidents du travail survenus sur son territoire,
 » ou leurs ayants droit, le même traitement qu'il assure à ses propres ressortissants en matière de réparation des accidents du travail. Cette égalité de
 » traitement sera assurée aux travailleurs étrangers
 » et leurs ayants droit sans aucune condition de résidence... ».

Pour la procédure de la ratification la convention se borne à adopter celle que prévoit le Traité de Versailles : une inscription au secrétariat de la S. D. N.

« Les ratifications officielles de la présente convention, dans les conditions prévues à la partie XIII du

(2) Tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925.

» Traité de Versailles et aux parties correspondantes
» des autres traités de paix, seront communiquées au
» secrétariat de la Société des Nations et par lui en-
» registrées » (3).

Il convient de noter un troisième point important : l'accord devait naître et se substituer au simple projet dès le moment où deux ratifications auraient été enregistrées . « La présente convention, lit-on dans » le projet, entrera en vigueur dès que les ratifica- » tions de deux membres de l'organisation interna- » tionale du travail auront été enregistrées par le se- » crétariat général... » (4).

Il paraît donc que la France devait être engagée dès le jour de sa ratification (5) avec les Etats qui avaient

(3) Art. 5 de la Convention.

(4) Art. 6 de la Convention.

(5) Le Gouvernement français a été autorisé à ratifier la convention par la loi du 30 mars 1928 :

« Article unique *Le Ministre des Affaires Etrangères est autorisé à adresser au secrétariat de la S. D. N. la communication prévue à l'article 45 (al. 7) du Traité de Versailles et concernant le projet de convention sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail*, adopté par la Conférence internationale du travail au cours de sa 7^e session, tenue à Genève du 15 mai au 10 juin 1925 — Une copie authentique de ce document sera annexée à la présente loi ».

(5 bis) La Convention ne supprime pas la nécessité d'une réciprocité législative, en ce sens que, pour qu'elle crée une obligation entre deux états, il est nécessaire que ces derniers possèdent un régime de réparation spécial au risque professionnel — La Convention laisse d'ailleurs de côté les divergences qui peuvent exister entre ces législations. L'art. 3 dispose que les « membres qui ratifient la présente convention et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurances forfaitaires des accidents de travail conviennent d'instituer un tel régime dans un délai de trois ans à dater de leur ratification... »

déjà accompli cette formalité, et avec ceux qui l'accompliraient plus tard à partir du jour de la ratification de ces derniers.

SECTION II

PORTEE DE LA CONVENTION DE GENEVE

On a pourtant soutenu que l'adhésion de la France à la convention de 1925 n'entraînait pas en droit interne l'assimilation des étrangers aux nationaux, et on a refusé aux ayants droit qui résidaient à l'étranger au moment de l'accident les rentes prévues par la loi de 1898. Ainsi la convention de Genève ne rendrait pas inutiles les traités bilatéraux prévus par l'article 3 de la loi.

La jurisprudence est hésitante et la Cour de Cassation n'a pas encore tranché le conflit.

§ 1. — *INTERPRETATION ADMINISTRATIVE*

Le Gouvernement a donné une interprétation toujours semblable de la Convention de Genève et rejeté la thèse qui combat son application.

Au « Journal Officiel » du 26 mars 1929 (6) paraissait un avis du ministre du Travail qui concernait l'adhésion que l'Espagne venait d'apporter (6 bis) :

(6) J. O. du 26 mars 1929, p. 3561.

(6 bis) La difficulté va disparaître en ce qui concerne l'Espagne. En effet, au J. O. du 17 janvier 1934, a paru le texte

« L'Espagne ayant ratifié la convention concernant
» l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et
» nationaux en matière de réparation d'accidents du
» travail adoptée par la Conférence Internationale
» du Travail dans sa 7^e session tenue à Genève du
» 19 mai au 10 juin 1925, et cette ratification ayant
» été enregistrée le 22 février 1929 par le Secrétariat
» Général de la Société des Nations, *les ressortissants*
» *de l'Espagne victimes, à partir du 22 février 1929,*
» *d'accidents du travail sur le territoire français mé-*
» *tropolitain, ou leurs ayants droit, jouiront des mé-*
» *mes droits et garanties que les travailleurs fran-*
» *çais.* »

Peu de temps après, une nouvelle note annonçait dans les mêmes termes la ratification du Portugal (7).

Enfin, adoptant une interprétation semblable, le Garde des Sceaux a adressé aux Parquets Généraux

d'un traité Franco-Espagnol, signé le 2 novembre 1932, ratifié le 28 déc. 1933 et entré en vigueur le 29 déc. 1933.

Art. 3. — « Sont levées pour les travailleurs espagnols, les restrictions prévues par la législation française concernant la réparation des accidents dont les travailleurs sont victimes dans leur travail, à l'égard des travailleurs étrangers, ainsi que de leurs ayants droit ne résidant pas ou ayant cessé de résider sur le territoire français.

Par mesure de réciprocité, les restrictions prévues par la législation espagnole, en ce qui concerne les travailleurs étrangers victimes d'accidents de travail en Espagne, seront levées pour les travailleurs français, ainsi que pour leurs ayants droit ne résidant pas ou ayant cessé de résider sur le territoire espagnol.

Les mesures d'application de la présente disposition seront réglées par un arrangement spécial. »

(7) J. O. du 14 avril 1929. Ratification en date du 27 mars 1929.

une circulaire ainsi conçue dans sa partie essentielle : (8)

« Monsieur le Ministre du Travail me prie de vous
» faire connaître qu'aux termes d'une Convention
» Internationale du Travail, signée à Genève le 10
» juin 1925, les nations contractantes se sont enga-
» gées à assurer aux étrangers victimes d'un accident
» du travail survenu sur leur territoire ou à leurs
» ayants droit, le même traitement qu'à leurs ressor-
» tissants en matière de réparation des accidents du
» travail. Cette égalité de traitement doit être accor-
» dée sans aucune condition de résidence (article
» premier). — L'article 6 de la Convention prévoit
» son entrée en vigueur pour chaque nation adhéren-
» te, à partir du moment où la ratification de l'ac-
» cord par cette nation aura été enregistrée au Secrétariat
» Général de la Société des Nations. — En
» France, cette convention a été ratifiée par la loi du
» 30 mars 1928 et promulguée par le décret du 16 mai
» 1928 (J. O. du 30 mai 1928, p. 5650). La ratification
» de l'Etat français a été enregistrée au Secrétariat
» Général de la S. D. N. le 4 avril 1928. — En con-
» séquence de ces dispositions, les sujets des Etats
» ayant adhéré à la convention antérieurement au 4
» avril 1928, qui ont été victimes, en territoire fran-
» çais, d'un accident du travail postérieurement à
» cette date, bénéficient des mêmes droits que les
» travailleurs français, au point de vue de la législa-
» tion sur les accidents du travail. — Pour les autres
» Etats dont la ratification est intervenue après le 4
» avril 1928, le bénéfice de la convention est acquis

(8) Note du Parquet Général de Montpellier, 3 octobre 1930,
n° 1124.

» à leurs nationaux à partir de la date d'enregistre-
» ment de leur adhésion... »

§ 2. — JURISPRUDENCE

On a opposé, à juste titre d'ailleurs, que cette interprétation ne peut avoir qu'une portée bien faible, car elle ne saurait lier les tribunaux d'ordre judiciaire. Ils ont, en effet, tout pouvoir pour apprécier les traités dans la mesure où ces derniers intéressent des litiges d'intérêt privé.

La Cour de Cassation ne s'étant pas encore prononcée, la jurisprudence s'est divisée en deux camps nettement délimités.

Les principales décisions qui se prononcent contre l'application en droit privé de la convention de Genève sont les suivantes :

1° Un jugement du Tribunal de Briey du 10 juin 1930 (9) qui décide que la convention « constitue » simplement un engagement international qui doit » se traduire dans la législation nationale des parties » pour produire effet. »

2° Un jugement du Tribunal de Muret, du 23 juin 1932, aux termes duquel « la convention de Genève » n'a pas eu pour effet d'abolir le régime des traités » de réciprocité et d'instaurer un régime de récipro- » cité automatique (10), se substituant à des négocia- » tions précises et adaptées ».

(9) Journ. Clunet, 1930, p. 329.

(10) Suivant l'expression de M. le Professeur Barthélemy-Raynaud.

3° Un jugement du Tribunal d'Oran en date du 5 novembre 1932 (11).

4° Enfin un arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 4 mars 1933 (12), d'ailleurs frappé d'un pourvoi en cassation, et qui décide que « la convention apparaît » comme un engagement international d'arriver à » une législation uniforme des accidents du travail, » engagement qui doit se traduire dans la législation » nationale de chaque partie pour produire effet, » qu'il semble bien ainsi qu'il faudra toujours un » traité pour appliquer la partie finale du paragraphe 2 de l'alinéa premier de la convention. »

Dans le camp adverse, on peut noter les décisions suivantes :

1° Un jugement du Tribunal d'Orléans du 22 mai 1930 (13) ;

2° Un arrêt de la Cour de Riom du 24 décembre 1930 (14) ;

3° Un jugement du Tribunal de Saint-Nazaire du 19 novembre 1932 (15) ;

4° Un arrêt important de la Cour d'Appel de Paris, du 9 janvier 1933 (16) qui décide que l'article premier de la convention « formule la réciprocité d'un engagement ferme sans allusion à la nécessité de » traités bilatéraux particuliers ; que ceux-ci n'y

(11) Gaz. Pal., 1933, I, 186.

(12) Arrêt non publié.

(13) Journ. Clunet, 1930, p. 329.

(14) S., 1931, 2, 54.

(15) Gaz. Pal., 1933, I, 444.

(16) Gaz. Pal., 1933, I, 436. Rapport de M. Lyon-Caen.

» sont visés, à la fin de l'article premier, que pour
» régler certaines modalités nées du principe posé de
» l'égalité de traitement telles que les garanties de
» paiement des indemnités — que l'intention des
» parties contractantes précisée dans l'article 8 et
» résultant des publications officielles édictées par le
» B. I. T. a été d'éviter le procédé long et complexe
» des traités bilatéraux par l'admission du principe
» général de l'égalité des droits et de l'assimilation
» complète des étrangers aux nationaux ; que se
» conformant à l'article 405 du Traité de Versailles,
» les contractants dont faisaient partie la France et
» l'Espagne, ont, non pas formulé une recommanda-
» tion soumise à un acte législatif interne de chaque
» pays mais établi une convention internationale su-
» jette à simple ratification des Etats.

» — Que ce but et cet esprit de la convention ont
» été mis en évidence dans les travaux préparatoires
» de la loi du 30 mars 1928...

» — Que le Gouvernement français a fait sienne
» cette interprétation ; qu'il n'a cessé d'admettre que
» les sujets des Etats ayant adhéré à la convention,
» bénéficiaient des mêmes droits que les travailleurs
» français ; qu'il l'a déclaré notamment dans les cir-
» culaires de la Chancellerie...

» — Qu'il ne résulte pas des traités particuliers pas-
» sés postérieurement à 1925 avec trois Etats que le
» ministère des Affaires Etrangères ait adopté une
» interprétation différente ; que le traité du 21 mai
» 1927 avec la Belgique a précédé l'adhésion des deux
» nations à la convention de Genève ; que lors du
» traité du 28 janvier 1930 avec la Roumanie, celle-ci
» n'avait pas encore ratifié la convention ; qu'enfin
» la convention rend superflus les traités mais ne les
» prohibe pas.

» — Enfin que les lois espagnoles des 30 janvier 1900 et 10 janvier 1922 ont institué un régime d'indemnisation professionnelle et forfaitaire en matière d'accidents du travail... ».

5° Notons enfin un arrêt de Montpellier, du 13 décembre 1933, qui marque un revirement dans la jurisprudence de cette Cour (17).

§ 3. — DISCUSSION

Si l'on prétend que, malgré la convention de Genève des traités bilatéraux sont nécessaires entre les Etats pour que soient assimilés les étrangers aux nationaux, il est difficile d'expliquer la raison d'être de cette convention. Celle-ci vise à l'unification de la législation, elle est inutile si, malgré elle, des traités spéciaux s'imposent. Elle avait justement pour but, nous semble-t-il, de les supprimer.

1° Si l'on considère le Traité de Versailles dans son article 405, on voit que lorsque la C. I. T. adopte une proposition, elle peut la revêtir de deux formes (18) :

Elle peut tout d'abord présenter le texte comme une « recommandation ». Celle-ci est soumise à chaque Etat membre de la S. D. N. et constitue une sollicitation de modifier la législation nationale suivant un modèle type.

(17) Arrêt non publié.

(18) « Si la Conférence se prononce pour l'adoption des propositions relatives à un objet à l'ordre du jour, elle aura à déterminer si ces propositions devront prendre la forme : a) d'une « recommandation » à soumettre à l'examen des membres, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement ; — b) ou bien d'un projet de convention internationale, à ratifier par les membres »...

Elle peut, d'autre part, présenter le texte sous forme de « projet de convention internationale ». Et c'est le cas de la convention de 1925. Les Etats s'engagent par leur adhésion à un même texte, ils se groupent pour adopter une solution semblable. Il ne s'agit plus d'un simple conseil, d'une simple recommandation, mais bien plutôt d'engagements réciproques, d'un véritable traité.

2° On a dit que la preuve de la nécessité des traités spéciaux résultait du fait que de tels traités ont été signés par la France avec d'autres pays. Et on a cité les traités franco-belge, franco-roumain, franco-autrichien (19).

Parmi les Etats avec lesquels la France a signé des accords particuliers, la plupart n'avaient pas adhéré à la convention, mais il faut reconnaître que certains avaient, au contraire, procédé à cette adhésion.

On doit répondre que si, comme nous le pensons, ces traités ne sont plus nécessaires depuis la convention de Genève, ils ne sont pas pour cela prohibés et peuvent présenter parfois une utilité comme cela résulte du deuxième alinéa de l'article premier de la convention :

« Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et leurs ayants droit sans aucune condition de résidence. Toutefois, en ce qui concerne *les paiements* qu'un membre ou ses ressortissants auraient à faire en dehors du territoire du dit membre, en vertu de ce principe, les dispositions à prendre seront réglées, *si cela est nécessaire*, par des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés. »

(19) Signés respectivement le 21 mai 1927, le 28 janvier 1930 et le 27 mai 1930.

3° Enfin on a soutenu, et c'est la thèse de M. le Professeur Barthélémy-Raynaud, que, avant la promulgation d'une convention internationale, la loi interne doit être mise en harmonie avec cette convention, et qu'en la circonstance, la loi du 9 avril 1898 n'ayant pas été modifiée, la convention de Genève contenant des dispositions contraires, ne peut recevoir application en droit privé.

Cette opinion nous paraît en désaccord avec les principes généraux du droit international privé (20).

Sur le terrain du droit public, un traité produit effet lorsqu'il a été ratifié.

Pour que ses dispositions soient exécutoires à l'intérieur du pays, il faut de plus qu'il ait été *promulgué* et *publié*. (Et il faut entendre par promulgation l'acte par lequel le chef de l'Etat atteste au corps social l'existence de la loi et en ordonne l'exécution). A partir de ce moment on peut dire que le traité est devenu une loi.

Or, en fait, la convention de Genève a été ratifiée par la loi du 30 mars 1928, promulguée par décret du 16 mai 1928, enfin publiée au « Journal Officiel » (21).

(20) Niboyet : Rev. droit int. privé, 1929, p. 592 et s.

Valéry : Traité de droit inter. privé, n° 449.

Pillet et Niboyet : Manuel de droit int. privé, 2^e édit., n° 15 et 32.

(21) Décret du 16 mai 1928.

Article premier. — « Le Sénat et la Chambre des Députés ayant approuvé le projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, adopté par la Conférence Internationale du Travail, au cours de sa 7^e session, tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925 ; et une copie certifiée conforme de cette loi du 30 mars 1928, adressée au Secrétariat Général de la S. D. N., pour valoir ratification, ayant été enregistrée par lui le 4 avril 1928, ledit

De ce fait, elle est donc devenue une loi susceptible de modifier, sans aucun remaniement de texte, les dispositions contraires que pourraient contenir les lois antérieures.

On doit aller plus loin et dire que la convention n'a apporté aucune modification à l'article 3 de la loi de 1898.

Ce dernier texte prévoit la possibilité d'écarter les dispositions restrictives, et défavorables aux ayants droit étrangers, qu'il contient, par le moyen de traités. On a seulement substitué un traité à multiples signatures aux traités bilatéraux prévus par la loi et généralement usités à l'époque où elle a été rédigée. Il s'agit d'une simple amélioration de procédure dans la confection des accords internationaux. Et on peut se demander pourquoi un traité à multiples signatures tel que la convention de 1925 aurait moins d'effet qu'un traité bilatéral.

En résumé, il semble logique d'admettre que la convention de 1925 a eu pour effet d'assimiler étrangers et nationaux dans les divers Etats qui ont adhéré (22), à condition toutefois que ces contractants possèdent une législation spéciale sur le risque professionnel (23).

projet de convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution... » (suit le texte de la Convention).

(22) Il faut adopter la même solution pour le cas où un ouvrier victime d'un accident du travail et bénéficiaire d'une rente quitte le territoire français.

(23) Une difficulté peut naître sur l'interprétation de l'art. 3 de la Convention : il y a lieu de se demander si les ressortissants des Etats qui ont adhéré, mais qui ne possèdent pas encore de législation sur les accidents du travail, sont protégés par la Convention pendant le délai de trois ans, que cette dernière prévoit dans son art. 3.

TROISIEME PARTIE

**PERSONNES
ACQUERANT LE DROIT D'AGIR
DU CHEF DE LA VICTIME
OU PAR L'EFFET DE SA VOLONTE**

Les ayants-droit ont souvent recherché à bénéficier des avantages que pouvait offrir l'action qui appartenait à la victime de son vivant. L'objet de cette troisième partie sera de rechercher s'ils peuvent l'exercer et si réellement ils sont susceptibles d'en tirer profit.

Généralement, ils invoqueront leur qualité d'héritiers et exposeront que l'action de la victime leur est parvenue dans le patrimoine dont ils sont saisis. Mais parfois aussi, la jurisprudence, par le moyen de présomptions, leur reconnaîtra certains avantages, sans exiger d'eux cette qualité.

On peut donc supposer les ayants droit, dans certaines circonstances, en possession de deux actions qu'ils exerceraient, l'une en leur propre nom et afin

d'obtenir réparation du préjudice qu'ils auraient personnellement subi, l'autre au nom de la victime et afin d'obtenir les dommages-intérêts que celle-ci aurait elle-même revendiqués. Dans d'autres circonstances, ils possèderaient une action qui présenterait les avantages combinés des deux précédentes.

Dans les deux chapitres qui vont suivre, nous examinerons ces actions tour à tour suivant que l'accident a fait naître, à la charge de son auteur et au profit de la victime, une responsabilité délictuelle ou contractuelle.

CHAPITRE I

EXERCICE DE L'ACTION DELICTUELLE TRANSMISE PAR LA VICTIME

Certains ayants droit peuvent bénéficier de l'action qui appartenait à la victime : ce sont les héritiers. Ils peuvent l'intenter parce que l'accidenté la leur a transmise dans son patrimoine. Mais aussi ils peuvent, comme tous les autres ayants droit, introduire une action qui leur est propre et qui vise à la réparation du dommage qu'ils ont personnellement subi.

Dès l'abord, une première difficulté apparaît. Peut-on dire toujours qu'une action ait pris naissance au profit de la victime elle-même et qu'ainsi elle ait pu être transmise à l'ayant droit héritier.

On a parfois distingué le cas où la victime est morte dans l'accident même, c'est-à-dire subitement, de celui où elle a survécu quelque temps. Dans la première hypothèse, a-t-on dit, aucun droit n'a pris naissance au profit de la victime ; les héritiers, par suite, ne

sauraient en recevoir aucun ; dans la seconde, la victime n'a pas intenté l'action par négligence, ou n'a pu la mener à terme faute de temps ; elle la transmet à ses héritiers (1).

Cette distinction ne peut faire naître dans la pratique que de graves difficultés. Saura-t-on, dans des cas très nombreux, si la victime a survécu à l'accident, et devra-t-on calculer si le temps de survie a été suffisant pour permettre la naissance d'un droit ou l'exercice d'une action ?

Certains auteurs ont soutenu qu'il convient de supposer toujours un intervalle, aussi minime soit-il, entre l'accident et le décès (2). Mais on peut leur objecter que lorsque l'accident et le décès sont séparés dans le temps, il est vrai que chacun de ces deux événements fait naître une action : le premier, celle de la victime, le second celle que les héritiers peuvent intenter en leur propre nom. Au contraire, lorsque la mort et l'accident sont simultanés, il existe en réalité un seul et même événement qu'il paraît arbitraire de diviser en deux éléments dont chacun ferait naître une action (2 bis).



Si l'on admet, qu'aussi foudroyante que soit la mort de la victime, un droit peut naître à son profit, il n'est

(1) Voir : Besançon, 1^{er} déc. 1880 - S. 81, 2, 20. — Trib. Seine, 9 janvier 1872 - S. 81, 2, 21. — Amiens 10 juill. 1901 - S. 1902, 2, 8. — Trib. Toulouse, 17 Avr. 1902 - S. 1905, 2, 81. — Trib. Corr. Seine, 7 Fév. 1920 - Gaz. Trib. 11 Avr. 1920. — Voir R. P. Dalloz, Respons. Civile, n° 587.

(2) P. Esmein sous Req. 10 avril 1922 - S. 1924, 1, 153. — Lacoste sous Trib. Toulouse 17 avr. 1902 - S. 1905, 2, 81. — Voir Angers 13 Mai 1929 - D P. 1929, 2, 161.

(2 bis) Nous retrouverons cette question dans le chapitre suivant.

pas certain pour cela que, par sa nature, ce droit puisse faire partie du patrimoine transmis aux héritiers.

1° Tout d'abord le dommage peut consister dans une atteinte physique à la personne de la victime et aussi la douleur qu'elle a subie.

On rencontre des décisions qui reconnaissent la transmission d'une action née de ce dommage (3), mais il nous paraît qu'on ne doit pas l'admettre. M. P. Esmein fait remarquer à juste titre, que « pour des souffrances physiques ou morales et des privations causées au défunt par le fait illicite, une indemnité allouée à l'héritier ou au légataire serait un gain illicite » (4).

Même dans le cas où la victime aurait introduit l'action avant de mourir, il ne nous paraît pas, comme on l'a parfois soutenu, que l'action pourrait être continuée par les héritiers (5).

Invocera-t-on que le droit romain adoptait une telle solution en admettant que, si elles ne pouvaient être intentées par les héritiers, les actions personnelles (et, en particulier, l'action d'injure), pouvaient être poursuivies par eux dans le cas où elles avaient été introduites par la victime avant son décès ? Il conviendrait alors de remarquer qu'en droit romain il s'agissait d'exercer une vengeance plutôt que d'obtenir la réparation d'un dommage.

(3) Dans ce sens Trib. Seine 9 janvier 1879 - S. 1881, 2, 21.
Trib. Toulouse 17 avril 1902 - S. 1905, 2, 81.

(4) P. Esmein dans le traité de droit civil Planiol et Ripert, T. 6, n° 658. — Demogue, Traité des obligations, T. 4, n° 536.

(5) Il s'agit seulement de dommages résultant d'un accident. Dans le cas de diffamation ou d'injures, cette transmission serait admissible ; voir cependant l'article 34 de la Loi sur la Presse.

2° Le dommage purement pécuniaire fait naître incontestablement dans le patrimoine de la victime un droit qui sera transmis aux héritiers (6).

Mais il faut se montrer très réservé sur la portée de l'action ainsi transmise. Ce que l'héritier peut demander à l'auteur de l'accident au nom de la victime se borne à très peu de chose. Peut-être pourra-t-il demander le paiement de la rente viagère que la victime aurait pu recevoir pendant le court délai qui a séparé l'accident du décès.

Pourra-t-il réclamer le remboursement des frais funéraires et de dernière maladie ? On peut en douter. Car ceux-ci sont indépendants de l'accident et sont une charge de la succession ; et l'actif successoral n'aurait pu se transmettre que déduction faite de ces frais (7). On ne saurait donc considérer sans réserves la thèse adoptée par la Cour de Cassation (8). Et il semble que, logiquement, on ne devrait accorder réparation que des frais anormaux causés spécialement par l'accident.

Lorsque l'actif successoral fait défaut ou est insuffisant, les frais funéraires incombent à ceux qui sont tenus aux aliments. Réparation sera accordée à l'ayant droit héritier, mais en vertu d'une action qui lui est propre et qui naît du préjudice qu'il a subi personnellement. Encore peut-on se demander si un dommage a été causé, ou si ce prétendu dommage ne résulte pas, en réalité, de l'obligation alimentaire plu-

(6) Req., 10 avril 1922 - D. P. 1923, 1, 52 (1^{re} esp.).

(7) Traité de Droit civil, Planiol et Ripert, T. IV, n° 356 (MM. Maury et Vialleton).

(8) V. note Voûrin sous Crim. 28 Fév. 1930 D. P. 1930, 1, 49. Lalou « La Responsabilité civile », n° 187 et 188. — Note Lalou sous Req. 10 avril 1922 - D. P. 1923, 1, 52.

tôt que de la faute génératrice de l'accident (9). Tout au plus pourrait-on dire, suivant les termes de la Cour de Cassation, que cette faute « a eu pour conséquence de substituer une dette immédiatement exigible à une obligation aussi aléatoire qu'éventuelle. »

On peut enfin, pour être complet, supposer le cas où celui qui a fait procéder aux funérailles du *de cuius* n'est ni héritier ni débiteur d'aliments. On lui reconnaîtra une action comparable à celle qu'accordait le droit romain (*actio funeraria*) (10). Le cas le plus fréquent est celui où il a été pourvu par une concubine aux obsèques de la victime qui ne laisse aucune succession. Il y a lieu, semble-t-il, de mettre à la charge de l'auteur de l'accident les frais avancés par cette concubine, surtout si l'on pense que le concubinage ne fait naître aucune obligation. C'est dans ce sens que s'est prononcée la Chambre Criminelle, dans un arrêt en date du 28 février 1930 (11).

L'action intentée par l'ayant droit au nom de la victime dont il est héritier, ne présente pas, nous venons de le voir, de très grands avantages. Plus précisément, dans le cas où l'accident et le décès sont concomitants, on ne sait trop quel en peut être l'objet, et il paraît difficile de concevoir que la victime ait subi un dommage indépendant de la mort.

Aussi le plus souvent l'ayant droit ne se prévaudra-t-il pas de sa qualité d'héritier, préférant intenter une

(9) V. Ripert sous D P. 1921, 2, 17. — P. Esmein sous S. 1930, 2, 17.

(10) Digeste L. 11, T. 7, lois 1 et 14.

(11) D P. 1930, 1, 49.

action qui tende à réparer le dommage qu'il a personnellement subi.

L'indépendance de cette action à l'égard de celle de la victime a été mainte fois affirmée :

C'est ainsi qu'il est admis par la jurisprudence que la décision rendue à l'égard de la victime ne lie en rien les ayants droit ; que ceux-ci ne sont pas liés par la transaction qu'elle aurait acceptée (12) ; qu'enfin, s'ils ont intenté une action en son nom, ils ne seraient pas admis à demander, pour la première fois en appel, réparation des dommages qu'ils ont subi personnellement (13).

(12) Cass. 21 avril 1913 - D P. 1914, 1, 5.

(13) Limoges 5 juin 1928 - Gaz. Pal. 1928, 2, 764.

CHAPITRE II

DETERMINATION DES AYANTS DROIT AU CAS OU L'ACTION DE LA VICTIME EST DE NATURE CONTRACTUELLE

SECTION I

LA QUESTION DES AYANTS DROIT DEPUIS LA RECONNAISSANCE DU CARACTERE CONTRACTUEL DE LA RESPONSABILITE DANS LE TRANSPORT DE PERSONNES RETRIBUE

En fait, les difficultés que nous allons envisager se présentent le plus souvent à la suite de dommages causés par des accidents de chemin de fer. Il est particulièrement délicat de déterminer la faute du voiturier. Pour cela il faudrait faire des recherches techniques bien délicates et qui, généralement, échappent aux connaissances du demandeur. Comment faire la preuve des causes d'un déraillement, du mauvais

fonctionnement d'un signal, d'un affaissement de la voie ? « En réalité, écrit M. Josserand (1), tous les éléments du problème sont en la possession du voiturier qui, cependant, en sa qualité de défendeur, n'aura rien à prouver et pourra se contenter, armé de toutes pièces, abrité derrière un service parfaitement organisé, de parer les coups que lui portera un peu dangereux adversaire. »

**

Il parut nécessaire que la jurisprudence vint au secours de la victime, celle-ci ne pouvant trouver dans l'article 1382 qu'une protection illusoire.

D'abord on pensa à reconnaître une présomption. Mais il n'existait pas de présomption légale, et on ne songeait point encore à interpréter librement le premier paragraphe de l'article 1384. Pourtant ce malencontreux défaut de présomption légale est prévu par l'article 1353 du Code Civil : « Les présomptions qui ne sont point établies par la loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes... ». Ce texte paraissait d'une application commode, et la jurisprudence commença à considérer certains accidents comme portant en eux-mêmes le témoignage d'une faute. Elle reconnut l'existence de *faits fautifs*. Un déraillement ou une collision de trains fut considéré comme causé par une faute de la Compagnie.

La charge qui incombait à la victime fut singulièrement allégée : il suffisait d'établir les circonstances de l'accident et non sa cause.

(1) « Les transports » 2^e éd. n° 936 bis.

Mais l'article 1353 révéla des inconvénients symétriques aux avantages qu'il offrait ; son application était trop facile, ses termes trop souples ; et, les pouvoirs d'appréciation du juge se trouvant trop grands, la sécurité du demandeur était détruite de ce fait qu'il lui devenait impossible de prévoir l'issue du procès qu'il engageait.

Dans son dernier stade, la jurisprudence a placé sur le plan contractuel (article 1147, Code Civil), la responsabilité du transporteur. L'arrêt très important de la Chambre Civile du 21 novembre 1911, bientôt suivi des arrêts du 27 janvier et du 21 avril 1913 (2), assimile au transport des marchandises (article 1784 Code Civil), celui du voyageur. Le voiturier est tenu, en vertu du contrat de transport, de tous les risques auxquels est exposé le voyageur en cours de route (à moins que ne soit établie l'existence d'un cas fortuit ou d'une faute de la victime). Le premier contractant n'exécute pas son obligation s'il ne conduit pas l'autre sain et sauf à destination.

Cette jurisprudence aujourd'hui constante, surtout depuis les nombreux arrêts rendus par la Chambre Civile au cours des années 1921, 1922 et 1923 (3), a eu, on le conçoit, les plus grands effets sur l'action que peuvent intenter les ayants droit dans le cas d'accidents mortels survenus au cours d'un transport et principalement d'un voyage en chemin de fer.

**

Dès l'abord, il paraîtrait naturel que les personnes lésées par un accident mortel invoquent, pour obtenir

(2) D P. 1913, 1, 249.

(3) Civ., 10 mai 1921, 28 mars 1921, 20 juin 1921, 25 juillet 1922 et 28 février 1923 - D P. 1923, 1. 209.

réparation, la responsabilité délictuelle de l'auteur de cet accident.

Les avantages de cette action sont, en effet, très grands.

Une faute, même très légère, suffira à faire naître la responsabilité. Tout dommage même imprévu recevra réparation. Les ayants droit seront toutes les personnes que nous avons considérées dans la première partie de cette étude.

On saisira mieux encore l'importance de ces avantages si l'on examine le cas spécial où le billet de transport délivré à la victime contenait une clause d'irresponsabilité. Cette clause était opposable à la victime mais ne le sera pas aux autres ayants droit.

Citons, à titre d'exemple, le cas envisagé par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 27 juillet 1925 (4) :

Un voyageur avait été tué au cours d'un transport maritime. Sa mère intenta une action fondée sur l'article 1382 C. C. Le billet de passage contenait une clause d'irresponsabilité que le transporteur opposait à la demanderesse. De plus, cette dernière se voyait objecter que son action était prescrite en vertu de l'article 433 C. Com., cet article établissant une prescription d'un an « opposable à l'action des passagers contre le capitaine et les propriétaires du navire ayant pour cause un dommage ou retard éprouvé pendant le voyage. »

La Chambre des Requêtes décide : « que l'arrêt » ablaqué (5) a rejeté cette double exception en décidant avec raison que la dame G., sans se prévaloir du contrat de transport auquel son fils avait

(4) D. P. 1926, 1, 5.

(5) Rouen 16 Janv. 1924.

» été partie, était fondée à poursuivre, en vertu de
» l'article 1382 c. c., la réparation du préjudice per-
» sonnel que lui faisait éprouver la perte de ce fils,
» dont elle attribuait la cause à une faute délictuelle
» de la Société des Chargeurs Réunis ; — qu'appré-
» ciant ensuite les faits de la cause, l'arrêt déclare que
» la Société, si elle n'a contrevenu à aucun règlement
» à l'époque où elle a effectué son chargement, n'en
» a pas moins commis la plus grave des imprudences
» en accumulant sous la dunette arrière de son na-
» vire de grandes quantités de matières dangereuses,
» au milieu de 2.000 passagers, comprenant de nom-
» breux soldats qui fumaient librement à l'entour, de
» telle sorte qu'un violent incendie s'étant déclaré
» dans ces matières, G., comme d'autres passagers
» isolés à l'arrière par les flammes, a été contraint,
» pour éviter d'être brûlé vif, de se jeter dans les
» flots où il a trouvé la mort ; — que, de ces faits,
» souverainement constatés, l'arrêt attaqué a pu con-
» clure que la dame G. ayant rapporté la preuve qui
» lui incombait à raison de l'action qu'elle avait exer-
» cée, la Compagnie des Transports était personnel-
» lement responsable d'une imprudence constituant
» le délit prévu par l'article 319, Code Pénal, et du
» décès de G. qui en avait été la suite directe ; —
» qu'en statuant ainsi, il a justifié légalement la con-
» damnation à dommages-intérêts prononcée contre
» la Société des Chargeurs Réunis et n'a violé ni les
» textes ni les principes de droit visés au pour-
» voi » (6).

(6) Nous envisagerons plus loin s'il est possible à un ayant droit héritier de choisir entre l'action délictuelle et contractuelle. Il convient de noter d'ailleurs que l'arrêt n'indique pas si la demanderesse était héritière de la victime.

Il convient de remarquer que le transporteur, ne pouvant rechercher, au moment où il contracte avec le passager, quels seront les ayants droit qui pourront se présenter au cas d'un accident mortel, ne peut se garantir contre ceux-ci par une clause d'irresponsabilité insérée dans le billet.

Mais cette action délictuelle est souvent incapable de protéger suffisamment l'ayant droit.

Il faut noter tout d'abord que l'article 638 du C. I. C. soumet l'action civile en réparation d'un délit à la même prescription que l'action publique, c'est-à-dire à une prescription de trois ans.

Au contraire, une action fondée sur une responsabilité contractuelle se prescrit par trente ans. Dans ce sens, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 février 1910 (6) a reconnu « que les prescriptions édictées par » le C. I. C. ne s'appliquent aux actions civiles qu'au- » tant que ces actions ont exclusivement pour base » un crime, un délit ou une contravention ; mais qu'il » en est autrement lorsqu'il s'agit d'une action qui, en » dehors de tout fait délictueux, a son principe dans » un contrat antérieur à ce fait ou dans une disposi- » tion du droit civil. »

Cependant, c'est la difficulté à prouver l'existence d'une faute qui entraînera l'échec de l'action de l'ayant droit. Nous avons vu combien cette faute est délicate, voire même impossible à établir, lorsque la victime a trouvé la mort dans un accident de chemin de fer.

Aussi la jurisprudence a tenté de faire appel aux principes de la responsabilité contractuelle au profit des ayants droit que nous envisageons, comme elle l'avait déjà fait au profit de la victime.

(6) S. 1911, 1, 205.

SECTION II

EXERCICE DE L'ACTION CONTRACTUELLE DE LA VICTIME PAR SES AYANTS CAUSE

Aussitôt il apparaît que les ayants droit admis à profiter de l'action contractuelle seront des ayants cause de la victime.

§ I. — *HERITIERS*

Il faudra éviter de se heurter à la règle de l'article 1165 C. Civ. et, pour cela, il conviendra, dans les cas d'accidents mortels survenus au cours d'un transport, de distinguer deux actions : celle du droit commun (1382 C. Civil), qu'exerceront les ayants droit non héritiers, et celle née du contrat de transport (1147 C. Civil) transmise aux héritiers « ab intestat » ou au légataire universel.

De cette dernière action, on dira qu'elle est née dans le patrimoine de la victime et que les héritiers l'ont trouvée dans la succession.

Un arrêt de la Cour d'Angers (17), confirmé, mais avec adoption de motifs différents, comme nous le verrons plus loin, par la Cour de Cassation (18), reconnaît l'existence de cette action et en détermine la portée. Tout d'abord, il constate « que, sans mécon- » naître que la délivrance d'un billet à un voyageur » comporte par elle-même, et sans qu'il soit besoin

(17) 13 mai 1929 - D. P. 1929, 2, 161.

(18) Civ. 6 déc. 1932 - D. P. 1933, 1, 139.

» d'une stipulation expresse à cet égard, l'obligation
» pour une Compagnie de chemin de fer de conduire
» ce voyageur sain et sauf à destination et, par suite,
» en cas d'inexécution, celle de réparer le dommage
» résultant de cette inexécution, la Compagnie appe-
» lante prétend qu'en l'espèce, l'action de la dame V.
» ès qualité qu'elle agit, ne peut être admise que dans
» la mesure où elle tend au remboursement des dé-
» penses occasionnées par le décès du *de cujus* et ne
» saurait, en aucune manière, comporter l'allocation
» au profit de ses enfants et à son profit personnel de
» dommages-intérêts, à raison de la perte de leur
» père et mari ; qu'elle soutient à l'appui de ses pré-
» tentions : — 1° Que le contrat de transport est en
» réalité un contrat exclusivement attaché à la per-
» sonne et qu'en cette matière, le voyageur, en rai-
» son même de la nature particulière de la convention
» doit être réputé avoir uniquement stipulé pour lui-
» même, à l'exclusion de ses héritiers et ayants cau-
» se (article 1122, Code Civil) ; — 2° Qu'un pareil
» contrat s'éteint par la mort du voyageur et ne peut
» servir de base à une action posthume des héritiers
» basée sur l'article 1147, Code Civil. »

Ensuite l'arrêt répond « qu'en ce qui concerne le
» premier moyen, la Compagnie appelante oublie vo-
» lontairement que, lors de la formation du contrat
» dont s'agit, deux éléments ont été, en réalité, néces-
» sairement envisagés, d'abord l'objet proprement
» dit du contrat, c'est-à-dire l'obligation de transpor-
» ter, ensuite les conséquences éventuelles de l'inexé-
» cution dudit contrat. — Que, sans doute, en ce qui
» concerne l'objet même du transport, il est certain
» que le capitaine V. n'a pas stipulé pour ses héri-
» tiers ou ayants-cause, mais qu'il en est tout autre-

» ment en ce qui concerne les conséquences domma-
» geables pouvant résulter de l'inexécution du con-
» trat, et qu'il ne serait pas raisonnable de soutenir
» par exemple qu'il a entendu lors du contrat exclu-
» re ses héritiers du droit que pouvait leur donner
» l'article 724 C. Civil, d'invoquer, le cas échéant, le
» bénéfice de la convention. — Que les ayants droit
» ne sont pas des tiers, *qu'ils puisent leurs droits com-*
» *me le défunt qu'ils représentent, dans le contrat*
» *même de transport* ; qu'en réclamant au voiturier
» une indemnité destinée à compenser les revenus
» dont la mort de la victime les a privés, *c'est exac-*
» *tement comme si le défunt lui-même établissait que*
» *l'accident l'a privé des ressources nécessaires pour*
» *soutenir sa famille et élever ses enfants* ; qu'il s'agis-
» se donc de la blessure du voyageur, pour laquelle il
» fait valoir ses droits, ou de sa mort, pour laquelle
» il est représenté, c'est en vertu du contrat et par ap-
» plication de l'article 1147 que le voiturier est tenu
» de réparer le dommage. »

**

Il convient de faire à cet arrêt de sérieuses criti-
ques :

1° Ne faut-il pas, à la vérité, que la victime ait
d'abord eu le temps de recueillir l'action, c'est-à-dire
qu'elle ait survécu quelques instants à l'accident. Com-
ment résoudre le cas où la mort a été instantanée ?

Et la Cour d'Angers de répondre : « que si rapide
» et si soudaine que soit la mort, il est impossible de
» concevoir qu'il ne s'est écoulé aucun intervalle en-
» tre le décès et l'accident qui l'a déterminé ; que cet
» intervalle, ne fut-il que d'un millième de seconde,
» suffit incontestablement pour permettre la nais-

» sance de l'action en dommages-intérêts du vivant
» et sur la tête de la victime. »

Ce n'est pourtant là qu'une fiction, comparable à celle de la dévolution successorale dans le cas où plusieurs héritiers ont trouvé la mort dans le même événement (720-722, C. Civil), et souvent contraire à la réalité. N'est-il pas regrettable d'en ajouter une seconde à celle qui faisait considérer le voiturier comme engagé contractuellement avec le voyageur pour les dommages que le transport peut causer à celui-ci ? (19).

2° Peut-être la Cour d'Angers a-t-elle craint ces objections puisque l'arrêt ajoute timidement (ainsi que le remarque M. Josserand) « qu'on pourrait même aller plus loin et dire que, *dès la formation du contrat*, le capitaine V. avait acquis *un droit éventuel* » mais certain, à des dommages-intérêts en cas « d'inexécution dudit contrat et que, dès ce moment, le droit dont s'agit était entré dans son patrimoine où ses héritiers l'ont recueilli. »

C'est là une théorie bien subtile : il faudrait admettre que le contrat de transport lui-même fait naître des dommages-intérêts puisque le droit à ces dommages serait né avant que la faute contractuelle se fût produite.

Quel est ce droit éventuel qu'invoque l'arrêt ? *L'éventualité*, dit M. Josserand, c'est « un événement » en vue duquel l'opération a été conclue et sans la « réalisation duquel elle deviendra caduque » ; c'est, par exemple, la célébration du mariage pour les droits

(19) Aussi certaines Juridictions ont-elles décidé que dans ce cas les héritiers ne peuvent exercer qu'un recours direct. Dans ce sens, références citées plus haut.

nés du contrat qui la précède et établit un régime des biens.

L'éventualité ne paraît avoir à intervenir en aucune sorte dans la question qui nous occupe.

§ II. — EXTENSION A DES NON HERITIERS

Pour faire participer un plus grand nombre d'ayants droit au bénéfice du contrat de transport, on a tenté d'étendre la notion d'ayant cause à des non-héritiers.

C'est, en particulier, le but d'un arrêt de la Cour de Grenoble du 15 mars 1921 (20). Le défendeur opposait que, puisqu'il s'agissait d'une responsabilité contractuelle, seuls pouvaient l'invoquer qui étaient héritiers ou ayants cause de la victime, et que le mari de la victime, demandeur au procès n'avait pas cette qualité.

A quoi l'arrêt répond : « que si, aux termes de l'article 1165, Code Civil, les conventions ne nuisent ni » ne profitent aux tiers, on ne saurait considérer » comme des tiers, respectivement, les personnes » entre lesquelles la loi positive, sanctionnant la loi » préexistante de nature, a établi un lien d'assistance réciproque, le mari et la femme, les père et » mère et leurs enfants ; que, dans un contrat comme » le contrat de transport, qui met en jeu l'existence » même de la personne transportée, celle-ci représente au contrat non seulement ses héritiers, mais encore les personnes qui sont rattachées par le lien » naturel et légal susdit et qui, à ce titre, doivent être » rangées parmi ses ayants cause (article 1122, Code

(20) D. P. 1922, 2, 25.

» Civil) ; que, dès lors, ces personnes peuvent se
» prévaloir de l'inexécution de l'obligation et récla-
» mer la réparation du préjudice que cette inexécu-
» tion leur a causé. »

C'est là une conception vraiment trop large de la notion d'ayant cause. Le mari qui intentait ici l'action n'avait reçu de son épouse aucun droit. Et ce n'était pas en réalité la rupture du contrat de transport qu'il invoquait, mais bien plutôt le préjudice qu'il subissait lui-même. Il s'agissait de la réparation d'un quasi-délit du transporteur dont il était lui-même la victime.

SECTION III

DE L'OPTION DES AYANTS CAUSE DE LA VICTIME ENTRE LA RESPONSABILITE, CONTRACTUELLE ET LA RESPONSABILITE DÉLICTUELLE

Si l'ayant cause tire profit de la transmission de l'action contractuelle de la victime en ce qu'il n'a pas à prouver la faute de l'auteur de l'accident, il en subit aussi les inconvénients.

L'action délictuelle présente sur l'action née du contrat des avantages que nous avons envisagés plus haut : le dommage même imprévu entraîne réparation ; la faute même légère fait naître la responsabilité ; les clauses d'irresponsabilité contenues au contrat cessent d'être opposables ; il ne convient pas de distinguer le dommage indirect du dommage direct ; enfin le montant de la réparation peut être en fait beaucoup

plus élevé. De telle sorte que si l'héritier peut prouver la faute de l'auteur de l'accident il sera de son intérêt d'exercer l'action délictuelle.

Mais peut-il exercer cette action, le choix lui est-il permis, et l'héritier ne va-t-il pas, dans certaines circonstances, se trouver dans une situation inférieure à celle de non héritier ?

En réalité cette question est d'une portée beaucoup plus grande qu'il ne paraît dès l'abord. Elle revient à se demander si, lorsque la jurisprudence a reconnu au profit de la victime elle-même une responsabilité contractuelle du transporteur, elle a de ce fait rendu impossible l'action fondée sur la responsabilité délictuelle.

Notons aussitôt qu'il ne s'agit pas de reconnaître ou de refuser à la victime les avantages combinés de ces deux actions. Il a toujours été admis que celles-ci s'excluent l'une l'autre. Il s'agit d'un choix dont il convient de se demander s'il est possible.

§ I. — LA DOCTRINE

Deux opinions se sont formées dans la Doctrine, mais d'une très inégale importance. Car une très faible minorité parmi les auteurs est favorable au cumul des deux actions.

D'après M. Thaller « contre le délit toute réserve conventionnelle est impuissante. »

Et M. Planiol écrit dans une note au recueil Dalloz (7) : « La responsabilité conventionnelle vient s'ajou-

(7) sous Paris 17 janv. 1905 - D P. 1907, 1, 97.

» ter à la responsabilité établie par la loi et ne peut
» ni l'éliminer ni se substituer à elle, par la raison
» que la loi est antérieure à tous les contrats. L'obli-
» gation légale préexiste, et les parties contractantes
» peuvent seulement y ajouter quelque chose ; mais
» une obligation légale préexistante ne devient pas
» contractuelle par cela seul que des particuliers
» l'ont reproduite et versée, en quelque sorte, dans
» leur contrat. »

Très nombreux, au contraire, sont les auteurs qui se prononcent contre le cumul :

« Le contractant, écrit M. Josserand dans son traité
» sur les transports, se trouve dans une toute autre
» situation que le tiers ; il a été mis en rapport avec
» la chose objet du contrat, par la volonté de sa con-
» tre-partie ; c'est ce contrat qui a fait naître l'occa-
» sion du dommage actuellement causé, c'est donc
» lui seul qui doit en déterminer les conséquences »
(8).

« L'exécution de l'obligation du débiteur, écrit M.
» Becqué, n'intéresse que le créancier, et si celui-ci
» consent à courir le risque de l'inexécution, on ne
» peut soutenir que la loi doive veiller plus que lui-
» même à ses propres intérêts. La responsabilité con-
» tractuelle s'attaque à un droit dont les parties ont
» fixé l'étendue, c'est la convention seule qui en a
» déterminé les éléments » (9).

C'est aussi l'opinion de M. Labbé : « Entre les per-
» sonnes qui sont liées par le contrat et relativement
» à l'objet du contrat, toute question de faute doit

(8) De même : Traité de Droit civil positif français T. II.
page 233. Note sous Req., 14 déc. 1926 - D. P. 1927, 1, 105.

(9) « De la responsabilité du fait d'autrui en matière con-
tractuelle » Rev. trim. de droit civ. 1914, p. 251.

» être jugée d'après les clauses du contrat, d'après la
» volonté des parties » (10).

§ II. — LA JURISPRUDENCE

Le sens de la jurisprudence est plus malaisé à déterminer.

En 1885, la Chambre des Requêtes eut à juger si une femme dotale, en se refusant dolosivement à exécuter un contrat, commettait un délit donnant action à son créancier sur les biens dotaux. Elle décida que la dot ne pouvait être saisie, en reconnaissant non pas l'existence d'un délit ou quasi-délit mais l'inexécution dolosive d'un engagement contractuel (11).

Plus tard, un arrêt de la même Chambre, du 21 janvier 1890, et concernant l'exécution d'un mandat, marquait la même tendance (12).

Postérieurement au fameux arrêt de la Chambre Civile du 21 novembre 1911 qui, nous l'avons déjà écrit, reconnaît à la charge du voiturier l'obligation de transporter sain et sauf à destination le voyageur qui a contracté avec lui, nous rencontrons de nouvelles décisions qui condamnent la thèse du cumul des deux actions délictuelle et contractuelle.

(10) Voir : Saleilles : Obligations p. 432. — Aubry et Rau T. VI, numéro 446 note 7. — Ferron : sous Bordeaux 8 juillet 1909 S. 1911, 2, 234. — Perroud : sous Lyon 14 fév. 1913 S. 1913, 2, 209. — Demogue : Rev. trim., 1923, p. 651 et sous Civ. 11 janv. 1922, S. 1924, 1, 105. — H. Mazeaud : Revue trim. 1929, p. 645. — Planiol et Ripert : Traité de droit civil T. 6, numéro 493.

(11) Req. 23 Nov. 1885 - D P. 86, 1, 11.

(12) Req. 21 janv. 1890 - D P. 91, 1, 380.

La Chambre Civile se prononça dans un arrêt du 11 janvier 1922 (13) : « C'est, dit-elle, seulement en » matière de délit ou de quasi-délit que toute faute » quelconque oblige son auteur à réparer le dommage provenant de son fait ; les articles 1382 et s. » sont sans application lorsqu'il s'agit d'une faute » commise dans l'exécution d'une obligation résultant » d'un contrat » (15).

Toutefois, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 14 décembre 1926 (16) rompt l'harmonie de la jurisprudence que nous avons citée : Une aliénée s'était échappée d'un asile où sa famille l'avait mise en traitement ; on l'avait retrouvée couverte de blessures. A l'action en dommages-intérêts intentée contre l'établissement, il avait été opposé que les dommages n'étaient pas réparables comme n'ayant pas été prévisibles au moment du contrat (1150, C. Civil). La Chambre des Requêtes admet cependant la demande et confirme l'arrêt attaqué, attendu que ce dernier, « en décidant que la négligence du docteur B. et des » époux Q. était la cause directe des mutilations subies par la malade et en relevant ainsi à leur encontre, *en même temps que l'inexécution de leur obligation contractuelle de surveillance, une faute délictuelle*, a, par là même, écarté toute possibilité d'appliquer en la cause les dispositions de l'article » 1150 C. Civil. »

Il ne faut pas attacher une grande importance à cette dernière décision. Depuis, la Chambre Civile a

(13) D P. 1922, 1, 16 - S. 1924, 1, 105.

(15) Dans le même sens : Paris 18 mars 1924 - D P. 1924, 2, 125. — Lyon 1 avril 1922 - D P. 1924, 2, 51.

(16) D P. 1927, 1, 105.

marqué son intention de maintenir sa thèse, en particulier dans les arrêts du 6 avril 1927 (16 bis) et du 22 juillet 1931 (16 ter).

La question est donc définitivement résolue en jurisprudence (16 quat.).

§ III. — CRITIQUE

A notre avis, on ne saurait admettre au profit de la victime, un choix entre les deux actions délictuelle et contractuelle. Les arguments exposés par M. Planiol ne nous paraissent pas convaincants. .

La responsabilité délictuelle est d'ordre public, a-t-on dit. Mais n'est-ce pas là justement la question qui se pose. Et serait-il admissible que la force obligatoire du contrat devienne facultative pour le créancier. Sous prétexte d'ordre public, n'organiserait-on pas le plus grand désordre ?

« La responsabilité conventionnelle, d'après M. Planiol, vient *s'ajouter* à la responsabilité établie par la loi et ne peut ni l'éliminer ni se substituer à elle. » Mais encore faudrait-il pour qu'une telle addition soit possible, que les deux éléments à ajouter soient de même nature. Dire que la responsabilité contractuelle n'élimine pas la responsabilité établie par la loi, ce serait dire que la succession testamentaire n'élimine pas la succession « ab intestat », que le contrat de mariage n'élimine pas le régime matrimonial légal.

(16 bis) D P. 1927, 1, 111.

(16 ter) D H. 1931, 506.

(16 quat.) Dans le même sens : Trib. Civ. de Rouen, 27 juin 1928 - D H. 1928, 570. — Poitiers 5 déc. 1933 - D H. 1933, 61.

Ne serait-il pas véritablement ridicule de la part des parties contractantes, d'établir des règles exceptionnelles au droit commun, si ce dernier subsiste néanmoins. Le créancier trouverait là un avantage scandaleux, ayant la possibilité de s'affranchir à son gré du contrat auquel il a souscrit.

On peut noter enfin que les deux responsabilités sont visées dans le Code Civil sous des articles différents (1382 et s. — 1146 et s.) ; la partie du Code Civil consacrée à la responsabilité délictuelle portant ce titre : « Des engagements qui se forment sans convention. »

Décidant que le choix entre les deux actions délictuelle et contractuelle n'appartient pas à la victime, nous devons conclure qu'il ne saurait non plus, dans les cas d'accidents mortels, appartenir aux ayants cause.

SECTION IV

L'ACTION CONTRACTUELLE ACCORDEE PAR VOIE DE STIPULATION POUR AUTRUI TACITE

La Cour de Cassation a fait porter ses efforts dans un autre sens. La thèse qu'elle a adoptée est de beaucoup la plus audacieuse. C'est à tous les ayants droit qu'elle reconnaît le bénéfice de l'action fondée sur le contrat de transport qui les dispensera d'établir l'existence d'une faute à la charge du transpor-

teur. D'autre part, elle fait naître cette action directement d'une volonté qu'elle présume chez la victime. Deux arrêts de la Chambre Civile (6 décembre 1932, 24 mai 1933) (21) et un arrêt de la Chambre des Requêtes (19 juin 1933) (22) nous permettront de l'examiner.

Tenant pour définitivement reconnu ce principe que le transporteur contracte une dette de sécurité au profit du transporté, ces décisions ajoutent que c'est aussi dans le contrat de transport que les ayants droit trouvent la cause de leur action.

Dans l'arrêt du 6 décembre 1932, la Cour de Cassation ne décide pas comme la Cour d'Angers (23) dont elle confirme la décision mais en reformant les motifs, que la créance de la victime a été transmise aux héritiers. Car ce serait faire renaître les difficultés que nous avons rencontrées plus haut, sur le point de savoir si un droit a pu naître au profit de la victime qui n'a pas survécu à l'accident et quels sont les dommages qui doivent être réparés.

Sa thèse est toute nouvelle. *Elle estime que se trouve annexé au contrat de transport une stipulation pour autrui tacite.* Thèse originale et pour le moins surprenante : les ayants droit sont appelés à bénéficier d'une stipulation que le transporté aurait entendu faire au moment du contrat mais qu'il n'a pas exprimée.

Cette stipulation ne profite pas seulement aux héritiers du voyageur. Elle ne fait pas partie du contrat dont les avantages et les charges s'imposeraient aux

(21) D. P. 1933, 1, 139 (1^{re} et 2^e esp.).

(22) D. H. 1933, 429.

(23) Cité plus haut.

héritiers de la victime, elle se greffe sur lui et profite à tous ceux qu'elle est présumée avoir eu en vue.

« En vertu du contrat de transport, décide l'arrêt
» du 6 décembre 1932, la Compagnie des chemins de
» fer assume envers la personne transportée l'obli-
» gation de la conduire saine et sauve à destination ;
» en cas d'accident mortel survenu en cours d'exécu-
» tion du contrat, le droit d'obtenir réparation du
» préjudice s'est ouvert, en vertu de l'article 1147,
» Code Civil, au profit du conjoint et des enfants de
» la victime, *en faveur de qui celle-ci a stipulé, sans*
» *qu'il ait été besoin de le faire expressément, dans*
» *la mesure de leurs intérêts.* »



Il convient d'examiner la valeur juridique de ces diverses décisions :

1° On doit tout d'abord se demander en faveur de quelles personnes joue la stipulation :

Quels sont les bénéficiaires de la prévoyance du voyageur : Sont-ce les membres de sa famille, ses proches parents ou même des parents éloignés dont il peut ignorer l'existence ? — Si la jurisprudence reconnaît à la concubine le droit d'exercer l'action fondée sur la responsabilité délictuelle, ne devra-t-elle pas aussi la considérer comme bénéficiaire de la stipulation ? — Comment, en somme, peut-on découvrir la volonté de ce singulier stipulant qui ignore ceux au profit de qui il stipule ?

L'arrêt du 6 décembre 1932 accorde à l'épouse et aux enfants le bénéfice de la stipulation ; mais c'est là seulement une décision d'espèce, une application particulière d'un principe qui n'est pas énoncé,

Peut-on trouver ce principe dans l'arrêt du 24 mai 1933 qui décide que « le voyageur qui a été victime d'un accident mortel doit être présumé avoir stipulé au profit des personnes *envers lesquelles il était tenu d'un devoir d'assistance en vertu d'un lien légal* ». Il s'agit très probablement de l'obligation aux aliments.

Mais cette définition des ayants droit paraît assez arbitraire.

D'ailleurs, bien qu'assez restreinte, cette formule laisse subsister une indétermination réelle des bénéficiaires. Le principe est que, dans une stipulation pour autrui, le bénéficiaire doit être pour le moins déterminable, de telle sorte qu'au moment où on a contracté on ait pu concevoir les effets possibles de la stipulation.

Or, on peut se demander s'il ne s'agirait pas ici d'une stipulation au profit de personnes indéterminées faite, aux termes de l'article 1122, Code Civil, au profit du stipulant lui-même ou de sa succession. Ainsi la thèse de la Cour de Cassation se détruirait elle-même en perdant tout intérêt.

2° Quels seraient les effets de cette stipulation ?

Il convient de se demander si l'action intentée par le bénéficiaire aura pour base une responsabilité délictuelle ou contractuelle.

On ne peut guère supposer qu'elle sera délictuelle, car, ainsi, quel aurait été le but de la stipulation ? Disons donc qu'elle est contractuelle. Mais ce choix ne permet pas de connaître le dommage dont il peut être demandé réparation.

La Cour de Cassation évite d'apporter une interprétation quelconque sur cette difficulté ; elle emploie cette formule dépourvue de précision : « le droit d'obtenir réparation du préjudice s'est ouvert, en vertu

» de l'article 1147 du Code Civil, au profit du conjoint
» et des enfants de la victime en faveur de qui celle-
» ci a stipulé sans qu'il ait été besoin de le faire ex-
» pressément, *dans la mesure de leur intérêt.* »

3° Il est surtout évident que les contractants n'ont
jamais eu l'intention qu'on leur prête. Jamais le
transporteur n'a cru s'engager à autre chose qu'à ef-
fectuer le transport, ni envers d'autres personnes que
le transporté. Quant à ce dernier, préoccupé surtout
d'atteindre la destination qu'il s'est fixée, il pense
rarement à l'hypothèse d'un accident.

« Nul de nous, écrit M. Jossierand, ne songe à cha-
» que fois qu'il se déplace, à faire mentalement au
» guichet de la gare de chemin de fer, cette sorte de
» testament contractuel qu'implique la thèse de la
» Chambre Civile. »

**

La thèse de la Cour de Cassation constitue, pen-
sons-nous, un expédient qui a permis d'atteindre un
but jugé équitable. Il faut convenir qu'elle est ingé-
nieuse ; mais elle donne lieu à de bien sérieuses cri-
tiques.

Elle substitue à la volonté des parties une interpré-
tation puisée dans l'intérêt social. Elle vise première-
ment à réparer équitablement le dommage, sans s'in-
quiéter outre mesure de la valeur juridique de cette
réparation.

SECTION V

PEUT-ON CONCEVOIR
UNE AUTRE SOLUTION JURISPRUDENTIELLE ?

Il résulte de l'analyse de la jurisprudence qu'il est impossible de tendre à la protection des ayants droit en leur reconnaissant une action fondée sur la responsabilité contractuelle. On pense alors qu'un dernier essai est possible : ne pourrait-on pas évoquer l'article 1384, premier alinéa ? Ainsi, la présomption créerait la protection que méritent ces ayants droit.

Pourtant, une telle jurisprudence s'adapterait mal aux circonstances de fait, tout au moins en ce qui concerne les accidents de chemin de fer. Peut-on dire que de tels accidents sont causés par une chose déterminée dont le gardien serait déclaré responsable ? Il faudrait en chaque circonstance établir que l'accident a été causé par la locomotive du convoi, ou par l'affaïssement de la voie, ou par le mauvais fonctionnement d'un signal. Ce serait là, par un procédé détourné, obliger l'ayant droit à établir la cause de l'accident.

Et ce dernier a pour origine, plutôt que le fait d'une chose inanimée, déterminée, l'ensemble de l'entreprise, l'organisation immense et complexe qu'est un réseau de chemin de fer. Si l'article 1384 peut s'appliquer aux accidents causés par une automobile, chose qui s'isole facilement et constitue un tout en elle-même, il ne peut apporter une solution adéquate au cas où il s'agit d'un ensemble de matériel qui n'est pas susceptible de séparation.

On comprend donc que les juridictions aient rarement tenté d'appliquer l'article 1384 en matière d'accidents de chemin de fer (25). On ne trouve dans ce sens que des décisions isolées et d'ailleurs antérieures à la reconnaissance d'une responsabilité contractuelle à la charge du voiturier et au profit du voyageur.

Il est impossible à la jurisprudence de résoudre cette difficulté. Aussi, faisant appel à une modification de la loi, on a proposé (26) que soit instituée une responsabilité *objective* rattachée au *fait de l'exploitation*, comparable à celle de l'entreprise dans la loi du 9 avril 1898.

(25) Paris 9 nov. 1909 - D P. 1911, 2, 357. — Besançon 15 déc. 1909, D P. 1911, 2, 357.

(26) Jossierand note sous Angers 13 mai 1929 - D P. 1929, 2, 161.

CONCLUSION

Un accident se présente généralement comme un événement imprévu qui, en plus du dommage qu'il cause à la victime, jette le trouble dans tout le groupement familial ou social dont celle-ci était le centre. A ce rayonnement du dommage, il conviendrait de fixer des bornes. Or, l'article 1382 C. C. est une disposition si générale qu'elle est insuffisante pour ce faire, et que, par suite, il appartiendrait à la jurisprudence de déterminer à partir de quel point le préjudice ne serait plus réparé parce qu'il serait trop minime, ou parce que serait trop lâche le lien unissant la victime aux prétendus ayants droit.

Mais la jurisprudence a beaucoup hésité dans son interprétation de l'article 1382 ; on ne serait pas très loin de la vérité en disant qu'elle a tour à tour essayé de toutes les solutions possibles sans pouvoir se fixer définitivement à aucune.



Notre exposé concerne l'ayant droit ; c'est dire que des deux éléments essentiels de la responsabilité civile, la faute et le dommage, il ne vise que le second ;

celui qui très longtemps a été considéré comme de moindre importance, mais dont on peut constater aujourd'hui l'intérêt croissant.

Nous assistons, en effet, à la diminution du rôle de la faute. Les cas de responsabilité qui ne font pas appel à cette notion deviennent plus nombreux.

L'exemple le plus actuel est celui de l'article 1384, premier alinéa. La Jurisprudence semble fonder sur ce texte une présomption de « responsabilité » dans laquelle la notion de faute n'interviendrait pas (celui qui a la charge de cette présomption ne pouvant s'y soustraire en établissant qu'il n'est pas fautif) (1).

Dans la pratique, cette Jurisprudence se révèle de la plus grande importance ; elle réglemente la plupart des cas de responsabilité civile ; et la Cour de Cassation en a étendu la portée en l'appliquant même aux cas de collision entre véhicules, condamnant ainsi la théorie de la neutralisation des risques que certaines Cours d'Appel avaient admise (2).

D'autre part, il est aujourd'hui de Jurisprudence constante que les accidents survenus au cours d'un transport à titre onéreux, font naître une responsabilité contractuelle, et non délictuelle à la charge du voiturier. Il s'ensuit que la victime n'a pas à rapporter la preuve d'une faute, celle-ci consistant dans l'inexécution même du contrat.

Il faut citer enfin le cas de responsabilité sans faute de la loi du 9 avril 1898. La preuve de la faute n'est pas requise, et cette dernière n'interviendra plus que lorsqu'elle sera « inexcusable » ; c'est-à-dire pratiquement assimilable au dol.

(1) Cass. Ch. réunies, 13 février 1930 - D. P. 1930, 1, 57 - S. 1930, 1, 121.

(2) Civ. 20 mars 1933 - D. P. 1933, 1, 57 — Réformant Montpellier 2 décembre 1930 D. P. 1930, 2, 129.



Parallèlement à cet amoindrissement de la notion de faute, on assiste à un accroissement de celle de dommage.

Toute l'attention se fixe désormais sur les troubles apportés par l'accident dans la vie des ayants-droit ; et on arrive à ce principe que tout dommage exige réparation.

Ce n'est plus la gravité de la faute qui importe, mais surtout le trouble jeté dans la situation dont jouissait la victime et son entourage jusqu'au jour de l'accident. On chiffre la valeur de cette victime en tenant compte de sa capacité et de ses gains.

Les tribunaux pourront apprécier le préjudice en toute liberté. Ils n'auront pas à tenir compte des possibilités pécuniaires du défendeur, sachant, le plus souvent, derrière celui-ci, l'existence d'une Compagnie d'Assurances dont la capacité de paiement est pratiquement illimitée. Aussi le terme de « dommage » inclus dans l'article 1382 a-t-il changé de sens. On admettait d'abord, en considérant qu'une « action » n'est autre chose qu'un « droit en action », que les intérêts lésés ne doivent être pris en considération que s'ils sont juridiquement protégés. Nous avons vu, au cours de cette étude, comment la Jurisprudence s'est peu à peu écartée, pour des raisons d'équité, de cette notion étroite, considérant de moins en moins nécessaire un lien de droit pour s'attacher seulement aux situations de fait. Ainsi, elle est amenée à étendre indéfiniment la liste des ayants-droit faute d'un criterium auquel elle puisse se raccrocher et se fixer fermement.

Cette même idée d'assistance apparaît dans la loi du 9 avril 1898. L'ouvrier victime d'un accident du

travail ne recevra pas réparation du préjudice subi, mais une rente qui, remplaçant en partie la capacité de travail qu'il a perdue, lui permettra de subsister.

Pourtant cette loi de protection se révèle comme nettement retardataire sur le courant que nous remarquons. Parfois l'ouvrier aurait intérêt à prouver une faute du chef d'entreprise pour obtenir réparation intégrale du dommage ; et ceux de ses parents qui ne sont pas qualifiés par la loi de « représentants » de la victime, n'ont même pas la ressource de revenir au règne du droit commun et se trouvent démunis de toute action.

Enfin nous avons vu les efforts tentés par la Jurisprudence pour faire bénéficier tous les ayants-droit des avantages de l'action de la victime. Elle suppose dans son dernier état, une stipulation faite par celle-ci à leur profit.

Nous n'avons pas à revenir sur le peu de valeur juridique de cette théorie. M. Josserand lui reconnaît un autre effet néfaste qui n'est pas sans lien avec la mouvement que nous examinons :

Elle vient encore, écrit-il, « mettre l'accent sur cette » tendance du droit moderne d'introduire dans les » contrats, moins ce que les parties ont effectivement » voulu y mettre que ce qu'elles ont dû raisonnablement, équitablement vouloir y inclure ; elle apporte » une contribution importante et grave à la doctrine » de la socialisation des actes juridiques, en réduisant la part de la volonté autonome libre et effective, pour accroître le rôle de la volonté publique ; » nous nous éloignons ainsi de plus en plus du type » traditionnel du contrat édifié, aménagé librement » et exclusivement par les parties, pour nous achever vers un type abstrait, construit en série et

» tiré à d'innombrables exemplaires ; il nous paraît
» douteux que ce triomphe de l'étatisation et de la
» standardisation juridique représente un progrès
» pour l'intelligence et pour la dignité humaine » (3).

La victime aura ainsi presque toujours droit à une indemnité que justifiera sa qualité de victime beaucoup plus que la faute de quiconque. Si l'on ne découvre pas la *faute* déterminante du dommage, on recherchera seulement le *fait* qui l'a causé.

On l'a souvent écrit, en rendant l'individu responsable de son fait ou du fait des personnes qu'il commande et même des choses qu'il détient, on le met dans l'impossibilité d'agir, car il ne peut prévoir les conséquences de chacun de ses actes.

Un remède existe, dira-t-on : l'assurance contre le dommage causé aux tiers. Il y a substitution à l'individu d'un groupement, d'ailleurs étranger au fait dommageable, qui s'engage à porter assistance à la victime. Mais alors il faudrait aller plus loin. Puisque le conducteur est présumé responsable du dommage que peut causer la chose dont il est le gardien, il devrait toujours justifier de ses possibilités de réparer le tort dont il est susceptible d'être réputé responsable. Le conducteur du véhicule devrait être obligatoirement assuré. Ainsi la réparation du dommage ne dépendrait pas uniquement de la solvabilité de celui qui l'a causé. A cela on objecte que celui qui est assuré perd la notion de responsabilité. Mais n'en est-il pas surtout ainsi de celui qui est insolvable ? et la condamnation pénale, même sous forme d'amende, ne serait-elle pas une menace suffisante ?

(3) Note sous Civ. 6 déc. 1932 et Civ. 24 mai 1933 - D. P. 1933, 1, 137. Voir aussi Josserand « Le contrat dirigé » - D. H. 1933, Ch. p. 89.

**

Il n'en est pas moins vrai que le développement des garanties accordées à la victime fait naître de sérieux dangers sociaux. Il se crée une mentalité d'assisté dont tous les jours nous voyons croître les effets néfastes pour la morale. Beaucoup préfèrent recevoir de la société une maigre subsistance que de vivre de leur travail.

Par ailleurs, l'amoindrissement de la notion de faute est aussi grave. Car cette responsabilité était proche de la responsabilité morale qui risque de disparaître avec elle.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, T. IV.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Traité théorique et pratique de droit civil ; des obligations*. T. IV.
- CABOUAT. — *Traité des accidents du travail*.
- CAPITANT et CUCHE. — *Précis de législation industrielle*.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit d'vil*. T. II.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations*. T. IV.
- P. GARRAUD. — *De la responsabilité du tiers auteur d'un accident du travail*.
- HUGUENY. — *L'idée de peine privée*. Thèse Dijon, 1904.
- JOSTERAND. — *Cours de droit civil positif français*. T. II.
— *Les transports*.
- LOUBAT. — *Traité sur le risque professionnel*.
- H. MAZEAUD et L. MAZEAUD. — *Traité théorique et pratique de la responsabilité délictuelle et contractuelle*.
- MORIN. — *La loi et le contrat ; la décadence de leur souveraineté*.
- PIC. — *Traité élémentaire de législation industrielle*.
- PILLET et NIBOYET. — *Manuel de droit international privé*.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français*.
T. IV : *Successions*, par Maury et Vialleton.
T. VI : *Des obligations*, par Esmein.
- RIPERT. — *La règle morale dans les obligations civiles*.

RUTSAERT. — *Le fondement de la responsabilité extra-contractuelle.*

SACHET. — *Les accidents du travail.*

SALEILLES. — *Théorie générale des obligations.*

SOURDAT. — *Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats.*

TRIBES. — *Fondement et caractères de la réparation du préjudice moral.* Thèse, Montpellier, 1932.

REVUES — RECUEILS DE JURISPRUDENCE

ANDRIEUX. — Conclusions. - Cons. d'Etat 11 mai 1928 - S. 1928, 3, 97.

BEQUÉ. — *De la responsabilité du fait d'autrui en matière contractuelle.* Rev. trim. de droit civil, 1914, p. 251.

CAPITANT. — *Le permis de séduire.* D. H., 1933, Chr. p. 1.

DEMOGUE. — Note sous Civ., 11 janvier 1922 - S. 1924, 1, 105.

ESMEIN. — Note sous Req., 10 avril 1922 - S. 1924, 1, 153.

— Note sous Req. - S. 1930, 2, 17.

— Note sous Cass. Ch. réunies, 13 fév. 1930 - S. 1930, 1, 121.

FERRON. — Note sous Bordeaux, 8 juillet 1909 - S. 1911, 2, 234.

GAUGUIER. — *Etude critique de législation et de jurisprudence sur le risque professionnel.* Lois nouvelles, années 1925 et 1926.

HAURIOU. — Note sous Cons. d'Etat, 11 mai 1928 - S. 1928, 3, 97.

HÉMARD. — Note sous Rennes, 7 mars 1904 - S. 1907, 2, 241.

JOSSERAND. — *Le problème juridique de la rupture de fiançailles.* - D. H. 1927, Chr. p. 21.

— *L'avènement du concubinat* - D. H. 1932, Chr. p. 45.

— *Le contrat dirigé* - D. H. 1933, Chr. p. 89.

— Note sous Req., 14 déc. 1926 - D. P. 1927, 1, 105.

— Note sous Angers, 13 mai 1929 - D. P. 1929, 2, 161.

— Note sous Civ., 6 déc. 1932 et 24 mai 1933 - D. P. 1933, 1, 137.

- LABBÉ. — Note sous Luxembourg, 27 nov. 1884 - S. 1885, 4, 25.
- LALOU. — *Les ayants droit à indemnité à la suite d'accidents mortels* - D. H., 1931, Chr. p. 21.
- *Contrats comportant pour l'une des parties l'obligation de rendre le contractant sain et sauf* - D. H., 1931, Chr. p. 37.
- Note sous Trib. com. Seine, 28 oct. 1919 - D. P., 1920, 2, 138.
- Note sous Req., 10 avr. 1922 - D. P., 1923, 1, 52.
- Note sous Crim., 26 nov. 1926 - D. P., 1927, 1, 73.
- Note sous Cour d'Assises Dordogne, 24 mai 1930 - D. P., 1930, 2, 133.
- LYON-CAEN. — Rapport. Paris, 9 janv. 1933 - Gaz. Pal., 1933, 1, 436.
- MARTY. — Note sous Cass., 28 fév. 1930 - S. 1931, 1, 145.
- H. MAZEAUD. — *Comment limiter le nombre des actions intentées en réparation du préjudice moral à la suite d'un décès accidentel* - D. H., 1932, Chr. p. 77.
- NIBOYET. — Rev. de droit int. priv., 1929, p. 592 et s.
- PERROUD. — Note sous Lyon, 14 fév. 1913 - S. 1924, 1, 105.
- PIC. — Note sous Trib. corr. Lyon, 25 juin 1927 - D. P., 1930, 2, 150.
- PILON. — Rapport. Req. 2 fév. 1931 - D. P. 1931, 1, 38.
- PLANIOÛ. — Note sous Paris, 17 janv. 1905 - D. P., 1907, 2, 97.
- RIPERT. — Note sous Rennes, 7 mars 1904 - D. P. 1905, 2, 305.
- Note - D. P., 1921, 2, 17.
- Note sous Req., 27 juillet 1927 - D. P., 1926, 1, 5.
- Note sous Dijon, 21 janv. 1926 - D. P. 1928, 2, 41.
- Note sous Cass., Ch. réunies, 13 fév. 1930 - D. P., 1930, 1, 57.
- ROUAST. — Note sous Grenoble, 15 mars 1921 - D. P., 1922, 2, 25.
- Note sous Trib. civ. Valenciennes, 30 nov. 1922 - D. P., 1924, 2, 115.
- Note sous Cass., Ch. réunies, 8 juin 1928 - D. P., 1929, 1, 57.
- Note sous Civ., 4 déc. 1928 - D. P., 1930, 1, 47.

ROUX. — Note sous Crim., 26 nov. 1926 - S. 1927, 1, 273.

SARRUT. — Rapport. Civ., 21 nov. 1911 - D. P. 1913, 1, 209.

SAVATIER. — *Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels* - D. H., 1911, Chr. p. 9.

— Note sous Req., 20 fév. 1922 - D. P., 1922, 1, 201.

— Note sous Req., 8 juin 1926 - D. P. 1927, 1, 113.

TESSIER. — Rapport. Cons. d'Etat - D. P., 1910, 3, 9.

VOIRIN. — Note sous Poitiers 29 oct. 1928 - D. P., 1922, 2, 19.

— Note sous Lyon, 23 oct. 1929 - D. P., 1929, 2, 170.

— Note sous Crim., 28 fév. 1930 - D. P., 1930, 1, 49.

— Note sous Paris, 28 mars 1932 - D. P., 1932, 2, 88.

Vu :

Montpellier, le 27 février 1934.

Le Président de Thèse,
E. BECQUE

Vu :

Montpellier, le 28 février 1934

Le Doyen,
G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 28 février 1934

Le Recteur,
TAILLIART.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

PERSONNES POUVANT DEMANDER, PAR VOIE D'ACTION DIRECTE DELICTUELLE, REPARA- TION D'UN DOMMAGE PERSONNEL	11
--	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Dommage matériel</i>	15
---	----

Section I. — Jurisprudence	15
----------------------------------	----

§ I. — Parents légitimes	15
--------------------------------	----

§ II. — Concubine	16
-------------------------	----

§ III. — Enfant adultérin	20
---------------------------------	----

§ IV. — Réaction possible	21
---------------------------------	----

Section II. — Critique de la jurisprudence	24
--	----

§ I. — Les deux sens possibles du mot « dom- mage »	24
--	----

§ II. — Les tendances sociales	27
--------------------------------------	----

§ III. — Elaboration d'une solution	31
---	----

CHAPITRE II. — <i>Dommage moral</i>	41
---	----

Section I. — Jurisprudence	41
----------------------------------	----

§ I. — Evolution	42
------------------------	----

§ II. — Fixation	46
------------------------	----

Section II. — Critique	48
------------------------------	----

§ I. — Difficultés	48
--------------------------	----

§ II. — Critique de la jurisprudence de la Cour de Cassation	50
---	----

§ III. — Autres solutions	52
---------------------------------	----

§ IV. — Critique du principe de la réparation du dommage moral	57
---	----

DEUXIEME PARTIE

LES AYANTS DROIT EN MATIERE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL	64
CHAPITRE PREMIER. — <i>Choix de l'action</i>	65
CHAPITRE II. — « <i>Les représentants</i> » de la victime (art. 3)	69
<i>Section I.</i> — Conjoint survivant	71
<i>Section II.</i> — Enfants	74
<i>Section II.</i> — Ascendants et descendants	80
§ I. — Conditions d'obtention d'une rente ..	80
§ II. — Montant de la rente	85
CHAPITRE III. — <i>Preuve incombant aux ayants droit</i> ..	87
<i>Section I.</i> — Cas de chute mortelle	89
<i>Section II.</i> — Preuve de l'accident	94
CHAPITRE IV. — <i>Le cas d'accident dû à une faute inex-</i> <i>pliquable ou intentionnelle</i>	99
<i>Section I.</i> — Faute inexcusable	99
<i>Section II.</i> — Accident provoqué intentionnellement	101
§ I. — Eléments du problème	102
§ II. — Solution de la jurisprudence	104
§ III. — Opinion des auteurs	105
§ IV. — Elaboration d'une solution	109
CHAPITRE V. — <i>Les ayants droit pouvant agir contre le</i> <i>tiers auteur de l'accident</i> (art. 7)	111
CHAPITRE VI. — <i>Les représentants des ouvriers étran-</i> <i>gers</i> (art. 3 in fine)	117
<i>Section I.</i> — Les traités bilatéraux et le projet de convention adopté par la Conférence Interna- tionale du Travail dans sa 7 session (1925)	118
<i>Section II.</i> — Portée de la convention de Genève	121
§ I. — Interprétation administrative	121
§ II. — Jurisprudence	124
§ III. — Discussion	127

TROISIEME PARTIE

PERSONNES ACQUERANT LE DROIT D'AGIR DU CHEF DE LA VICTIME OU PAR L'EFFET DE SA VOLONTE	131
CHAPITRE PREMIER. — Exercice de l'action délictuelle du chef de la victime	133
CHAPITRE II. — Détermination des ayants droit au cas où l'action de la victime est de nature contrac- tuelle	139
Section I. — La question des ayants droit depuis la reconnaissance du caractère contrac- tuel de la responsabilité dans le trans- port de personnes rétribué	139
Section II. — Exercice de l'action contractuelle de la victime par ses ayants droit	145
§ I. — Héritiers	145
§ II. — Extension à des non-héritiers	149
Section III. — De l'option des ayants cause de la victime entre la responsabilité contrac- tuelle et la responsabilité délictuelle ...	150
§ I. — Doctrine	151
§ II. — Jurisprudence	153
§ III. — Critique	155
Section IV. — L'action contractuelle accordée par voie de stipulation pour autrui tacite ..	156
Section V. — Peut-on concevoir une autre solution jurisprudentielle	161
CONCLUSION	163
BIBLIOGRAPHIE.	169

